

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

"DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DEPENDANT
COMME STRATEGIES DE CLASSES DANS LA
FORMATION SOCIALE ARGENTINE. (1880-1958)".

par

Jean Baptiste Mario Samedy

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures
de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la
Maîtrise en Sociologie

UNIVERSITE D'OTTAWA
OTTAWA, CANADA 1982



J.B.M. Samedy, Ottawa, Canada, 1982

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Introduction	1-20
Procédé d'exposition:	
Chapitre I: Etat libéral d'organisation nationale (1880-1916)	22-54
1.. Conditions historiques primitives d'accumulation et de reproduction du capital.	27-43
2. Pratiques politiques des classes sociales: Partis politiques d'opposition et partis politiques de consensus.	43-54
Chapitre II: Etat libéral-démocratique (1916-1930): Le radicalisme	55-66
Chapitre III: Etat d'industrialisation nationale autonome (1930-1955)	67-95
A. Etat Oligarchique (1930-1943)	67-80
1. La politique anti-crise et le nouveau rôle de l'Etat.	70-75
2. La composition de l'Etat et la politique de protection industrielle.	75-77
3. Caractéristiques de l'industrialisation	77-80

B. Etat d'alliance de classes et interventioniste 80-95
(1943-1955)

1. Composition sociale et politique du péronisme 82-88
2. Action réciproque entre le péronisme et l'Etat 89-91
3. Limites de la substitution d'importations et crise de l'Etat péroniste 91-95

Chapitre IV: Etat en voie de développementisation ou développementiste à la CEPAL (1955-1958) 96-101

1. Développement du capitalisme par la voie monopoliste dépendante 97-99
2. Etat nettement développementiste à la CEPAL (le frondizisme) et ses forces sociales 99-101

Conclusion 102-108

Notes 109-119

Tableaux 120-135

Annexe (Tableau synoptique) 136-139

Bibliographie 140-144

PROLOGUE

Nous entreprenons cette recherche pour diverses raisons. D'abord l'Argentine est l'une des formations sociales que nous connaissons le mieux pour y avoir séjourné huit ans et demi. Ensuite, nos études et notre pratique de l'enseignement en Argentine (baccalauréat en humanités, maîtrise et assistantat à l'enseignement et à la recherche à la Faculté d'Agronomie de l'Université Nationale de Córdoba, professeur d'histoire à l'Institut International d'Etudes Avancées) nous ont permis d'avoir une approximation plus ou moins adéquate au processus historique des luttes des classes argentines. Enfin jusqu'ici nous n'avons pas rompu notre "cordon ombilical" avec cette belle terre hospitalière et amicale, puisque nous maintenons des liens académiques avec elle comme membre correspondant de l'Institut d'Histoire et de Lettres, de l'Académie Argentine d'Etudes Internationales, de l'Institut International d'Etudes Avancées, etc... Pour tous ces motifs et pour bien d'autres nous choisissons l'Argentine comme terrain d'investigation.

En dernière instance, nous profitons de ce Prologue pour remercier spécialement notre directeur de thèse, Dr. Raymundo De Andrade, qui nous a aidé dans l'élaboration de notre thèse par sa patience, ses profondes connaissances de la dynamique des formations sociales dépendantes et dominées et ses suggestions adéquates. Toutefois nous tenons à affirmer, à la décharge de notre directeur de thèse, que nous assumons l'entière responsabilité des idées exprimées ici car elles sont nôtres.

INTRODUCTION

L'essence cachée de l'univers n'a pas de force qui puisse résister à l'amour de la vérité.(1) Devant lui, l'univers doit se révéler et déployer les richesses et les profondeurs de sa nature". (Discours du 22-10-1818)... "La nature d'abord, cachée et fermée de l'univers n'a pas de force qui puisse résister au courage de la connaissance(1), elle doit s'ouvrir devant lui, offrir à ses yeux et à sa jouissance sa richesse et sa profondeur." (Cours d'histoire de la philosophie, 6), Hegel, G.W.F., Morceaux Choisis, Vol. 1, Editions Gallimard, Paris, 1969, pp. 9 et 10.

1. SITUATION GÉNÉRALE DE LA PROBLÉMATIQUE

La présente investigation, nous en sommes conscients, semble une gageure, eu égard aux quatre difficultés qu'elle offre de prime abord. Premièrement, l'étendue, l'importance et la complexité du sujet s'ingénient à nous décourager d'entreprendre une telle démarche. En effet, les différents moments historiques qui s'échelonnent dialectiquement entre 1880 et 1958 constituent quasi toute l'histoire moderne de la lutte des classes dans la formation sociale argentine. Pour notre part, nous en démêlerons l'essentiel et, par l'application de la méthode dialectique, nous essaierons d'en dégager le mouvement réel. (2)

Deuxièmement, depuis Celso Furtado en passant par André Gunder Frank, Fernando Henrique Cardoso, Enzo Faletto et Hélio Jaguaribe jusqu'à Samir Amin, la polémique théorique-conceptuelle autour du binôme phénoménal: "développement" et "sous-développement" avance et rétrograde, rétrograde et avance, règne enfin. (3)

D'une part, Celso Furtado, dans "Dialéctica del desarrollo" (1969:66-69) affirme que le développement moderne (impulsion à l'accumulation du capital, amélioration de la technologie et des conditions de vie) se réalise dans le cadre de l'Etat-nation à travers la formation et la défense des marchés nationaux, et que "ses intérêts trouvent leur meilleure expression politique dans le nationalisme, unique idéologie capable d'intégrer entièrement les besoins antagoniques des classes".

2

Alors Furtado, dans la logique de sa dialectique du développement, soutient que l'objectif politique à poursuivre dans les pays "sous-développés" (c'est-à-dire, l'objectif dont la concrétion assurera un "desarrollo económico más rápido en una sociedad democrática pluralista" (p. 85) consiste à fomenter "las condiciones para que los asalariados urbanos y la masa campesina tengan una participación directa en el proceso de formación del poder" (p. 85).⁽⁴⁾

Cependant le même Furtado, dans "El mito del desarrollo económico y el futuro del Tercer Mundo" (1974:22-85) arrive à la conclusion selon laquelle le "développement économique", promu et pratiqué dans les pays hautement industrialisés, est un mythe pour les nations "sous-développées", dans la mesure où, d'une part, l'industrialisation périphérique n'arrive pas à concilier le gaspillage et le pillage des ressources et des réserves du Tiers-Monde, inhérents au mode de production capitaliste mondial, avec la rigidité croissante de l'offre de certaines ressources naturelles non renouvelables⁽⁵⁾ et que, d'autre part, "sería difícil conciliar la reorientación del desarrollo económico con la permanencia del control de los sistemas industriales locales por las empresas multinacionales que extraen su fuerza de una tecnología que por definición sería inadecuada al nuevo estilo de desarrollo nacional autónomo" (p. 32).

De son côté, André Gunder Frank, respectivement dans:
"Sociología del desarrollo y subdesarrollo de la sociología - El

desarrollo del subdesarrollo" (1971), critique trois méthodes dans la théorie du développement pour pouvoir aboutir à ce qu'il dénomme "una teoria alternativa del desarrollo del cambio económico más adecuada para los países subdesarrollados" (p. 98).

En premier lieu, la méthode des indices típico-idéaux de Kindleberger et de Rostow, qui identifie le "sous-développement" au traditionalisme ou à l'archaïsme, établit les principales caractéristiques du développement moderne basées sur celles des pays hautement industrialisés. Selon Gunder Frank, cette perspective ignore la réalité historico-structurelle des pays "sous-développés" parce que cette dernière est la résultante du même processus historique et de la même structure systémique mondiale du développement des pays dits "avancés" ou "civilisés". Par conséquent, l'alternative théorico-méthodologique adéquate est de s'en tenir à l'histoire et à la réalité contemporaine du "développement" et du "sous-développement".

En deuxième lieu, la méthode diffusionniste de Nash, qui considère le développement comme le produit de la diffusion des composantes culturelles des pays "développés" vers les "sous-développés", implique une transculturation de ces composantes dans les nations "sous-développées". Selon Gunder Frank, cette perspective ne tient pas compte ni de l'histoire des pays "sous-développés" et ne regarde donc pas le monde comme un ensemble dominé par la structure du système capitaliste. Par conséquent, l'alternative théorico-méthodologique

consiste à refléter la structure et le développement du système qui a engendré, maintient et fait croître encore le développement structurel et le sous-développement structurel en tant qu'expressions, concomitantes et réciproquement produites du même processus historique.

Enfin, la méthode psychologique d'Everett E. Hagen et de McClelland soutient que seulement une forte motivation individuelle ou un grand besoin d'atteindre des objectifs sont l'alpha et l'omega du développement économique et du changement culturel. D'après Gunder Frank, la politique du développement économique que sous-tend cette perspective, est conservatrice parce que "aconseja aceptar el status estructural con los brazos cruzados y esperar con las manos abiertas los regalos de otros" (p. 99). Par conséquent, l'alternative politique pour le développement économique et le changement culturel est de faire prendre conscience de l'exploitation impérialiste aux peuples "sous-développés" pour qu'ils puissent détruire la structure capitaliste et instaurer un autre système économique-social et politique. Et Gunder Frank renchérit: "Por eso, yo espero que una mayor confirmación de estas hipótesis y un mayor empeño en el enfoque propuesto, política y estructuralmente, pueda ayudar a los pueblos de los países subdesarrollados a comprender los causas y eliminar la realidad del desarrollo de su subdesarrollo y del subdesarrollo de su desarrollo" (p. 119). (6)

Pour leur part, Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, dans "Dependencia y desarrollo en América Latina", construisent et appliquent une perspective originale qu'ils appellent "un análisis integrado, global del desarrollo" (p. 17). Ils signifient par là que, pour appréhender le processus du développement, dans certaines formations sociales dépendantes de l'Amérique Latine, il est nécessaire d'étudier dans leur totalité les conditions historiques concrètes, économiques, politiques et idéologiques, tant au point de vue national qu'international. En outre, les auteurs affirment qu'il faut aussi, dans ces situations structurelles spécifiques, décoder les buts et nécessités "que dan sentido, orientan o alientan el conflicto entre los grupos y clases y los movimientos sociales que "ponen en marcha" los sociedades en desarrollo" (p. 17-18).

De son côté, Hélio Jaguaribe, dans: "Desarrollo económico y desarrollo político", partant de l'idée selon laquelle le développement "es un proceso social global" (p. 13), réunit en trois groupes les pays latino-américains, selon le produit net annuel per capita, l'existence ou l'absence d'une bourgeoisie interpreneuriale, nationale, énergique et compétente et les conditions historico-politiques. Avec ces critères l'auteur élabore deux possibilités de développement national autonome dont l'une est "un nacional-capitalismo con liderazgo neobismarckiano" (p. 106), l'autre "un capitalismo de Estado y, eventualmente, un socialismo desarrollista" (p. 106), et signale aussi une "situación de trágica impasse" où s'enlisent les pays du troisième

groupe privés à la fois de bourgeoisie nationaliste et de conditions nécessaires et suffisantes pour devenir des États-nations (p. 106).

Enfin, Samir Amin, dans: "Le développement inégal" (1973), étudie certaines formes sociales du capitalisme périphérique comme le Brésil, le Mexique, l'Argentine, l'Égypte, l'Inde, le Maroc, etc...., pour en venir à énoncer cette thèse générale sur l'accumulation du capital: "L'origine "extravertie" du développement qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie ou son industrialisation n'est pas extérieure au modèle de l'accumulation périphérique dépendante. Il reproduit au contraire ses conditions sociales et économiques de fonctionnement." (p. 167). Pour Amin, le développement inégal se situe au niveau de la problématique mondiale de la lutte des classes. Car "la bourgeoisie du centre exploite le prolétariat partout, au centre et à la périphérie, mais elle exploite celui de la périphérie plus brutalement encore" (p. 169). L'alternative au développement inégal, c'est la socialisation, selon Amin, des moyens de production et donc une politique globale de développement pour les masses prolétariennes; laquelle politique est basée sur "une révision fondamentale des priorités dans l'allocation des ressources et le rejet des règles de la rentabilité" (p. 168) capitaliste.

Toutefois aussi variées et/ou différentes que paraissent les positions théorico-méthodologiques des auteurs précités, elles gravitent toutes autour de la dynamique du changement social "périphérique"

liée étroitement au binôme phénoménal développement/sous-développement que sous-tend toute situation concrète de dépendance commerciale, financière et structurelle des pays "centraux".⁽⁷⁾ Face à ces divergences conceptuelles, méthodologiques voire idéologiques, nous définirons dans la deuxième partie de l'Introduction, notre approche du développement capitaliste dépendant en Argentine.

Tout en nous référant à "toute situation concrète de dépendance", nous arrivons nolens, volens, à formuler notre troisième difficulté. Il s'agit d'éviter "l'abstraction systématique" qui guette toute investigation socio-historique. Car "aquí se quiere mostrar que el sistema no explica sino que debe ser explicado no en relación a sí mismo sino a partir de aquellos actores que con su acción lo crean, consolidan o destruyen" (Delich: 1970:23). Et nous pensons surmonter cet écueil par l'utilisation de la méthode dialectique qui nous apprend à "rechercher l'explication dans les phénomènes sociaux totaux en marche, travaillés par des forces volcaniques en flux et en reflux" (Gurvitch: 1977:281).

Enfin, notre quatrième difficulté est d'ordre gnoséologique "pur". En effet, dans la mesure où notre méthode est dialectique et, par définition, historico-matérialiste, notre "pratique théorique" fait appel forcément (dans le processus d'exposition) à des concepts fondamentaux, comme "classes sociales", "Etat", "bloc au pouvoir", "bloc hégémonique", "hégémonie", "mode de production" et "formation sociale", qui sont-

mutatis mutandis et en perpétuel devenir et en constante rédefinition, selon les formes sociales concrètes et les conjonctures spécifiques. Alors il semble évident que nos considérations sur la formation sociale argentine (bouleversée, déchirée, entre 1880 et 1958, par des tensions et des luttes de classes) risquent d'être et sont, en fait, provisoires voire approximatives. Cet écueil est insurmontable. Car il est inhérent à l'essence même de la méthode dialectique.

Au seuil de cette investigation, il nous échet hic et nunc d'affirmer que nous savons que notre démarche, se situant consciemment dans la grande et noble tradition des luttes populaires argentines, depuis le général Guemes et ses gauchos en passant par le général Peñaloza jusqu'aux syndicalistes, Atilio López et Agustin Tosco, notre démarche, disons-nous, déplaît et déplaira aux membres de la classe dominante et à leurs idéologues-professionnels. Mais à ces mécontents nous répétons ces derniers vers de José Hernandez dans l'épopée nationale argentine intitulée: "Martin Fierro":

"Y aquellos que en esta historia
sospechen que les doy palo,
sepan que olvidar lo malo
también es tener memoria...
y si canto de este modo
por encontrarlo oportuno,
NO ES PARA MAL DE NINGUNO
SINO PARA BIEN DE TODOS" (8).

2. CADRE THEORIQUE

Sans vouloir entrer dans le labyrinthe d'une exposition théorique qui n'est d'ailleurs pas l'objet propre de notre thèse, nous tenons quand même, d'une part, à faire remarquer que dans notre investigation et dans notre exposé nous utilisons la méthode dialectique, historico-matérialiste, comme instrument de connaissance et d'analyse et, d'autre part, à définir succinctement cet outil gnoséologique. (9)

En quoi consiste donc la méthode dialectique, historico-matérialiste? (10) La formule d'Engels nous semble exhaustive pour la définition générale de la méthode dialectique: "La dialectique n'est autre que la science des lois générales du mouvement et de l'évolution de la nature, de la société humaine et de la pensée". (Engels: 1970:153). Cette "science de la connexion universelle" (Engels) possède les lois fondamentales suivantes: "conversion de la quantité en qualité, pénétration réciproque des contraires polaires et conversion de l'un en l'autre quand ils sont poussés à l'extrême, développement par contradiction, ou négation de la négation et enfin forme spirale du développement" (Engels: 1975:25).

De cette méthode dialectique, historico-matérialiste, se dégagent, pour notre analyse historique des classes sociales argentines, et des catégories comme "contraire", "contradictions", "médiation", "opposition", "relations réciproques" et des concepts opératoires tels

que "totalité concrète" (Kosik: 1967:25-77), "classes sociales", "Etat", "bloc au pouvoir", "bloc hégémonique", "hégémonie", "mode de production" et "formation sociale".

Dans la mesure où notre pensée suit la logique de la méthode dialectique qui recherche toujours le concret, nous commençons par définir les "classes sociales", qui représentent la réalité historiquement déterminée, dans ses diverses imbrications. En effet, si "le concret est concret parce que c'est la synthèse de multiples déterminations, par conséquent, unité du divers" (Marx: 1971:21)⁽¹¹⁾, les classes sociales en tant que "processus de synthèse" des niveaux et/ou instances (Fossaert: 1977:30-31)⁽¹²⁾ économique, politique et idéologique, en tant que "vrai point de départ" (concret sensible) et "résultat" (concret pensé) "de la représentation" ⁽¹³⁾ socio-historique, les classes sociales, disons-nous, fournissent alors le champ par excellence de prospection du réel d'une formation sociale. Car "prises dans leur réalité dialectique, les classes sociales expriment l'unité toujours contradictoire des lourdes déterminations inscrites dans l'infrastructure sociale, et d'autres déterminations inscrites dans les structures politiques et idéologiques: celles qui conditionnent les actions et les conceptions dans lesquelles et par lesquelles les hommes vivent" (Fossaert: 1980:10).

Alors naturellement se pose la question suivante: Que sont "les classes sociales"? Elles sont "de vastes groupes d'hommes qui se

distinguent par la place⁽¹⁾ qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part des richesses sociales dont ils disposent", écrit Lénine (1980 :539). Dans la mesure où, d'une part, nous considérons "la production sociale" en son sens large d'ensemble de rapports collectifs et matériels, économiques, politiques et idéologiques (Bühr et Heinrich: 1979:36)⁽¹⁴⁾ et que, d'autre part, "la division sociale du travail"⁽¹⁵⁾ -travail manuel/"intellectuel et propriétaires/non propriétaires des moyens de production et d'échange - "telle qu'elle s'exprime par la présence des rapports politiques et idéologiques au sein du procès de production économique, détient le primat sur la division technique du travail" (Poulantzas: 1978:30), les classes sociales, dans l'acception léniniste qui est nôtre, les classes sociales renvoient aux niveaux politique et idéologique.⁽¹⁶⁾ "Ces places de classes, qui se traduisent par des pouvoirs, consistent ainsi, déjà au sein des rapports de production" (sociale), en pratiques et en luttes de classes" (Poulantzas: 1978:30). De ce fait, il résulte que nous parlerons, dans notre procédé d'exposition, de luttes économiques, politiques et idéologiques de classes.

Cependant la méthode dialectique, historico-matérialiste, différencie aussi des fractions et des couches de classes et des catégories sociales. Ces subdivisions de classes, ces groupements sociaux appartiennent aux diverses classes sociales, selon leurs places dans les rapports économiques et leur fonction dans les relations politiques et idéologiques.

Selon les conjonctures dans la formation sociale argentine, nous définirons ces subdivisions de classes qui peuvent constituer des forces politico-idéologiques douées d'une certaine autonomie relative (Poulantzas: 1976:21).

Immédiatement après notre conceptualisation des classes sociales et notre brève considération sur leurs sub-divisions, c'est "l'Etat", en tant qu'institution par excellence d'organisation de la société globale, qui retient particulièrement notre attention. Cependant nous le concevons comme la résultante et la condensation matérielle des "rapports de force entre les classes sociales" (Poulantzas: 1978:80) dominantes et dominées.

Dans cette optique, et à la suite d'Althusser (1974:24), nous établissons une nette distinction entre les appareils d'Etat et le pouvoir d'Etat⁽¹⁸⁾. D'ailleurs "toute la lutte politique des classes tourne autour de la possession, c'est-à-dire de la prise et de la conservation du pouvoir d'Etat par une certaine classe ou par une alliance de classes ou de fractions de classes". (Althusser: 1974:24). Dans cette logique contradictoire: domination/contestation, subordination/rébellion, s'inscrivent les concepts de "bloc au pouvoir", "bloc historique économique-politique" régnant (ou "bloc hégémonique") et "hégémonie" qui nous sont inspirés respectivement par les travaux de Poulantzas et de Gramsci.

Dans cette perspective, le "bloc au pouvoir" (Poulantzas: 1976:21) se définit comme une coalition spécifique de classes et de fractions de classes dominantes. Pour sa part, le "bloc historique économique-politique"

(Gramsci: 1977:482) régnant (ou "bloc hégémonique") n'est autre qu'une alliance de classes et de fractions de classes dominantes et dominées. Toutefois cette coalition spécifique ("bloc au pouvoir") et cette alliance particulière ("bloc hégémonique") ne sont pas exemptes de tensions, de conflits qui se traduisent concrètement au niveau des différences de pratiques politiques de certains appareils d'état, jusqu'à une certaine limite de rupture. Si cette limite de rupture est dépassée, si les divergences de pratiques s'agrandissent trop, alimentées qu'elles sont parfois par les pressions constantes et souvent effervescentes des classes rurales et urbaines dominées, alors s'ouvre une conjoncture de crise organique (pour le "bloc au pouvoir") ou de crise d'hégémonie quand se produit l'imbrication des luttes inter-classes et intra-classes, laquelle conjoncture de crise exige un réajustement de forces socio-politiques traditionnelles qui, à son tour engendre soit un "bloc au pouvoir" soit un "bloc hégémonique".

Pour sa part, le concept d'"hégémonie" (Gramsci: 1977:147-148 et Poulantzas: 1974:90-91) désigne à la fois le domaine des institutions politiques et celui des pratiques politiques des classes dominantes en alliance avec les classes dominées. Il renvoie au processus de constitution objective de l'Etat moderne (capitaliste): consensus, fonction idéologique, rôle d'organisation de la formation sociale, rôle de direction intellectuelle et morale, etc...

Toutefois les concepts de: "classe sociale", "fraction de classe", "couche de classe", "catégorie sociale", "Etat", "bloc au pouvoir", "bloc hégémonique" et "hégémonie" s'appréhendent à partir de leur adéquation à la dynamique générale du "mode de production" et à la concrétion particulière de la "formation sociale".

Alors s'imposent les définitions de ces deux vocables. Contrairement à la notion économiste du "mode de production" de Bettelheim, Godelier et Fossaert⁽¹⁹⁾ et à l'opinion quelque peu arbitraire de Meillasoux⁽²⁰⁾ et appuyant pourtant la conceptualisation opératoire de Miguelez, Castex et Poulantzas,⁽²¹⁾ pour ne citer que ces trois auteurs parmi tant d'autres aussi importants, nous considérons le "mode de production" non seulement comme une imbrication des différents niveaux économique, politique et idéologique, mais encore et surtout comme un "objet concret" (Castex: 1977:33), un système organique appréhendé dans ses interrelations structurelles et fonctionnelles à la fois économique, politique et idéologique. C'est un "état donné du système et pratique-évolution-mutation" (Castex: ibidem: 33) d'un aspect d'une "formation sociale".

Qu'est-ce donc une "formation sociale"? Nous la visualisons comme une articulation complexe de mode de production et de formes de production avec la prédominance du mode de production sur les autres parties intégrantes, et ce, à la lumière des pensées de Marx, Poulantzas, Miguelez et Rey, par exemple⁽²²⁾.

Enfin, il nous échet de définir le titre même de notre thèse: "Développement capitaliste dépendant comme stratégies de classes dans la formation sociale argentine (1880-1958)". Par "développement capitaliste dépendant" nous entendons que d'une part, la société argentine (les classes sociales) est à la fois productrice

et produit d'un processus global dont le capital⁽²³⁾ est le moteur en tant que rapport social impliquant simultanément l'exploitation économique, la domination politique et l'aliénation idéologique et que, d'autre part, cette même société exprime, dans sa structure économique, politique et idéologique, des articulations et des relations constitutives et asymétriques avec une ou plusieurs formations sociales capitalistes "centrales" qui occupent, par rapport à elle, une situation de pouvoir voire d'hégémonie⁽²⁴⁾. L'organisation des relations de classes et des appareils répressifs, idéologiques et économiques d'Etat dans cette formation sociale dépendante et dominée reproduit spécifiquement le système de la relation de domination et, de ce fait, "traduit" spécifiquement les formes de domination qui caractérisent la ou les classes au pouvoir dans la ou les formations sociales dominantes" (Poulantzas; 1974:15). Dans cette optique nous employons le "développement capitaliste dépendant" dans le sens de Dos Santos (1970).

Toutefois ce "développement capitaliste dépendant" se présente comme un ensemble de "stratégies de classes". Car il n'est pas un processus monolithique accompli sans heurt, sans lutte par le "bloc au pouvoir" ou le "bloc hégémonique". Il n'est pas non plus une réalité historique totalement consciente, volontaire, "projetée" d'avance, une fois pour toutes, par le "bloc au pouvoir" ou le "bloc hégémonique" durant les différentes phases de la capitalisation de l'Argentine entre 1880 et 1958. Car cette capitalisation dépendante et progressive de la formation sociale est discutée, contestée par des classes, fractions et couches de classes opprimées du mode de production capitaliste et des formes de production.

dominées - production mercantile simple et "économie de prestation personnelle" (Lénine: 1973:197-199) -, lesquels mode et formes configurent la société concrète (ici, bien sûr, il faut parler de "convergence de luttes", selon l'expression de Rey (1976:178).

Par rapport à cette structure à dominante, Marx écrit justement:

"Dans toutes les formes de société il existe une production déterminée qui assigne à toutes les autres son rang et son influence correspondants, une production dont les relations assignent à toutes les autres le rang et l'influence. Elle est une illumination générale dans laquelle se baignent toutes les couleurs et qui modifie les particularités de ces dernières (Marx: 1971:27-28).

Pour ce qui a trait à la contestation et au rejet

(en témoignent les luttes des ouvriers agricoles, de la moyenne et de la petite paysannerie et les grèves des ouvriers industriels) de la

pénétration et de l'installation progressives du capital comme rapport social dominant que nous signalons plus haut, c'est à partir d'eux

qu'il faut comprendre l'expression "stratégies de classes". Ces

"stratégies de classes" signifient les méthodes employées par les classes dominantes (méthodes parfois "contradictoires" dues à leurs tensions internes) pour accumuler et concentrer du capital, au cours

des différentes moments historiques entre 1880 et 1958, et ce, selon

le degré de développement des forces productives matérielles et

"spirituelles" (nous nous rappelons ici un peu le mot de Marx:

"l'idéologie" (les idées, au sens large de représentation sociale),

"quand elle s'empare des masses, elle devient force matérielle"

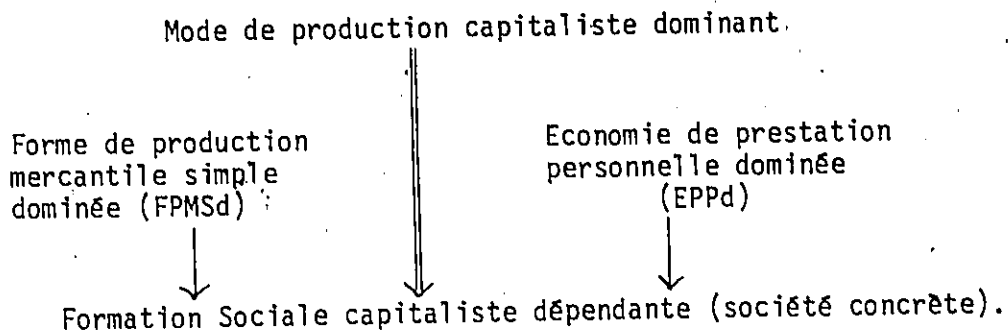
(cité par Jakubowski: 1976:12).

En outre, en ce qui concerne les parties intégrantes du "bloc au pouvoir", il se produit des "contradictions non-antagonistes" entre elles pour s'approprier le maximum de pouvoir d'état possible (certains coups d'Etat en proviennent) et, par voie de conséquence, la part léonine de la capitalisation dépendante (crise organique).

Enfin, l'imbrication des deux formes de luttes (inter-classes et intra-classes) débouche parfois sur une conjoncture de crise d'hégémonie qui engendre soit un "bloc au pouvoir" soit un "bloc hégémonique".

De ces considérations préliminaires sur l'articulation du mode et des formes de production dans une formation sociale, sur la "convergence de luttes de certaines classes, fractions et couches de classes opprimées (luttes inter-classes) contre la capitalisation dépendante et progressive menée dialectiquement par le "bloc au pouvoir" ou le "bloc hégémonique", sur les conflits intrinsèques entre les membres du "bloc au pouvoir" (luttes intra-classes) et sur l'imbrication des deux types de luttes (intra et inter-classes), de toutes ces considérations, disons-nous, nous pouvons tirer le schéma suivant:

I - Articulation de mode et formes de production:



II - Luttes de classes:

Niveau a: (Luttes inter-classes):

Convergence de luttes des classes, fractions et couches de classes opprimées du MPCD, de la FPMSd et de l'EPPd

versus

Capitalisation Dépendante (CD): Ex.: luttes des ouvriers agricoles, de la moyenne et petite paysannerie et grèves des ouvriers industriels urbains.

Niveau b: (Luttes intra-classes):

Conflits internes entre membres du "bloc au pouvoir" pour appropriation du maximum: de Pouvoir et de Capital: crise organique.
Ex.: certains coups d'état

Niveau c: (Imbrication des niveaux a et b):

Crise d'hégémonie → Emergence d'un "bloc au pouvoir" ou d'un "bloc hégémonique".

Au terme de ces considérations théorico-méthodologiques, nous sommes en droit de formuler notre hypothèse fondamentale: nous nous proposons de démontrer qu'à la faveur des conjonctures de crise internationales et nationales, le processus multiforme de capitalisation dépendante et dominée de la formation sociale argentine est menée, entre 1880 et 1958, par des "blocs au pouvoir" (1880-1916, 1930-1943 et 1958) et des "blocs hégémoniques" (1916-1930 et 1943-1955) en alliance ponctuelle avec certaines fractions et couches des classes dominées, les deux types de blocs étant pourtant en compromis polyphasé avec le capital multinational.

Pour essayer d'infirmer ou de confirmer partiellement ou totalement notre hypothèse de base, toute notre investigation va s'exposer dans les sections suivantes:

- Chapitre I: Etat libéral d'organisation nationale (1880-1916).
- Chapitre II: Etat libéral-démocratique (1916-1930).
- Chapitre III: Etat d'industrialisation nationale autonome:
 - A. Etat oligarchique (1930-1943)
 - B. Etat d'alliance de classes et interventionniste (1943-1955)
- Chapitre IV: Etat en voie de développementisation ou développementiste à la CEPAL (1955-1958).

Naturellement notre objectif est tout simplement de vérifier, dans la terrénalité des luttes de classes argentines, notre hypothèse de base (à partir du cadre conceptuel du matérialisme historique).

Ces diverses sections de notre procédé d'exposition, à partir d'une typologie de l'état argentin, s'expliquent dans la mesure où nous définissons l'Etat comme le lieu, l'espace, la condensation matérielle des rapports de force entre les classes, fractions et couches de classes et les catégories sociales et donc comme le champ privilégié de la lutte des classes, au triple niveau économique, politique et idéologique.

Procédé d'exposition

"Plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan". (Friedrich Engels, "Dialectique de la nature", Editions Sociales, Paris, 1975, p. 42).

Chapitre I

ETAT LIBERAL D'ORGANISATION NATIONALE (1880-1916)

Au seuil de notre exposition et pour bien appréhender la nature et le rôle de l'Etat libéral entre 1880 et 1916, dans l'unification et l'organisation nationales, il nous faut esquisser certaines considérations préliminaires sur la dynamique biphénoménale et concomitante: impérialisme/dépendance. Car l'Etat libéral argentin n'est pas "désincarné", isolé du système capitaliste mondial (bien au contraire). Dans cette optique, deux catégories d'étude: les unes portant sur la théorie de l'impérialisme, comme celles d'Hobson (1965), Boukharine (1971), Lénine (1980), Hilferding (1973) et d'Hobsbawm (1974: 306-326) et les autres sur les mécanismes de pénétration et d'installation du capital multinational dans certaines formations sociales périphériques (dépendantes), comme celles de Luxemburg (1967)⁽²⁵⁾, Sweezy (1967: 269-355), Martins et alii (1972), Amin (1973), Furtado (1976) et Benetti (1974), deux catégories d'études, disons-nous, retiennent notre attention et nous guident dans l'approche du phénomène de la capitalisation dépendante et dominée des formations sociales latino-américaines, en général, et de celle de l'Argentine en particulier.

Notre précédé d'exposition consiste à utiliser des éléments théorico-historiques de l'impérialisme qui projettent une influence spécifique et notoire et, par conséquent, une vive lumière sur l'évolution de l'Amérique Latine et, en particulier, de l'Argentine, et à construire une "analyse intégrée" (Cardoso et Faletto: 1974:37) de la situation concrète de dépendance des classes sociales de l'Argentine vis-à-vis des puissances britannique, française, allemande et nordaméricaine.

A partir de cette double perspective nous observons que c'est l'État qui joue le rôle de courroie de transmission entre les intérêts matériels des classes capitalistes métropolitaines et ceux des classes industrielle capitaliste et propriétaire terrienne pré-capitaliste et capitaliste dépendantes. Ici il faut parler de "compromis" (Dos Santos: 1970:51) entre les deux catégories d'intérêts, lequel compromis resserre les liens de subordination des formations sociales dominées.

En effet, des indices historiques concrets nous permettent de détecter la progressive capitalisation dépendante de l'Amérique Latine en général et de l'Argentine en particulier, entre 1880 et 1916 (voire avant cette période). En ce qui concerne l'Amérique Latine, l'auteur du "Génie du Christianisme" (1802), le vicomte de Chateaubriand, alors ministre des affaires étrangères de France sous le règne de Louis XVIII (1814-1824), écrit, avec sans doute beaucoup d'informations dignes de foi: "Au moment de l'émancipation, les colonies espagnoles devinrent une sorte de colonies anglaises"⁽²⁶⁾ Chateaubriand cite, comme références,

quelques chiffres et dit qu'entre 1822 et 1826 l'Angleterre fournit dix emprunts aux colonies espagnoles "indépendantes" pour une valeur de près de vingt et un millions de livres sterling. Mais une fois déduits les intérêts et les commissions des intermédiaires, le déboursement réel qui atterrit en Amérique Latine atteint à peine les sept millions. Simultanément il se fonde à Londres plus de quarante sociétés anonymes qui exploitent les ressources naturelles - mines, agriculture, élevage - de l'Amérique Latine et créent dans le Nouveau Monde des entreprises de services publics (banques, installations d'eau potable et d'égoûts, chemins de fer, etc...)⁽²⁷⁾. Tout au long de la période considérée (1880-1916) et même avant (selon la citation de Chateaubriand) les emprunts, les banques, les installations d'eau potable, de gaz, de télégraphes, d'égoûts et de mines, les chemins de fer, les frigorifiques et les compagnies de colonisation agraire constituent les voies et moyens de pénétration et de domination du capital et de la technique étrangers, médiatisés par les niveaux politique et idéologique, en Amérique Latine et, spécifiquement parlant, en Argentine.

Aussi quand en 1887 l'ex-président argentin (1880-1886) le général Roca, est reçu pompeusement à Londres par les banquiers et les hommes d'affaires britanniques (300 membres de l'oligarchie financière), il y a quelques trente ans que la dépendance économique-financière et diplomatique de l'Argentine face à la Grande-Bretagne est-elle consommée. Par exemple, l'installation en 1862 de la "Banque de

Londres et d'Amérique du Sud" à Buenos Aires et sa prépondérance croissante dans les activités financières et politiques locales jettent l'Argentine dans une situation de "no return", pour répéter le mot d'Hernan Cortez. A ce niveau, on peut se rappeler l'expression de Schulze-Gaevernitz) en 1906, rapportée par Lénine (1980:249): "On pourrait presque appeler l'Argentine une colonie commerciale et financière de l'Angleterre". Et Lénine renchérit: "On se représente sans peine quelles solides relations cela assure au capital financier (et à sa fidèle "amie", la diplomatie) de l'Angleterre avec la bourgeoisie d'Argentine, avec les milieux dirigeants de toute la vie économique et politique de ce pays" (Lénine: 1980:ibidem, 249)⁽¹⁾.

En effet, en 1875 les investissements britanniques en Argentine atteignent 23.060.000 livres sterling distribuées de la façon suivante: 57,2% en prêts au gouvernement, 28,7% en chemins de fer, 6,4% en activités bancaires, 3,2% en tramways, 2,3% dans les établissements de salaison, 0,8% dans les mines, 0,6% dans les lignes télégraphiques⁽²⁸⁾.

De leur côté, entre les années 1885 et 1890, les investissements étrangers (britanniques, français, allemands, etc., pour ne citer que les plus importants) arrivent à un montant de sept cent dix (710) millions de pesos ou (140.000.000 de livres sterling) et se répartissent en prêts publics (35%), chemins de fer (32%) et cédulas hypothécaires (24%), etc...⁽²⁹⁾.

Après la crise argentine de 1890, les investissements étrangers changent de secteurs et se concentrent davantage non dans les prêts publics (non lucratifs, parce qu'ils se gaspillent dans des dépenses étatiques somptueuses comme la construction de gros édifices ou dans des malversations de fonds et qu'ils ne se remboursent pas à terme fixe), mais bien dans les chemins de fer, les banques, les frigorifiques, etc...

Par exemple, on peut remarquer, en 1893, l'ouverture de la Banque Allemande Transatlantique et, en 1909, la monopolisation des installations électriques par le capital allemand et celle des services et constructions de chemins de fer par le capital anglais (surtout à partir de 1891)⁽³⁰⁾. Le capital anglais domine aussi le système bancaire argentin, depuis la fondation de la Banque de Londres et d'Amérique du Sud (1862) et surtout à travers les prêts de la "Maison Baring Brothers".

En 1914, l'importance du capital étranger et de la lutte interimpérialiste dans, par exemple, l'appropriation des frigorifiques, dénote la situation concrète de dépendance économique-financière et juridico-politique de l'Argentine. En effet, les frigorifiques nordaméricains contrôlent 58,5% du marché d'exportation de la viande, les britanniques 29,64% et les argentins 11,86% (Smith; 1968:13)⁽³¹⁾. Ces quotes-parts d'exportation sont le résultat des débats parlementaires connus sous le nom de "l'accord de 1914" (Lebedinsky: 1967:52-53).

Pour sa part, le capital français est investi dans la construction du port de Rosario (la deuxième ville du pays dans cette étape). Dans cette région, le capital français a la mainmise sur la

commercialisation des céréales.

Nous pourrions continuer à citer d'autres secteurs de l'économie argentine où le capital étranger joue un rôle prépondérant (entre 1880 et 1916), par exemple, les activités télégraphiques qui sont surtout de capital allemand. Mais nous en passons

Aussi nous vient-il à l'esprit le mot de l'ex-président, Sarmiento: "La ganadería es nuestra verdadera y única industria nacional, fundada sobre bases coloniales y desarrollada por la parte principal de la masa argentina. Todo lo demás es importado después de 1850" (cité par Peña: 1973:17)⁽¹⁾.

1. Conditions historiques primitives d'accumulation et de reproduction du capital.

Alors nous nous demandons comment il faudrait comprendre, interpréter et expliquer les conditionnements socio-historiques de pénétration, d'installation et de domination du capital et de la technique étrangers dans la formation sociale argentine de cette période.

La question est complexe. Car elle sollicite et exige une prospection des niveaux économique et idéologique, à la fois national et international, médiatisés par le niveau politique national, pour que nous essayions d'arriver à une réponse quelque peu adéquate. Ce qui nous permet de rendre intelligible le mouvement historique réel de l'état militaire d'organisation nationale⁽³²⁾.

Sur le plan international, la triple évolution économique, politique et idéologique⁽³³⁾ de plusieurs pays de l'Europe occidentale comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande et la Belgique (dans la deuxième moitié du 19^e siècle) et celle des Etats-Unis d'Amérique (au commencement du 20^e siècle) conduisent à la formation d'un marché capitaliste mondial de libre concurrence d'abord et monopolite-impérialiste ensuite (Lénine: 1980:179-287)⁽³⁴⁾.

En effet, l'accumulation du capital, la révolution industrielle, la révolution de la technologie du transport maritime et terrestre et la formation d'un réseau commercial, financier et militaire à l'échelle planétaire sont les bases de sustentation de l'impérialisme. Ce dernier s'exprime dans l'expansion de l'offre et de la demande de capitaux, de biens et de services de et vers toutes les régions du globe, et aussi dans la théorie bourgeoise de la division internationale du travail qui explique sa structure, son fonctionnement et ses "bénéfices comparatifs". Car "les catégories économiques ne sont autres que des expressions théoriques, des abstractions des relations sociales de production" (Marx: 1973:74).

"L'impérialisme, écrit Lénine (1980:252), est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmé la domination des monopoles et du capital financier⁽³⁵⁾, où l'exportation de capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes".

Idéologiquement (lato sensu, c'est-à-dire dans la signification de "vision globalisante du monde"), il faudrait, en quelque sorte, décoder l'idée spencérienne du progrès, le positivisme universaliste de Comte dans les Tomes I et IV de son "Cours de philosophie positive" et la vocation d'universalité de la pensée sociale, économique et politique occidentale et nordaméricaine comme la recherche effrénée et systématique de l'hégémonie mondiale par le modus vivendi du capitalisme (en tant que mode de production: Granou: 1972:45-51), dans sa phase suprême, l'impérialisme⁽³⁶⁾. Dialectiquement il faudrait alors déchiffrer le processus de mondialisation de la révolution prolétarienne (théorisé par Marx, Engels et Lénine) comme la praxis sans doute exhaustive pour mettre un terme à l'exploitation économique, à la domination politique et à la subordination idéologique du monde par la bourgeoisie.

Sur le plan national argentin⁽³⁷⁾, face au "miroitement" (Marx: 1976:75) des schèmes de la civilisation européenne et nordaméricaine dans cette fin du 19^e siècle impérialiste (1870 est reconnu comme l'année du commencement de "l'impérialisme"), se pose, pour l'intelligentsia des classes dominantes (Mitre et surtout Alberdi et Sarmiento) et pour la "couche politique parasitaire"⁽³⁸⁾, la problématique du retard et du progrès, de la "civilisation et de la barbarie" (la correspondance d'Alberdi: Peña: 1972:22, et Sarmiento dans son livre "Facundo" (1977) en font foi) ou de l'ancien et du nouveau. C'est dans cette optique que se situe ce qu'on se plaît à appeler

"le projet de la génération de 1880". Qu'est-ce à dire? Quelles sont les idées-forces du dit "projet"? Comment faut-il les interpréter?

En fait, ce "plan" (Germani: 1971:239) naît avant 1880 et s'accélère à partir de cette date (à cause d'une série de mesures qui se trouvent réunies dans les domaines politique, juridique, économique). L'intelligentsia de la bourgeoisie commerciale pro-anglaise de Buenos-Aires (représentée par Mitre, ex président: 1861-1868, et le parti libéral), celle de "l'aristocratie financière" (Marx: 1976:214) nationaliste (symbolisée par Alberdi et Sarmiento) et la "couche politique parasitaire", de tendance nationale, libérale ou nationaliste, élaborent, dans les discours politiques et parlementaires, les messages présidentiels, les correspondances et les articles de journaux officiels, un "plan pro-impérialiste de développement capitaliste" de l'Argentine⁽³⁹⁾. Ce plan, qui s'insère et dans la logique de l'intégration de la formation sociale argentine au mode de production capitaliste⁽⁴⁰⁾ et à la division internationale du travail en tant que "pays à exportations agricoles de climat tempéré" (Furtado: 1970:33) et dans la lutte économique politique et idéologique (lutte intra-classe) de la bourgeoisie compradora de Buenos-Aires (porteña), de l'aristocratie et de l'oligarchie financières du Grand Buenos-Aires, de la Pampa, de l'Intérieur et du Littoral⁽⁴¹⁾ contre la classe des propriétaires fonciers nationaux et pré-capitalistes de l'Intérieur et du Littoral⁽⁴²⁾, ce plan, disons-nous, stipule:

1. l'immigration massive et la colonisation agraire (loi Avellaneda d'immigration et de colonisation de 1876).

2. l'éducation universelle et obligatoire (loi de 1863),
3. la création d'un état national libéral,
4. l'importation de capitaux et de techniques étrangers,
5. le développement de formes de production modernes (capitalistes) avec la création d'une agriculture, d'un élevage et d'une industrie modernes correspondants,
6. et l'implantation d'un réseau adéquat de transports (chemins de fer, tramways).

Alors, dans la mesure où nous visualisons l'État libéral d'organisation nationale, comme le lieu de condensation matérielle des rapports de force entre les classes sociales dominantes et dominées, il nous est nécessaire de considérer, d'une part, les mesures d'ordre politique, économique et juridique prises par les appareils répressifs, économiques et idéologiques d'État susceptibles de doter l'Argentine d'une infrastructure propre à une nation capitaliste et d'une forme républicaine bourgeoise de gouvernement et, d'autre part, les résultats concrets de ces mesures multiformes (stratégies de classes) à la fois sur l'espace territorial et sur la société globale, c'est-à-dire sur les membres du "bloc au pouvoir" ⁽⁴³⁾ et les classes dominées.

Une fois que l'appareil répressif d'État (l'armée) à travers la Campagne du Désert (1833-1883), incorpore plus de 22 millions d'hectares de terre (Conde et Gallo: 1967:53) à la matrice spatiale de la nation "moderne" en construction par l'élimination physique de "l'indien barbare",

(Tableau n° 1) il est nécessaire maintenant de peupler, d'européiser, de "capitaliser" cet espace libre. Alors des lois et des articles de la Constitution Nationale (provenant d'un autre appareil répressif d'état: le Pouvoir Législatif) sont élaborés et sanctionnés sur l'immigration (Tableaux n°s 2 et 3) et la colonisation (Tableau n° 4) concomitantes, depuis la promulgation de la Constitution Nationale de 1853 (par exemple, en son article 25⁽⁴⁴⁾ en passant par la loi du 15 octobre 1855 de vente des terres fiscales données en emphytéose, celle du 29 août 1856 de donation de terres fiscales libres, celle de 1857 de donation au général Urquiza (et qui manifeste une tendance au latifundium privé et au gaspillage) de 20 lieues des meilleures terres publiques et la loi Avellaneda de 1876 de création du salaridé rural (Pla: 1971:72), jusqu'aux lois "de maison" de 1884, "de terres" de 1903, etc.... L'objectif de ces lois et de ces articles de la Constitution est de fonder la petite propriété, mais il est partiellement atteint. Car depuis la loi de l'Emphytéose du 18 mai 1826 considérée comme une "ressource fiscale" (Polémica n° 13, C.E.A.L. diciembre de 1872) favorisant la concentration de la terre et du bétail entre les mains des grands propriétaires fonciers traditionnels (militaires et civils) jusqu'à la "loi de terres" de 1903, les grands propriétaires pré-capitalistes et/ou capitalistes conservent leur capacité de manipulation des ressorts juridiques étatiques et bancaires privés (nationaux ou étrangers) et publics pour s'accaparer et des meilleures terres et des plus grandes extensions de terres fiscales et/ou privées même⁽⁴⁵⁾, par le processus de concentration. .

A cet égard, Emilio Lahitte dans son "Informe de 1915" écrit que

des personnes physiques ou juridiques (surtout nationales ou même étrangères) arrivent à posséder chacune 337.233 hectares, 295.850 hectares et 215.880 hectares (Lahitte: 1916:468; et aussi Bagú: 1969:134): c'est le latifundium privé. D'ailleurs c'est par le système de gratification en terres selon le haut grade militaire possédé durant la guerre d'extermination de "l'indien barbare" et d'incorporation d'espaces verts et c'est aussi dans le processus d'appropriation des terres publiques, acquises (latifundium public) dans cette Campagne du Désert, qu'émerge la bourgeoisie terrienne argentine (Oddone: 1932; Bagú: 1969:8-18) avec son opposée naturelle: la classe des ouvriers agricoles: "peones contratados" et "jornaleros" (dont le status imprécis est consacré par la loi Avellaneda de 1876). Simultanément le fermage capitaliste fait son apparition pour permettre aux classes capitalistes terriennes (propriétaires absentéistes et fermiers) de profiter du surtravail des ouvriers agricoles spécialisés ou non-spécialisés (et ce, par l'extraction de la plus-value absolue: Scobie: 1968:39-108).

En outre, la présence même du capital monopoliste⁽⁴⁶⁾ dans le commerce des céréales manifeste la capacité du capital d'utiliser une forme de production pré-capitaliste (la "chacra" ou une forme de production mercantile simple (FMS) avec l'usage de la main-d'oeuvre familiale. Il existe encore une autre forme de production pré-capitaliste: les deux-moitiés (medierias) et le métayage (aparceria) qu'on peut dénommer "une économie de prestation personnelle" (EPP).

Ces deux formes de production pré-capitalistes coexistent avec le mode de production capitaliste dans la campagne argentine, donc dans les relations sociales de production agraire et sont dominées, subsumées par le capitalisme qui, dans sa logique contradictoire conservation/dissolution, dissolution/conservation, a tendance même à les consolider pour en extraire le "maximum de surtravail" (Vergopoulos), pour les surexploiter. C'est d'ailleurs l'origine du concept de "capitalisme difforme" de Vergopoulos (1974: 65-218). "Le capital bancaire, le capital marchand et l'Etat constituent, dit Vergopoulos (op. cit.: 219), des piliers d'appui pour le gigantesque réseau de "mise en valeur" du travail paysan". Justement les membres du "bloc au pouvoir", sont, entre autres, les capitalistes marchands, les capitalistes bancaires en coalition avec les capitalistes industriels, l'oligarchie foncière pré-capitaliste⁽⁴⁷⁾ et la bourgeoisie terrienne. Toutefois cette coalition ne signifie pas l'absence de tensions et de conflits entre les diverses composantes du bloc (lutte intra-classe) pour faire osciller le pouvoir d'Etat, à travers la mainmise sur certains appareils, d'un côté ou de l'autre. En effet, d'une part se donnent des tensions entre les éleveurs et les engraisseurs au sujet, des ~~prix~~ du bétail, par exemple, dans le secteur, agro-pastoral et aussi entre les deux catégories sociales de la classe agro-pastorale (oligarchie foncière pré-capitaliste et la bourgeoisie terrienne) et le reste du bloc au pouvoir. Mais d'autre part, jusqu'au début de 1940 (1943) ce sont ces deux catégories sociales rurales qui, à travers la représentation des intérêts de la "Société Rurale" dans divers ministères (surtout celui de l'agriculture: Smith: 1968:56)⁽⁴⁸⁾, ce sont, disons-nous, ces deux

catégories sociales rurales qui occupent en prépondérance les lieux et les espaces du pouvoir d'Etat. "La fuerza efectiva corresponde a los sectores rurales", écrit Smith (1968:239), à ce propos, "y, ajoute-t-il, la superioridad en la lucha económica determina la superioridad en la lucha política" (ibidem:239). Il ne s'opère donc pas (comme nous l'affirmons d'ailleurs plus haut) une distance entre le pouvoir économique et le pouvoir politique jusqu'en 1943; du moins.

Dans un autre ordre d'idées, c'est-à-dire au point de vue technologique, la bourgeoisie agro-pastorale, de son côté, met tout en oeuvre pour "moderniser son estancia (ferme)" et, ce, à partir de 1877. En effet, nous lisons⁽⁴⁹⁾ dans les "Anales de la Sociedad: 15-3-883) "que jusqu'en 1873" nuestros ganaderos vivían poco menos que a la buena de Dios en un comunismo estrecho y peligroso que hacía casi imposible, como es fácil explicárselo, el desarrollo de la industria rural"⁽¹⁾. Ce même organe de la Sociedad Rural ajoute que "entre 1877 y 1881 se importaron 55.645.080 kilos de alambre, equivalente a 12.116 leguas lineales. Se utilizaron nada menos que 7.270.200 postes (además de varillas, torniquetes y grampas)" (ibidem). C'est cet instrument (fil de fer) de démarcation des limites de la propriété individuelle agro-pastorale qui met fin à ce "comunismo estrecho y peligroso" (sic). Bien que l'étude la plus complète sur le treillis de fil de fer (alambrado) soit l'ouvrage de Noël H. Sbarra intitulé: "Historia del alambrado en la Argentina" (1964), Emilio Coni dans son "Historia de la vaquerías del Río de la Plata", faisant allusion à l'importance du treillis de fil de fer, signale que cet instrument de démarcation de limites de la propriété terrienne et

et pastorale individuelle:

- 1) permet la coexistence, le fil de fer étant entre les deux, du pasteur et de l'agriculteur, ennemis jusqu'alors,
- 2) facilite le raffinement du bétail par le métissage,
- 3) rend possible et effective la fixation de la propriété territoriale,
- 4) et contribue à la disparition du gaucho nomade qui devient sédentaire et prolétaire rural (péon : ouvrier agricole permanent, ou journalier).

Par exemple, en ce qui concerne l'amélioration des techniques de reproduction des "pedigrees" ou de la production de viande ou de lait, en 1910 sans aucun doute tous les reproducteurs sont anglais (races Shorthorn, Durham, Hereford, Aberdeen Angus) et les vaches laitières peuvent être françaises, normandes, flammandes ou argentines ("créoles" de moins en moins"). Entre 1880 et 1907, on importe 16.159 reproducteurs bovins et 71.488 ovins.

En outre, on mécanise progressivement l'agriculture par l'importation accrue de machines agricoles telles que des moissonneuses et des trilleuses (tableau n° 5). Le Recensement Agro-pastoral National de 1908 enregistre plus de 185.000.000 de pesos en instruments modernes agricoles. Bagú (1969:16) affirme qu'à partir de 1908 la mécanisation est définitivement en marche. Et, selon le même auteur (1969:18), il se produit une nouvelle couche sociale locale à partir de cette demande croissante de machines agricoles: la couche des petits entrepreneurs, propriétaires de machinerie agricole (les adjudicataires de travaux ou "contratistas"). Car une part considérable de l'augmentation du capital investi dans la machinerie ne provient pas de la bourgeoisie terrienne

comme telle, mais bien des "contratistas". En dernière analyse, l'introduction de semences importées, la diffusion du moulin et du réservoir australien, tous ces facteurs (Ferrer: 1971:117) joints à l'importation des reproducteurs et des vaches laitières et aux pratiques organisatrices de la production agro-pastorale par l'incorporation du personnel spécialisé anglais et écossais; contribuent à la capitalisation de la campagne argentine, à l'expansion agro-pastorale et à la croissance accélérée des produits exportables, lesquels produits sont drainés, de toutes les régions du pays par les lignes de chemins de fer, vers la capitale fédérale, centralisatrice, Buenos Aires. Aussi, à la fin du 19^e siècle et au commencement du 20^e siècle, les exportations agro-pastorales argentines (maïs, blé, lin, viande et laine) représentent-elles la plus grande partie des volumes des exportations internationales ou occupent-elles une place privilégiée à l'intérieur de ces dernières (Ferrer: 1971:1050). Ce grand flux des exportations provoque un superavit dans la balance commerciale, lequel superavit permet relativement la reproduction et l'accumulation des capitaux constant et variable (avec la tendance à une croissance majeure du capital constant par rapport au capital variable: ce qui signifie d'ailleurs une "composition organique du capital": c/v , de plus en plus forte, naturellement dans les grands exploitations agro-pastorales capitalistes) (Ferrer: 1971:117-118) et Lebedinsky: 1967:23-31). Cette tendance à la hausse de la composition organique du capital signifie, selon Marx, "plus de capitalisme (rapporté par Viñas: 1973:41) et s'explique et par l'esprit de concurrence et de lucre⁽⁵⁰⁾ parmi les bourgeois terriens et par un certain manque de main-d'oeuvre, dû à un certain type d'émigration rurale de péons, de

journaliers, lesquels se joignent aux nouveaux immigrants qui cherchent de meilleurs possibilités de travail en ville. En fait foi, dans une certaine mesure, le Tableau n° 6 qui dénote une régularité tendancielle vers la concentration urbaine (régularité qui d'ailleurs est inhérente au processus de capitalisation progressive...). En dernière instance, il nous incombe de signaler, d'une façon particulière, le jeu complexe de la valorisation des terres, due à leur proximité d'un marché, à leur productivité naturelle, à l'irrigation des zones reculées, de régions jusque là dédaignées, à la pénétration des routes et des voies ferrées (ces dernières, dont Lénine⁽⁵¹⁾ fait ressortir la signification capitaliste, occupent une situation privilégiées dans les investissements britanniques: Tableau n° 7, à cause des superprofits qu'elles rapportent...).

Cette élévation des prix de la propriété rurale, accouplée au latifundium, fait qu'en grande partie, l'expansion de l'aire ensemencée repose sur la force de travail surexploitée des ouvriers agricoles des fermiers et propriétaires terriens capitalistes, sur celle des deux-moitiés et des métayers des propriétaires fonciers pré-capitalistes et un peu sur celle des petits paysans. C'est d'ailleurs cette aliénation économique-sociale à outrance qui débouche sur le "Grito de Alcorta" (Cri d'Alcorta) de 1912⁽⁵²⁾, la première manifestation organisée de la "conscience de fait réelle" (Goldmann: 1970:121-129) blessée des fermiers (arrendatarios) et des petits paysans (chacareros) "surexploités" (pas pourtant au même titre que les ouvriers agricoles) par le capitaliste agraire ou le propriétaire foncier pré-capitaliste. C'est d'ailleurs ce Cri d'Alcorta qui donne naissance à la première organisation argentine d'expression "populaire" paysanne: la Fédération Agraire Argentine"⁽⁵³⁾. Cette institution économique-sociale représente

et défend donc les intérêts de la petite paysannerie (à travers l'obtention progressive d'un prix minimum des produits de son exploitation agropastorale⁽⁵⁴⁾) et des fermiers (à travers la prolongation du contrat de fermage de trois ans à quatre ou cinq ans et le refus d'ensemencer la terre affermée à sa livraison à l'éleveur) contre ceux des grands et moyens propriétaires capitalistes et pré-capitalistes, symbolisés par la "Société Rurale".

Maintenant il nous échet de considérer les activités scolaires, bancaires, commerciales et industrielles, et les pratiques politiques des classes, fractions de classes et couches sociales qui se déroulent dans la ville en général (et en partie aussi à la campagne⁽⁵⁵⁾) et qui différencient nettement la ville de la campagne dans tout processus de capitalisation progressive. Naturellement ces différentes activités et pratiques sociales sont organiquement liées au plan de "l'autocratie gouvernementale modernisante et civilisatrice".

Pour ce qui est des activités scolaires, l'enseignement primaire, réparti aussi bien à la ville qu'à la campagne surtout sous l'impulsion de la "loi de 1863 d'éducation primaire universelle et obligatoire" et les efforts constants du président Sarmiento (1868-1874) appelé à juste titre le "grand maître", l'enseignement primaire, c'est-à-dire l'art d'écrire, de parler et compter, disons-nous, essaie d'uniformiser nationalement un type de connaissance rudimentaire hérité d'Europe et assimilé ou mieux réinterprété par et pour les intérêts des classes dominantes argentines. Ici nous sommes en effet bien éloignés

de la "pédagogie de l'opprimé" de Paulo Freire !...

Quant aux enseignements secondaire et universitaire, le premier, truffé de grec et de latin classiques, de maths, et le second, pénétré de science moralisante thomiste, augustinienne voire positiviste, se chargent de transmettre les valeurs, les normes, les connaissances mi-féodales, mi-capitalistes typiques des sociétés savantes et des collèges et universités européens où se forment les professeurs et intellectuels argentins⁽⁵⁶⁾. Dans bien des cas, ce sont des professeurs européens, laïcs, religieux et militaires qui exercent la pédagogie en Argentine.

En somme, l'école, en tant qu'appareil idéologique d'état, s'ingénie à remplir sa mission de "cohésion idéelle et linguistique" du corps social bourgeois en évolution dialectisée par les classes dominées (dont on constate la révolte à Alcorta et aussi dans les grèves qu'on va bientôt signaler au niveau industriel urbain...)

En ce qui concerne les activités bancaires, commerciales et industrielles, elles évoluent en étroite collaboration et constituent "le monde des affaires urbaines", du fait même de l'émergence et du développement du "capital financier". En effet, selon Hilferding (1973:196) citant Marx, "con el sistema bancario se ha dado de todos modos, la forma de una contabilidad general y de un reparto de los medios de producción a escala social, pero solo la forma El sistema bancario pone a disposición de los capitalistas industriales y comerciales todo

el capital de la sociedad disponible y potencial incluso"...⁽¹⁾.

En outre, le crédit bancaire est ouvert également aux grands propriétaires de terre, de bétail et d'industries rurales⁽¹⁾. En somme, la banque favorise la consolidation du grand capital qui lui rapporte d'ailleurs un intérêt maximum.

Aussi de 1880 à 1914 le système bancaire s'amplifie-t-il et se diversifie-t-il d'une façon notable et, ce, au rythme de développement accéléré du commerce et de l'industrie. Par exemple, en 1913 fonctionnent cent quarante trois banques en Argentine avec 10.834 employés (Bagú: 1969:22). Les établissements industriels⁽⁵⁷⁾, selon les recensements généraux de 1895 et de 1914, passent de 23.000 en 1895 à 48.779 en 1914, respectivement avec 170.000 ouvriers et un capital de 475 millions de pesos et avec 410.201 ouvriers et un capital de 1.788 millions de pesos. Enfin, l'évolution rapide du commerce se détecte aussi, selon les recensements généraux de 1895 et de 1914, à partir de l'augmentation notable des employés (prolétaires) qui passent de 42.474 en 1895 à 179.613 en 1914.

Eu égard à ce point du "plan de la génération de 1880" d'européiser, de "civiliser" la société globale argentine, il est à remarquer la grande proportion d'étrangers qui se rencontrent, dans les secteurs secondaire et tertiaire (Tableau n° 8), en tant que propriétaires, prolétaires⁽⁵⁸⁾, artisans, employés des services domestique et public et professionnels libéraux (médecins, professeurs, avocats, ingénieurs, etc.). En outre, la grande concentration de la propriété industrielle et commerciale aux mains des capitalistes étrangers, et même leur présence non moins importante

dans le secteur primaire comme propriétaires, gérants et fermiers d'exploitations agricoles et pastorales et propriétaires de biens meubles (Tableau n° 9), nous montrent la dimension de la dépendance économique-financière et technique de la formation sociale argentine vis-à-vis du capital et de la force de travail multinationaux...

Toutefois pour continuer dans la logique de l'interaction entre les activités bancaires, industrielles et commerciales, dans la mesure où le système bancaire facilite l'expansion du grand capital (commercial et industriel), où se donne une concentration majeure des ouvriers dans les entreprises capitalistes urbaines en croissance et où ne s'améliorent pas les conditions de travail et d'existence des travailleurs et des travailleuses salariés, il se produit (en crescendo parfois en 1907 on enregistre 231 grèves et en 1910, 298) une vague de protestation, une manifestation de la conscience-en-soi (lutte inter-classes) du prolétariat urbain. Cette conscience-en-soi se cristallise dans des revendications économiques multiples charriées dans et par la furie des grèves (Tableau n° 10).

D'ailleurs un regard attentif, jeté sur le Tableau n° 11 (Causes des grèves), montre que la tendance générale des revendications ouvrières se doit, par ordre décroissant, aux augmentations de salaires (34,2% des grèves), à la réintégration de compagnons de travail (23,2% des grèves) et à la diminution des heures de travail (10,2%). Toutefois les résultats des protestations ouvrières peuvent se lire de la manière suivante (Tableau n° 12): elles sont totalement conquises en

un 31,4%, partiellement acceptées en un 10,7% et complètement rejetées en un 57,9%. Ces conséquences des revendications ouvrières sur le comportement du patronat expriment, d'une part, leur force relative de pressions et d'organisation syndicales et, d'autre part, un certain degré de négociation patronale.

En somme, c'est à travers le Cri d'Alcorta et les grèves que les classes dominées rurales et urbaines manifestent dialectiquement leur existence potentielle⁽⁵⁹⁾, virtuelle de classe (Marx et Engels: 1976:119) et leur opposition primaire (si nous osons dire) du plan de l'autocratie organisatrice (lutte inter-classes).

2. Pratiques politiques des classes sociales:

Partis politiques d'opposition et partis politiques de consensus.

Alors se pose, dans l'effervescence de la lutte inter-classes, la double question suivante: quelles sont les pratiques des partis politiques d'opposition à ce plan pro-impérialiste et celles des partis politiques de consensus, c'est-à-dire, celles qui appuient d'une façon claire ou occulte ce plan? Avant de répondre à cette double interrogation, il nous faut rappeler, selon Engels (1976:413), la loi que Marx découvre et d'après laquelle toutes les luttes historiques, quelles soient menées sur le terrain politique, religieux, philosophique ou dans tout autre domaine idéologique (le plan pro-impérialiste en est la preuve) ne sont en fait que l'expression plus ou moins nette des luttes de classes sociales. L'existence (virtuelle et/ou réelle) des classes et leurs conflits sont à leur tour conditionnés par le degré de développement de leur situation économique, par leur mode de production et d'échange⁽⁶⁰⁾.

A partir de cette loi dialectico-historique nous pouvons mieux visualiser les collisions politiques entre les classes sociales dominantes et dominées en Argentine (lutte inter-classes) et même leurs tensions politiques internes (lutte intra-classe).

En premier lieu, nous considérons les pratiques politiques des classes dominées. Des millions de paysans, artisans ou techniciens étrangers arrivent en Argentine, croyant dans les promesses du gouvernement argentin de les faire accéder à la terre. Cependant une infime minorité accèdent à la petite propriété (comme nous le signalons plus haut). Le reste repart pour l'Europe, demeure à la campagne comme prolétaire, émigre en ville comme prolétaire, artisan, technicien ou petit commerçant, s'intégrant ainsi à l'élément créole.

Les premières manifestations de la solidarité des travailleurs sont toutefois antérieures à l'immigration massive. Il est nécessaire de se souvenir de la "Société Typographique de Buenos-Aires" fondée en 1857 et d'un autre exemple peu connu comme le journal "Le Prolétaire" fondé en 1858, dirigé par le noir Lucas Fernandez et destiné à défendre les intérêts des noirs mais aussi à combattre pour soulager les "nécessités inhérentes à toute classe démunie". Ce serait sans doute trop long d'énumérer les journaux, les clubs, les associations, etc. qui sont créés postérieurement, à mesure qu'arrivent les immigrants. Toutefois nous devons affirmer qu'à partir de la décennie de 1870 prolifèrent les journaux socialistes et anarchistes qui vont au-delà des thèmes d'association syndicale pour passer directement aux problèmes

politiques.

"Venimos a presentarnos en la arena de la lucha de los partidos políticos en esta República, como campeones del proletariado que acaba de desprenderse de la masa no poseedora, para formar el núcleo de una nueva clase que, inspirada por la sublime doctrina del socialismo científico moderno, cuyos teoremas fundamentales son: la concepción materialista de la historia y la revelación del misterio de la producción capitalista por medio de la supervalfa — los grandes descubrimientos de nuestro inmortal Carlos Marx —, acaba de tomar posesión frente al orden social existente" (cité par Andrada: 1972:57).

Avec cette déclaration sereine et orgueilleuse commence la publication du premier numéro de "El Obrero", peut-être le premier journal socialiste (décembre 1890) édité en espagnol. L'intention de se présenter "dans l'arène de la lutte des partis politiques" n'est pas une pure expression des désirs personnels du directeur du journal, Germán Avé Lallemant. En effet, au commencement de 1890 (année de la première grande crise de l'économie argentine) et sous l'initiative du Club Socialiste allemand Vorwärts on crée le Comité International Ouvrier — composé, entre autres, de José Winiger, Augusto Kuhn, Gustavo Norke — qui prépare un programme de quatre points:

- 1) Convoquer une assemblée ouvrière pour célébrer le 1^{er} mai,
- 2) Créer une fédération d'ouvriers,
- 3) Editer un journal qui défend les droits de la classe ouvrière,
- 4) et diriger une pétition au Congrès National, sollicitant la sanction

de lois protectrices de la classe ouvrière.

Le comité couronne avec succès son programme puisque le 1^{er} mai 1890 répondent à sa convocation plusieurs associations, totalisant 2.000 ouvriers, afin de fêter le jour des travailleurs.

Les festivités terminées, le Comité International est abordé par plusieurs délégations disposées à former la Fédération Ouvrière. Alors en juin 1890 se constitue la Fédération des Travailleurs de la République Argentine. Peu après, les ouvriers présentent la pétition, prévue par le programme du Comité-International, à la Chambre des Députés (sans aucun résultat, naturellement) et finalement, en décembre 1890, apparaît le journal "El Obrero" comme organe de presse de la Fédération des Travailleurs.

Cette année 1890 est décisive, fondamentale, pour l'organisation politique des classes sociales argentines; alors que prend corps le groupe socialiste qui va fonder le Parti Socialiste ouvrier dans quelques années (1896), la petite bourgeoisie livre une de ses plus importantes batailles contre l'oligarchie et l'aristocratie financière : la "révolution de 1890" qui accélère la création du parti politique petit-bourgeois, l'Union Civique Radicale.

Enfin, le directeur du journal El Obrero fait allusion dans un article du premier numéro aux changements de la formation sociale Argentine: "En la Republica Argentina la sociedad está dividida en las

clases de los grandes hacendados, los pequeños patronos y los obreros. Además el gran capital extranjero persigue sus objetivos especiales" (cité par Andrada: 1972:5).

En effet à partir de 1880 débute un processus d'expansion accéléré destiné à changer la structure économique-sociale. Mais cette croissance est étroitement et dialectiquement liée à la relation concrète de dépendance qui simultanément va s'accroître entre l'Argentine et les puissances impérialistes européennes, en particulier la Grande-Bretagne. La dynamique de ce développement capitaliste dépendant, qui intègre le pays de manière définitive à l'économie mondiale, s'articule (comme nous le signalons plus haut) à travers le commerce extérieur, les investissements du capital étranger et l'immigration massive (et restructure la société globale, comme nous l'analysons plus haut).

Par exemple, les capitaux provenant pour une large part de la Grande-Bretagne (80%), dans un premier moment, sont investis dans l'infrastructure: chemins de fer, port de Buenos-Aires, etc., mais aussi dans la terre, à travers les cédulas hypothécaires et, en grande mesure, dans les prêts au gouvernement dont le déficit fiscal rend chronique l'endettement avec l'étranger. La crise de 1890 détient le flux de capitaux étrangers; mais ces derniers augmentent leurs investissements dans la première décennie du vingtième siècle avec l'apparition concertée du capital nord-américain...

En août 1891 la Fédération Ouvrière réalise son premier congrès avec la participation de nouvelles délégations de travailleurs et décide de:

- 1) formuler un programme analogue à celui des partis ouvriers européens,
- 2) se prononcer en faveur de l'abolition complète de la propriété individuelle,
- 3) lutter pour la journée de huit heures et le repos hebdomadaire de trente-six heures consécutives.

Il est donc évident que cette Fédération se propose la formation d'un parti politique (à la lecture des points 1) et 2)), bien que les délégations présentes et constituantes possèdent plutôt une structure de type syndical. La croissante influence anarchiste dans les groupes syndicaux, et, au contraire, la teinte socialiste de la Fédération déterminent la dissolution de cette dernière l'année suivante. En outre, peu de temps après cesse de paraître El Obrero.

Malgré la dissolution de la Fédération, l'ouvrier Augusto Kühn, dans le but de former un parti politique, réunit des groupes d'ouvriers syndiqués et commence à éditer le journal El Socialista. Comme la majorité des journaux radicaux de l'époque El Socialista ne peut survivre par manque de fonds.

En avril 1894 apparaît le journal La Vanguardia et au cours du même mois on convoque une réunion de groupes socialistes pour former un parti. On recommande la rédaction du programme du parti à Esteban Jiménez et à Juan B. Justo la direction de La Vanguardia. Ainsi est fondé sous une

forme provisoire le Parti Socialiste Ouvrier International. La même année on procède à choisir un Comité Central formé de trois délégués qui élit à son tour le premier secrétaire général, José Ingenieros. En réalité, le parti est définitivement constitué au Premier Congrès de 1896 qui sanctionne le Programme minimum d'opposition primaire (parce qu'économique essentiellement) à la surexploitation engendrée par le plan pro-impérialiste. Ce dernier dure plusieurs années parce qu'il représente la base des plate-formes électorales: journée de travail de huit heures, amélioration des conditions de travail spécialement des femmes et des enfants, suppression des impôts indirects, taxe à la grande propriété et à l'héritage, séparation de l'Eglise de l'Etat, divorce, et quelque chose qu'on ne répète plus après: dissolution de l'armée et remise des armes au peuple.

Dans les élections de députés de mars 1896 le Parti Socialiste entreprend sa première expérience électorale. Comme on le sait, les élections de l'époque sont absolument frauduleuse. Aux socialistes on les empêche d'arriver à la table et quand, par hasard, ils s'y trouvent on leur déclare "qu'ils ont déjà voté". Malgré tout, le résultat des élections est un peu encourageant: les partisans de "l'accord" avec le régime de Roca ou de Celman (ministres et autonomistes) 6.965 votes, radicaux 5.258, socialistes 183.

Cependant quelques années plus tard, le Parti Socialiste obtient un tromphe significatif: en 1904 Alfredo Palacios est élu Député National pour la circonscription de la Boca. Avec ce panorama le

Parti Socialiste commence à devenir une attraction pour la jeunesse intellectuelle et professionnelle saturée déjà des vieux dirigeants et de la fraude qui les maintient au gouvernement. Par contre, le Parti Socialiste se présente comme l'étendard de la lutte contre "la politique créole"⁽⁶¹⁾ et se montre comme un parti moderne, avec des statuts, une déclaration de principes et un programme électoral. Ainsi un groupe de jeunes universitaires s'efforce de militer dans le parti en accentuant le dénommé "scientifisme", caractéristique que Juan B. Justo imprime à ce parti. Ce scientifisme consiste à procurer la meilleure capacité politique au cadre militant.

Mais, au niveau syndical, la position sectaire des anarchistes (lutte intra-classe entre ouvriers anarchistes et ouvriers socialistes en ce qui concerne les tactiques de lutte du prolétariat pour sa libération⁽⁶²⁾), le triomphe électoral de Palacios et la présence de la jeunesse universitaire au sein du Parti Socialiste inquiètent les militants ouvriers qui voient croître une tendance purement électoraliste dans le rang des socialistes qu'on commence à isoler. Car les socialistes sont considérés comme des réformistes et leurs activités politiques, surtout électorales, comme une trahison au prolétariat, selon l'idéologie anarchiste qui stipule l'action directe et spontanée des masses, les organismes de résistance (grèves armées) pour détruire l'Etat bourgeois. Toutefois à la faveur des luttes ouvrières, socialistes et anarchistes arrivent à créer en 1901 la F.O.A. (Fédération Ouvrière Argentine). En 1903 se réalise le Congrès de constitution de la U.G.T. (Union Générale des Travailleurs), de tendance socialiste. En 1904 le Congrès de la F.O.A.

décide de changer ses sigles en F.O.R.A. (Fédération Ouvrière de la République de l'Argentine) d'orientation anarchiste. Mais entre la U.G.T. et la F.O.R.A. il existe une masse de syndicats qui atteint 82 organisations avec leurs locaux propres et 40.000 affiliés au total. La U.G.T. et la F.O.R.A. traduisent le degré de développement auquel est parvenue la "conscience-en-soi" du prolétariat argentin, lequel prolétariat vit dans des conditions multiformes selon les régions, est constitué par une mosaïque ethnico-sociale qui va de l'ouvrier "créole" en passant par l'indien autochtone jusqu'à l'immigrant espagnol, italien, etc... (Massé:1973).

De leur côté, les classes dominantes traditionnelles et nouvelles (bloc au pouvoir) par des positions conjoncturelles appuient implicitement ou explicitement le plan pro-impérialiste de développement capitaliste et structurent en ce sens leurs partis politiques: l'Union Civique, l'Union Civique Nationale et l'Union Civique Radicale. Ces partis apparemment, s'opposent à l'autocratie organisatrice et à son plan, quand éclate la crise de 1890.

En effet, le rythme accéléré de l'expansion se détient brusquement à la fin de la décennie de 1880, c'est-à-dire précisément en 1890. Une des crises cycliques du capitalisme britannique (en l'occurrence), en tant que le plus grand créancier de l'Argentine, secoue l'économie de ce dernier pays et l'amène au bord de la banqueroute. Alors l'opposition est promue, en premier lieu, par l'Union Civique (des ex-républicains) qui ne se plie pas au gouvernement de Roca et symbolise les propriétaires terriens

pré-capitalistes et capitalistes de Buenos-Aires, principaux bénéficiaires de l'establishment. Ces derniers toutefois, à cause de la crise, souffrent de la contraction de leurs profits spécialement hauts avant cette dépression. Leur porte-parole le plus décidé est le sénateur Aristobulo del Valle, par contre, Leandro N. Alem, leader de l'aile populiste de l'Union Civique, attire les fractions de classe petite bourgeoise et lumpenprolétarienne de la capitale. En deuxième lieu, rejoignent les rangs des opposants à la crise les groupes catholiques dirigés par Pedro Goyena et José M. Estrada, adversaires déclarés de la politique de laïcisation menée par le gouvernement. Cependant dans l'Union Civique, à la faveur de l'acuité de la crise, se perfilent deux tendances nettement opposées: l'une de Mitre, conciliatrice, en accord avec le président Roca ("acuerdistas") pour garantir l'ordre à la bourgeoisie commerciale et aux investisseurs étrangers liés à elle; l'autre de Alem, intransigeante (exigence du suffrage universel), en désaccord avec Roca ("antiacuerdistas") jusqu'à proposer l'insurrection armée infructueuse du 26 juillet 1890 pour finir avec le régime autocratique. De cette polarisation des deux tendances au sein de l'Union Civique naissent deux partis politiques: l'Union Civique Nationale (oligarchique) et l'Union Civique Radicale (populiste et petite bourgeoise).

En somme, le mouvement "révolutionnaire" de 1890 compte dans ses files des éléments populaires (lumpenprolétariat de la capitale: Buenos-Aires) et est appuyé par les fractions de classe des propriétaires terriens, de la bourgeoisie commerciale, par les universitaires et les professionnels

(ces deux dernières catégories sociales réunies dans la section partisane: l'Union Civique Nationale de la Jeunesse). Les grands absents sont les ouvriers qui en ce moment (comme nous le voyons plus haut) s'initient aux tâches organisatrices. Aussi, en 1890, pour la première fois, célèbre-t-on à Buenos-Aires le 1^{er} mai sous le signe de l'internationalisme prolétarien (on y sent la présence des ouvriers anarchistes et socialistes). En outre, la crise augmente considérablement l'esprit de lutte économique du prolétariat: il se produit une recrudescence de la fréquence et du nombre des grèves ouvrières.

En dernière analyse, dans le mouvement de 1890 coïncident et les intérêts du bloc au pouvoir (Union Civique Nationale) et la revendication du libre droit au suffrage universel (Union Civique Radicale). Pourtant le suffrage universel signifie l'accès à l'Etat d'une classe (le prolétariat) et d'une fraction de classe (la petite bourgeoisie) jusqu'alors exclues des appareils d'Etat. Est-il question d'une manœuvre démagogique? C'est encore plus. C'est que les propriétaires terriens nationaux perçoivent confusément (Alem exprime cette confusion dans le Manifeste du Comité National de l'Union Civique) que, sans démocratiser l'Etat, le contrôle que le bloc au pouvoir exerce sur la nation se débilite au bénéfice du capital financier international. Alors un grand courant de ces propriétaires fonciers et des hommes politiques comme Alem et Bernardo de Irigoyen s'inclinent à chercher un appui populaire pour consolider leur position face au capital étranger. C'est d'ailleurs dans cette optique que le gouvernement de Roque Saenz Peña sanctionne

la loi du suffrage universel de 1912 et que le gouvernement radical de Hipolito Yrigoyen pratique, à partir de 1916, une politique d'ouverture aux masses prolétariennes (en témoigne la législation sociale du radicalisme) tout en protégeant les intérêts globaux et fondamentaux des classes dominantes traditionnelles par la répression sauvage des ouvriers urbains et ruraux en insurrection armée et en grève (Peña: 1973:38-41).

Chapitre II

ETAT LIBERAL-DEMOCRATIQUE (1916-1930):

LE RADICALISME

Lénine (1980:5) affirme que "la formation des partis politiques est l'une des particularités les plus intéressantes et les plus caractéristiques de notre intéressante époque". En Argentine le radicalisme, en tant que parti politique, concourt à l'effondrement progressif du vieux régime militaire, de l'autocratie organisatrice, sans toutefois bouleverser, transformer les bases de sustentation réelles (économique, politique et idéologique) du pouvoir de l'oligarchie et de l'aristocratie financière .

En effet, d'une part, l'oligarchie et l'aristocratie financière , comme associées mineures de l'impérialisme britannique et américain, sont obligées de conserver le pouvoir politique concentré dans les mains d'une minorité pour garantir le maintien de la dépendance structurelle qui bénéficie leurs intérêts immédiats de classes dominantes. Aussi ne modernisent-elles pas les appareils d'Etat et donc empêchent-elles l'accès au pouvoir des classes moyennes (petites bourgeoisies urbaine et rurale), possibles créatrices d'une transformation économique et sociale. D'autre part, le radicalisme canalise les aspirations politiques de ces petites bourgeoisies dont les objectifs, malgré les craintes des classes dominantes, ne visent pas à changer fondamentalement le statu quo ante auquel elles prétendent seulement s'incorporer pour participer à ses bénéfices d'une

manière plus large. Comme mouvement politique ou comme parti le radicalisme rejette le leadership de l'oligarchie et de l'aristocratie traditionnelles, quoiqu'il recrute souvent en leur sein ses propres dirigeants. Le radicalisme dispute l'hégémonie politique à ces classes sociales traditionnelles, mais ses positions sont loin d'être innovatrices. Cependant sa seule présence est une menace permanente pour le groupe dont il combat la domination. C'est pourquoi l'oligarchie et l'aristocratie financières se défendent de différentes façons: la tactique la plus utilisée et la plus victorieuse est celle de l'accord qui consiste à diviser l'adversaire, en offrant aux secteurs les plus proches de leurs intérêts une participation minime aux choses gouvernementales. Le général Roca, par exemple, inaugure en 1891 cette tactique quand en s'alliant au mitrisme il provoque la division de l'Union Civique et la création de l'Union Civique Radicale. Plusieurs secteurs provenant de la bourgeoisie terrienne, commandés par Bernardo de Irigoyen, abandonnent le radicalisme pour se réincorporer à l'autocratie gouvernementale. Face à cet "accord" Hipólito Yrigoyen lève les bannières de l'intransigeance et de l'abstention électorale comme forme de répudiation au "régime" et à la fraude électorale que ce dernier utilise comme une de ses armes les plus efficaces. Dans cette optique de lutte, Yrigoyen conspire d'une façon permanente et attend le moment opportun pour réorganiser le parti radical.

Alors Yrigoyen étend son prestige au niveau national où il est reconnu comme le chef incontestable de l'Union Civique Radicale. Il est le porte-drapeau du combat pour les revendications démocratiques de

la cause "régénératrice" qui comptent, dans leurs rangs, des martyrs et une vocation héroïque renouvelée. Toutefois les thèses de l'intransigeance et de l'abstention, qui commencent à fortifier le mouvement radical parmi les masses prolétariennes indifférentes au processus électoral dans lequel elles ne croient pas, finissent par débiliter la cohésion interne de la structure du parti au niveau des cadres les plus importants.

En ce qui concerne la composition sociale, le radicalisme agglutine plusieurs fractions de classes extrêmement hétérogènes: petits et moyens propriétaires terriens, fermiers capitalistes et pré-capitalistes de la zone céréalière, petite bourgeoisie commerciale des grandes villes du Littoral et des capitales provinciales de l'Intérieur, professionnels universitaires et fractions réduites des ouvriers urbains et ruraux. Par conséquent, il ne s'agit pas de groupes sociaux unis par des intérêts économiques ou des situations sociales similaires: leur dénominateur commun est la marginalisation politique et l'affrontement avec les classes dominantes (le "bloc au pouvoir"). Ils intègrent la "cause" pour combattre le "régime autocratique". En fait, les contradictions ou les tensions économiques entre les classes dominantes et les classes dominées deviennent, se changent en contradictions ou tensions politiques (Gramsci: 1977:382-383).

En somme, le radicalisme s'autodéfinit comme la "cause réparatrice ou régénératrice" (ici nous sentons l'influence moralisante des penseurs Krause et Hegel sur Yrigoyen) et épuise délibérément son programme dans la lutte pour la participation politique et le suffrage universel, garantis par la Constitution en vigueur. Ainsi l'affirme Yrigoyen dans sa troisième

lettre à Molina: "Extraviados viven los que piden programas de gobierno a la causa reivindicadora. Como exigencia legal y como sanción de justicia, me hace el efecto del mandatario pidiendo rendición de cuentas al mandante o el reo interrogando y juzgando al juez" (cité par Cavilliotti: 1971:146).

Les étroites marges de ce programme, qui sont loin de questionner les supports d'un système qu'il désire d'ailleurs maintenir, privent le radicalisme d'objectifs authentiquement révolutionnaires. En outre, les affrontements armés entre les partisans du "régime" et ceux de la "cause" traduisent tout simplement des conflits intra-classes, c'est-à-dire, entre différentes fractions des classes dominantes bourgeoises. Car il existe en fait une différenciation bien prononcée entre les bases du radicalisme et ses dirigeants. Celles-ci sont intégrées par les classes moyennes en ascension qui se limitent à exiger le droit de choisir leurs représentants ou, tout au plus, à coparticiper directement au pouvoir, au niveau des cadres moyens de la couche politique parasitaire. Au contraire, les dirigeants appartiennent, dans la plupart des cas, aux classes sociales oligarchique et aristocratique et, en diverses occasions, ils ont tendance à trahir l'intransigeance à travers l'accord avec le "bloc au pouvoir" ou à favoriser l'abandon de l'abstention pour se réincorporer au "régime". Ce sont ces groupes dirigeants qui sont les protagonistes des principales divisions de l'Union Civique Radicale. Il est même probable que ceux qui se réfèrent aux consignes d'Yrigoyen ont peur, autant que le régime, d'une "révolution sociale" dont les résultats peuvent échapper à leur contrôle: alors ils se servent du radicalisme comme "instrument de pression" contre la montée des classes moyennes et des fractions du prolétariat urbain et

rural partisans d'une certaine transformation économique-sociale⁽⁶²⁾.

Dans les élections du 2 avril 1916 le radicalisme est victorieux avec plus de 100.000 votes sur ses adversaires, et est ainsi appuyé par de larges groupes populaires. En effet, le jour où Yrigoyen assume la première magistrature de l'Etat, au milieu d'une apothéose populaire jamais vue en Argentine jusqu'ici; il est porté en triomphe par la multitude jusqu'au palais présidentiel. Ce triomphe radical de 1916 revêt une signification particulière dans l'histoire argentine: il marque l'irruption dans la vie politique des classes moyennes et des fractions du prolétariat marginalisées jusqu'ici par le régime autocratique. Cette entrée soudaine et violente de la multitude, du peuple dans les alentours de la réalité politique argentine représente et, en cela, termine la progression historique de l'Union Civique Radicale. Car le radicalisme est le premier mouvement politique de masses qui arrive au pouvoir sous l'impulsion du vote du prolétariat rural et urbain et de la petite bourgeoisie rurale et urbaine, dans la première occasion qui leur est donnée de se manifester comme forces politiques autonomes (quoiqu'entachées d'une certaine manipulation des classes dominantes traditionnelles à travers les dirigeants du parti, comme nous le signalons plus haut).

D'ailleurs dès le premier moment, le gouvernement radical continue la politique traditionnelle de l'alliance avec le capital étranger, surtout britannique et américain; laquelle alliance domine l'histoire argentine, avec les variantes imposées par les modifications qu'introduisent les

guerres européennes dans le marché mondial et dans l'économie nationale.

Yrigoyen accède au gouvernement, mais il ne sait pas ou ne veut pas conquérir le pouvoir d'Etat. Conditionné par ses préjugés petits bourgeois qui l'obligent à respecter la Constitution d'un Etat libéral imposé "d'en haut", malgré qu'il soit le leader charismatique d'un mouvement de masses surgi démocratiquement des forces "d'en bas", il renonce à déraciner les pouvoirs illégitimes et même le judiciaire. C'est que dès 1911, en éliminant l'abstention, le radicalisme accepte le jeu des classes dominantes et rompt sa "potentialité" révolutionnaire. Le radicalisme, qui se compromet à défendre les institutions, ne peut dépasser les contradictions qui l'obligent à détruire l'ordre établi pour entreprendre une action de gouvernement qui soit conséquente avec ses propres compromis "populaires".

Ainsi avec l'arrivée au gouvernement de l'Union Civique Radicale débute une certaine participation au pouvoir des classes moyennes. Mais cette participation ne signifie pas l'exclusion des groupes liés au "bloc au pouvoir" traditionnel qui intègre les cadres dirigeants du parti triomphant, ni l'abandon total des ressorts du pouvoir d'Etat ou des appareils d'Etat de la part du "régime" qui jusqu'en 1930 conserve une influence décisive au Congrès et dans le pouvoir judiciaire en particulier. Comme parti petit bourgeois, réformiste, l'Union Civique Radicale ne mène pas une politique destructrice du statu quo ante. Il ne dispose pas d'un programme défini qui offrirait des solutions concrètes aux problèmes économiques et sociaux auxquels il fait face à partir du gouvernement.

Cette carence d'un programme doctrinaire est la résultante d'un compromis tacite entre les fractions de classes hétérogènes qui composent le mouvement radical. Aussi les alternatives politiques du radicalisme se limitent-elles à la "réparation institutionnelle" et évitent-elles les mesures concrètes qui affecteraient l'unité, et les multiples compromis de classes, en considération de la diversité des intérêts parfois divergents des fractions de classes. En d'autres termes, l'Etat radical est produit et producteur des rapports de force entre les fractions de classe qui le composent et les classes dominantes traditionnelles.

En outre, dans la vision politique du radicalisme de conciliation des classes dominantes et dominées, propriétaires et non-propriétaires des moyens de production et d'échange, le régime de propriété de la terre (latifundium versus minifundium) reste inchangé durant le premier gouvernement d'Yrigoyen (1916-1922) et son deuxième (1928-1930). En effet, quand Yrigoyen assume la première magistrature de l'Etat, les conditions de production agro-pastorales sont encore semblables à celles qui provoquent le Cri d'Alcorta de 1912 mais avec un problème majeur: les inconvénients que la Première Guerre Mondiale cause dans le transport maritime (ce qui diminue la demande de céréales et augmente celle des produits pastoraux). Ces faits déterminent alors un changement dans la production agricole puisque les propriétaires terriens s'intéressent maintenant à l'élevage au détriment de la culture des grains. Seule la luzerne liée à l'expansion pastorale expérimente une croissance remarquable alors que se réduit considérablement l'aire semée de maïs.

La contraction de l'agriculture provoque un excédent de main-d'oeuvre qui émigre rapidement vers les centres urbains provoquant ainsi un renforcement du lumpen-prolétariat. Cependant avec la crise pastorale de 1921-1922 (Coleman: sans date) s'accroît à nouveau l'aire destinée à l'agriculture.

Toutefois la nouvelle expansion des céréales ne modifie pas le régime de la propriété de la terre et même pendant la crise de 1930 beaucoup de colons sont dépossédés de leur unité productive (la terre) parce qu'ils ne peuvent pas remplir leurs obligations hypothécaires.

Dans la situation concrète de dépendance dont souffre la formation sociale capitaliste argentine, (tableau n° 13) se produit dans cette période analysée un fait remarquable: celui de la prédominance progressive du capital nord-américain sur le capital britannique, à la fois dans le secteur des frigorifiques et dans celui de l'industrie automobile (installation des firmes Chrysler, General Motors), électrique (établissement des sociétés General Electric, Standard Electric), etc... Cette double domination des capitaux américains et britanniques dans l'économie argentine ne diminue en rien les tentatives de politique économique nationaliste de l'yrigogénisme en tant que traduction d'un mouvement national de masses qui s'oriente vers un traitement nationaliste de certains problèmes fondamentaux de l'Argentine. En effet, tout au long de ses deux gouvernements Yrigoyen tente de pratiquer ce postulat qui requiert l'intervention de l'Etat dans la vie économique de la nation, (63)

en concentrant ses efforts pour atteindre une ingérence directe dans quelques secteurs de l'économie comme le transport (chemins de fer, flotte marchande) et l'exploitation fiscale du pétrole. Par exemple, sans affecter directement les intérêts des capitaux britanniques investis dans les voies ferrées, le gouvernement radical limite l'expansion du dit capital.

En dernière instance, le caractère réformiste, petit bourgeois du radicalisme d'Yrigoyen et d'Alvear (1922-1928) se manifeste dans le mouvement de la Réforme Universitaire (1918-1930) et dans la répression sauvage des revendications ouvrières. En premier lieu, la Réforme Universitaire qui est l'expérience la plus "radicalisée" et transcendente des classes moyennes, termine en un progressisme petit-bourgeois. Elle éclate à Córdoba en 1918 pour s'étendre ensuite à toute l'Amérique Latine (Cuneo: sans date:3-274). En un premier moment, inspirée par la Révolution Russe (1917) et la Mexicaine (1910), la réforme possède un net contenu social, latino-américain et anti-impérialiste, mais au-delà de ses illusions révolutionnaires elle signifie l'exigence de la démocratisation au niveau superstructurel de la science. Elle lutte pour un changement des statuts universitaires qui éliminerait le pouvoir total des professeurs, (recrutés souvent parmi les classes dominantes) pour les obliger à partager le gouvernement de l'université avec les étudiants originaires majoritairement des classes moyennes. Ce qui explique le franc appui que lui donnent les gouvernements d'Yrigoyen et d'Alvear qui récupèrent ainsi le mécontentement en canalisant

les inquiétudes des étudiants. Alors dans le triomphe même de cette Réforme universitaire se trouvent les racines de son échec postérieur: incorporée à l'établissement, la Réforme finit par se diluer en alternatives purement administratives du fonctionnement universitaire.

En deuxième lieu, entre 1916 et 1919 le coût de la vie augmente presque à 100 pour cent. Malgré le développement des industries destinées à substituer les importations, seulement les industries alimentaires et textiles augmentent leur production, alors que les métallurgiques affrontent des difficultés croissantes par manque de matières premières, de machineries et de combustibles importés. Par conséquent, cette récession influence les prix au consommateur et provoque la dépression des salaires. Pour la classe ouvrière ces circonstances s'expriment en cherté de la vie, chômage et salaires réels plus bas.

Dès le début Yrigoyen visualise les problèmes sociaux avec une politique ambivalente, produit de l'hétérogénéité sociale du radicalisme. D'un côté, il pratique un réformisme paternaliste qui tend à créer une classe d'ouvriers et de petits-bourgeois privilégiés. De là résulte l'impulsion donnée à la législation sociale surtout dans sa deuxième présidence: journée de huit heures de travail, repos dominical, réglementation du travail à domicile de la femme ouvrière, contrats collectifs, création d'un tribunal de travail, retraite des employés et ouvriers commerciaux, industriels et journalistes, diminution des prix des articles de première nécessité et construction de logis à bon marché pour les ouvriers. Ces projets traversent ses deux gouvernements pour déboucher

en 1930 avec l'institutionnalisation du 1^{er} mai comme fête du travail. La conciliation de classes, la collaboration entre le travail et le capital sont le fondement idéologique de ces mesures qui permettent à l'Etat libéral-démocratique d'apparaître comme l'arbitre et le médiateur entre patron et ouvrier.

De l'autre côté, le radicalisme n'hésite pas à réprimer avec énergie toute tentative ouvrière spontanée ou organisée qui va au-delà des limites préfixées par son programme petit-bourgeois. En effet, en 1917 vingt-six ouvriers morts sont la solde de la répression policière. En janvier 1919 éclate la Semaine Tragique, conflit produit à partir de la grève des ouvriers métallurgiques de Vasena sous les incitations des anarchistes. Ce mouvement spontané et inorganisé laisse comme résultat sept cents ouvriers morts, quatre mille blessés et cinquante cinq mille prisonniers. Enfin, à la fin de 1921 des troupes de l'armée torturent et assassinent des centaines de prolétaires ruraux des fermes de la Patagonie qui maintiennent une longue grève appuyée par l'organisation syndicale des ouvriers des frigorifiques du Sud. En somme, le gouvernement radical et ses appareils répressifs fonctionnent dans ces moments (et seulement dans ces moments) comme des représentants clairs et nets des classes dominantes.

En dernière analyse, le radicalisme d'Yrigoyen et d'Alvear symbolise la "démocratisation" de l'Etat libéral, quand déjà (1921-1922 et 1930) on sent les premiers symptômes de la crise du régime autocratique.

Aussi quand les fondements socio-politiques des classes dominantes traditionnelles tremblent, le radicalisme et son caudillo se transforment-ils en victimes propitiatoires parce qu'apparaît à découvert le vide doctrinal du mouvement "national" et "populaire". Alors l'apparence démocratico-libérale de l'Etat ne suffit pas à maintenir le système traditionnel de pouvoir, l'autocratie organisatrice, dominée, en tant que bloc au pouvoir, par les propriétaires terriens et pastoraux pré-capitalistes et capitalistes. Le 6 septembre 1930 le coup d'Etat du général Uriburu dépose le président Yrigoyen qui est emprisonné à l'île Martín García.

Ce coup d'Etat militaire est la résultante historique des luttes inter-classes et intra-classe qui traduisent l'incapacité du bloc hégémonique de faire progresser l'économie et la politique argentine qui passent petit à petit sous le contrôle du capital monopoliste étranger, multinational. Alors ces contradictions et ces tensions socio-politiques amènent à une impasse économique-politique (De Andrade:1977). Aussi les classes dominantes en bloc recourent-elles à l'appareil répressif d'Etat le plus efficient et le plus efficace: l'armée, pour sauvegarder leurs intérêts universels de classes menacés et par la crise économique mondiale de 1930 et par les pressions ouvrières.

Chapitre III

ETAT D'INDUSTRIALISATION NATIONALE AUTONOME (1930-1955)

A. ETAT OLIGARCHIQUE (1930-1943)

Derrière le coup d'Etat du général Uriburu se meuvent, en premier lieu, les classes dominantes dans leur ensemble et, en deuxième lieu, le capital étranger, les deux affamés "d'ordre" et d'un gouvernement qui n'aient pas de "compromis" avec les masses prolétariennes. En effet, à la chute du gouvernement d'Hypólito Yrigoyen (6 septembre 1930), seules les masses travailleuses restent passivement favorables au radicalisme, parce que les classes dominantes traditionnelles et la petite bourgeoisie ralliée à ces dernières lui sont hostiles.

En général, jusqu'en 1930 le développement de l'industrie argentine accompagne et appuie l'expansion générale de l'économie mais il n'arrive pas à la diriger, c'est-à-dire, à jouer un rôle dynamique. De 1880 à 1930 la croissance des exportations agro-pastorales et l'immigration du capital et du travail étrangers sont les facteurs qui se trouvent à la base du développement capitaliste dépendant de la formation sociale argentine. La crise de 1930 représente, pour cette dernière (et aussi pour le Brésil, le Mexique et le Chili), le commencement d'une nouvelle période où l'industrie est l'élément moteur de l'expansion économique. Car la chute brusque des prix agro-pastoraux dans le commerce

international affecte négativement ce secteur comme conséquence de la détérioration des termes de l'échange. Alors l'implantation du contrôle de change et la dépréciation de la monnaie protègent l'industrie locale en causant un transfert de revenu du secteur agro-pastoral à l'industriel. Un des traits distinctifs de cette industrialisation repose essentiellement sur la substitution d'importations. Selon l'analyse de Dorfman (1942), basée sur les données du recensement industriel de 1935, les entreprises étrangères ou liées au capital étranger sont celles qui sont les plus hautement concentrées et qui, par conséquent, contrôlent la plus grande partie de la production industrielle. Dans le processus de substitution d'importations de biens de consommation non-durables coïncident les intérêts des fractions de classe dominantes traditionnelles liées au capital étranger (les engraisseurs et les industriels en rapport avec l'Union Industrielle Argentine) et ceux du capital étranger en général et américain en particulier. En outre, la crise du commerce international et la nouvelle stratégie impérialiste de créer des industries dans les pays périphériques en vue de placer sous une forme rentable leur excédent de capital, non seulement sont des conditions structurelles du type d'accumulation qui se réalise en Argentine, mais aussi, en plus d'engendrer une bourgeoisie industrielle (en relation étroite avec le capital étranger) qui participe dans un compromis de classes avec la direction du prolétariat industriel, elles engendrent deux fractions de classe bien précises: la petite et moyenne bourgeoisie industrielle nationale (Peralta Ramos: 1972:86-87).

Cependant le processus de substitution d'importations s'accompagne progressivement de profondes modifications dans la structure du pouvoir (naît un nouveau bloc au pouvoir), non seulement en ce qui concerne l'articulation des fractions de classes qui l'exercent, mais encore en ce qui concerne la fonction même que dans cette nouvelle organisation acquièrent les appareils d'État. Le contexte global, national et mondial, n'altère pas profondément la structure sociale argentine. Au contraire, les propriétaires fonciers, les autres fractions des classes dominantes et régnautes jusqu'en 1930, s'adaptent aux nouvelles conditions, consolident leur position et maintiennent leur leadership dans la nouvelle organisation qui se profile. La substitution d'importations ne surgit pas d'une fraction de classe industrielle autonome adverse des propriétaires terriens sinon, en grande partie, elle fut l'oeuvre de ces derniers qui en résultent ainsi considérablement fortifiés. Cette relation entre le secteur agricole et le secteur industriel dans cette période est très discutée.

Ces certains points de vue soutiennent qu'il y a une opposition fondamentale entre les deux secteurs, expressions d'un "ordre ancien" et d'un "nouveau" respectivement. D'autres (que nous considérons plus corrects) captent une identité substantielle d'intérêts objectifs et subjectifs entre les deux fractions des classes dominantes. Ces deux catégories de points de vue admettent une gamme de positions intermédiaires. D'ailleurs Murmis et Portantiero (1971) élaborent une confrontation de ces thèses.

1. La politique anti-crise et le nouveau rôle de l'Etat

La réponse la plus importante des classes dominantes traditionnelles à la crise mondiale de 1930 est la récupération directe du pouvoir politique (qu'elle partage sous le radicalisme avec la petite bourgeoisie) et, par conséquent, le délogement du radicalisme Yrigogéniste par le coup d'Etat militaire d'Uriburu. Concourent à cette situation divers processus. D'une part, le radicalisme Yrigogéniste, de retour au pouvoir en 1928 après l'échec du groupe alvéariste pour lui fermer les portes, accentue quelques caractéristiques populistes avec certaines teintes nationalistes et anti-impérialistes qui, bien que déclamatoires, attaquent clairement les fractions de classes dominantes traditionnelles. Toutefois, cet affrontement est superficiel. En réalité, le radicalisme Yrigogéniste ou alvéariste est fortement ancré dans l'Argentine traditionnelle agro-exportatrice dont il ne prétend jamais modifier sérieusement les caractéristiques structurelles: c'est pourquoi il est incapable de rechercher et de diriger les changements drastiques nécessaires pour sauver le système des effets de la crise.

Hésitante dans les premières années, l'action gouvernementale de l'oligarchie restauratrice se caractérise après le triomphe électoral de Justo (1932) par une vigoureuse intervention des appareils d'Etat pour sauver le système économique total. Même le Parti Socialiste, par l'intermédiaire de la verve oratoire de son député et sénateur Palacios,

condamne le libéralisme économique: "Soy partidario, señor presidente, de una política económica que tienda a regular y armonizar la producción, el consumo y el intercambio en beneficio de los intereses colectivos, sin afectar la estructura política y dentro de un concepto democrático que está en la esencia de nuestro pueblo. He sostenido en la cátedra y en el libro que el liberalismo económico, como escuela, ha sido superado, y es una supervivencia inadaptable a las exigencias modernas. Los principios de la economía clásica no pueden dirigir ya el desenvolvimiento industrial. Por eso considero que es indispensable organizar nuestra producción con la intervención del Estado que debe proponerse como finalidad el bienestar colectivo.... Mi opinión coincide, exactamente, con la de mi partido, que ya en 1932 propuso un plan en la Cámara de Diputados." (Fragment du discours prononcé par Palacios dans la Chambre des Sénateurs le 19 décembre 1938).

D'ailleurs les mesures prises par l'Etat oligarchique, même si elles contredisent la théorie et la pratique passées de l'Etat libéral oligarchique, possèdent des antécédents immédiats dans beaucoup d'autres pays capitalistes affectés également par la crise⁽⁶⁴⁾. Comme réponse à un marché externe qui diminue ses demandes, l'Etat adopte la politique qui consiste à régler la production et la commercialisation des produits agricoles au moyen de la création du Conseil National des Grains (1933), l'établissement de prix de soutien et la limitation des aires ensemencées. Des mesures semblables sont prises avec d'autres cultures comme la vigne, la canne-à-sucre et le coton.

Le commerce de la viande est l'objet d'un régime similaire, réglé par la Loi de Viandes (loi n° 11.747 de 1933), qui tend à adapter la production pastorale aux nécessités imposées par le Traité Roca-Runciman (que nous analysons plus bas). L'État arrive ainsi à assurer la rente agraire pour les grands propriétaires fonciers au détriment d'un grand nombre de petits propriétaires, en accentuant le processus de concentration de la propriété.

En outre, la crise financière aiguë et les difficultés pour payer les services de la dette externe amènent à la fermeture de la Caisse de Conversion, au contrôle des changes et à la création de la Banque Centrale et de l'Institut Mobilisateur des Investissements Bancaires.

En somme, l'ensemble de ces mesures reflète une grande augmentation de la participation de l'État dans la vie économique. A l'opposé de l'État libéral antérieur à la crise, l'État actuel assume maintenant de nombreuses fonctions nouvelles et prend progressivement une autonomie relative majeure par rapport aux fractions des classes dominantes. Cette plus grande autonomie est en rapport étroit avec la composition plus complexe de l'État après la crise: aux fractions de classes traditionnellement dominantes s'ajoutent alors de nouveaux petits et moyens industriels nationaux à qui la nouvelle situation assigne une importance plus dense qu'avant. L'État, en tant que rapport de forces sociales, assume la fonction d'arbitre et de régulateur

d'intérêts contradictoires ou conflictuels de classes et s'efforce d'acquiescer une indépendance par rapport à eux. Ce concept d'autonomie relative signifie la capacité de l'Etat, qui représente une coalition complète de fractions de classes, pour dépasser les intérêts corporatifs de chacune d'elles en vue du maintien des conditions de survie de la coalition.

L'action de l'Etat se concentre dans la tentative de surmonter la crise provoquée par la fermeture des marchés extérieurs à la production agro-pastorale. Contribuent à cette crise non seulement la restriction de la demande et la chute des prix mondiaux mais encore les barrières protectionnistes levées par l'Angleterre qui dans la Conférence d'Ottawa (1932) décide de donner préférence à ses dominions pour l'importation des viandes. En effet, l'Argentine obtient la fixation d'une quote-part dans le marché de viandes anglais en échange d'un traitement préférentiel pour les investissements britanniques en Argentine. Ce traitement préférentiel, par lequel le capital anglais espère récupérer des positions qu'il perd dans la décennie de 1920 face au capital nord-américain, se traduit par la création de la Banque Centrale et l'Etablissement du Contrôle de Changes, au moyen duquel on accorde un échange favorable aux achats en Angleterre en fermant les portes aux marchés concurrents.

En plus, l'Institut Mobilisateur permet au capital anglais de contrôler la politique de crédit du pays. La Coopération des

des Transports livre le monopole des services urbains, tramways et voies ferrées, aux compagnies britanniques en éliminant les petits entrepreneurs. On garantit à l'Angleterre également que les mesures protectionnistes n'affectent pas ni l'importation de charbon ni celle des autres produits traditionnellement achetés de ce pays. Finalement, on programme un plan de nationalisation des investissements britanniques déficitaires, spécialement les chemins de fer, au moyen de l'utilisation des soldes favorables du commerce extérieur. En ce qui a trait aux quotes-parts de viandes, le Traité établit qu'on maintient, pour la viande froide (le chilled), la quote de commercialisation de 85% aux frigorifiques anglais. Cette mesure circonscrit les bénéfices de l'accord à la catégorie sociale la plus haute des producteurs pastoraux c'est-à-dire les engraisseurs directement en relation avec les frigorifiques. Les producteurs pastoraux des zones marginales, les éleveurs restent totalement subordonnés aux grands engraisseurs et voient brusquement réduites leurs possibilités d'accès au marché externe. Cette différenciation entre les catégories sociales des producteurs pastoraux et l'apparition des intérêts opposés entre engraisseurs et éleveurs se manifeste, comme nous le disons plus haut dans le Chapitre I, quand l'installation du frigorifique détermine la spécialisation dans les étapes de la production. Mais c'est le Traité qui oppose les intérêts des éleveurs et des petits propriétaires pastoraux, exclus de l'arrangement, et ceux des grands engraisseurs qui, au moyen d'une série de concessions, permettent d'assimiler l'Argentine au rang de néocolonie anglaise et américaine et sauvent leur situation compromise par la crise⁽⁶⁵⁾.

2. La composition de l'état et la politique de protection industrielle

La crise détermine (comme nous le signalons plus haut) non seulement une modification profonde dans le rôle de l'Etat mais encore une division dans le bloc au pouvoir. A partir de 1930 la conduite hégémonique reste aux mains de la catégorie sociale des engraisseurs qui d'ailleurs est intimement liée au capital financier international investi en Argentine. Si le Traité Roca-Runciman sert de premier pas vers une récupération de l'équilibre perdu en 1930, d'autres mesures se révèlent nécessaires pour compléter et amplifier la base de sustentation du pouvoir des engraisseurs. Bien que dans l'immédiat les grands propriétaires pastoraux récupèrent leur marché, il n'est pas possible d'imaginer que revienne la situation antérieure à la crise. Comme alternative, on tente une sortie qui s'ajuste mieux à la nouvelle situation du marché mondial et qui met l'emphase sur le développement de l'activité productive orientée vers le marché intérieur. Ainsi s'élabore un plan de protection et de stimulation à l'industrie locale dont l'expression la plus systématique est le ~~Plan~~ de Réactivation Industrielle, le Plan Pinedo de 1940⁽⁶⁶⁾.

Ce projet d'industrialisation du Plan Pinedo quoiqu'il ne soit pas approuvé légalement, reprend toutefois une série de mesures qu'appliquent les gouvernements de Justo et Ortiz et se propose de protéger et de développer l'installation industrielle existante. Dès

L'origine, ce plan d'industrialisation est limité et ne pose pas d'objectifs de grande envergure. Il est difficile de trouver dans ce Plan une opposition radicale aux métropoles industrielles, non seulement par la soigneuse sélection des aires qui réduit au minimum la compétition, mais encore parce que l'industrialisation substitutive d'importations accentue au lieu de diminuer la dépendance par rapport aux importations industrielles (dépendance technologique).

Les mesures protectrices de l'industrie surgissent des premières dispositions anti-crise quoiqu'elles se convertissent ensuite en politique consciente de promotion. On établit un contrôle sévère d'importations, tendant à équilibrer la balance de paiements, qui favorise la vente des produits fabriqués localement. On fixe des droits additionnels pour combattre le dumping des pays centraux, on propose des tarifs protecteurs et même l'établissement du drawback. Pour la première fois, apparaît le crédit industriel dans les projets officiels. Cette politique de développement industriel, même si elle s'écarte des intérêts immédiats des propriétaires agro-pastoraux, s'ajuste à leurs intérêts plus généraux et est dirigée par un État qui dans la même crise gagne l'autonomie et l'indépendance nécessaires pour la mener à bien.

Il faut toutefois se rappeler que le nouveau bloc au pouvoir dont la catégorie sociale les engraisseurs maintient la prépondérance (Traité Roca Runciman), se trouve composé entre autres, par les grands

et moyens industriels (Plan Pinedo). Enfin, il est nécessaire de signaler la vive opposition à cette politique officielle du Parti Démocrate Progressiste et de l'Union Civique Radicale. En effet, en 1935 c'est le Parti Démocrate Progressiste, spécialement le sénateur Lisandro de la Torre, celui qui s'oppose activement au Traité Roca-Runciman. En 1940, les radicaux qui sont alors la majorité parlementaire font échouer le Plan Pinedo. Cet alignement de forces s'apprécie dans le tenace combat (contre les projets protectionnistes) que livrent aussi bien la U.C.R. et le P.D.P. de Lisandro de la Torre, en adoptant une attitude totalement traditionnelle de défense de la production agro-pastorale, des intérêts de la fraction petite bourgeoise et pré-capitaliste des producteurs agro-pastoraux. La U.C.R. et le P.D.P. ne sont que des porte-parole des petits producteurs pastoraux pour qui les mesures de la politique officielle représente une difficulté additionnelle pour placer leurs produits dans les marchés.

3. Caractéristiques de l'industrialisation

Dans ce contexte, l'industrialisation est nécessairement limitée et ne dépasse pas les limites que lui assigne le "bloc au pouvoir". Cette étape marque cependant une intense croissance de la production et une rapide accumulation du capital. En effet, le contrôle exclusif que les grands et moyens industriels exercent sur le pouvoir économique industriel leur permet de réduire au minimum les revenus du prolétariat. La capacité de pressions de la classe ouvrière est très limitée durant

cette période (l'intensité des grèves diminue), premièrement, par les conséquences de la récession et du chômage et, deuxièmement, par les difficultés et les faiblesses de l'organisation syndicale. C'est que la C.G.T. surgit après le coup d'état de 1930 comme produit de l'Union de la U.S.A. syndicaliste et de la C.O.A. socialiste. Jusqu'en 1935 ce sont des dirigeants syndicalistes (catégorie sociale du prolétariat) qui occupent leur direction et qui se caractérisent par leur attitude complaisante envers le gouvernement et les entreprises (s'initie donc un faible compromis entre la bourgeoisie industrielle et la direction du prolétariat industriel (aristocratie ouvrière), compromis médiatisé par l'Etat d'industrialisation nationale). Ainsi les dirigeants syndicalistes acceptent sans protester une diminution de 20% des salaires des ouvriers des chemins de fer. Pourtant à la fin de 1935, un groupe, intégré par les syndicats majoritaires dirigés par des socialistes et des communistes, assume le contrôle de la C.G.T. et initie un processus de consolidation. L'augmentation du nombre des affiliés dans toutes les centrales, qui passent de 320.000 en 1926 à 440.000 en 1941, est accompagnée par une plus grande indépendance face au gouvernement. Les comités directeurs cependant tendent à donner priorité aux problèmes politiques comme la Guerre Civile Espagnole ou l'Avancée du nazi-facisme, au détriment des revendications strictement syndicales. Lentement se montre un nouveau type de syndicalisme: débordant quelques-unes des fractions traditionnelles, il postule un "nouveau type d'accord" avec les secteurs étatiques capables de satisfaire ses demandes.

En somme, la solidité du pouvoir d'Etat, le manque d'opposition organisée et la débilite structurelle des secteurs qui

s'opposent à la politique étatique permettent de maintenir une politique salariale qui détermine une grande accumulation de capital, à partir de ce compromis entre la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie ouvrière (dirigeants syndicaux), commencé en 1935.

Cependant le caractère statique de la situation est purement conjoncturel. L'industrialisation accélère le processus de migrations internes: de grandes masses de population rurale, poussées par la crise agricole, viennent habiter les centres industriels spécialement la capitale. La croissance des faubourgs de Buenos-Aires (le Grand Buenos-Aires) est bien connue. L'expansion de la classe prolétarienne modifie lentement l'équilibre de force atteint entre les classes sociales et leurs fractions (dominantes et dominées). Le nouveau prolétariat s'incorpore à l'action syndicale et se mobilise pour revendiquer de meilleurs salaires et des conditions de travail plus équitables. Alors la vague de grèves et d'actions de force et de résistance croît et culmine dans les années 1939-1942, bien qu'elle n'obtienne pas de grandes victoires: cette vague de protestations choque donc contre le programme d'accumulation intense que le secteur industriel est en train de réaliser.

Alors ces grèves et ces actions de force et de résistance comme les occupations de fabrique du prolétariat industriel (lutte inter-classes), ces agitations sociales répétées jointes aux conflits entre éleveurs et engraisseurs, aux pressions et jeux politiques du parti, conservateur⁽⁶⁷⁾ que représente le président Ramón Castillo, successeur

d'Ortiz (lutte intra-classe), tout cela conditionne le coup d'Etat militaire du 4 juin 1943 mené formellement par le général Rawson et effectivement dirigé par le G.O.U. (Groupes d'Officiers Unis) dont l'idéologue est le colonel Juan Domingo Perón. Les mesures économiques concrètes (et l'idéologie socio-politique qui les sous-tend) du gouvernement et du mouvement péronistes (1943-1955) explicitent l'origine et les objectifs du coup d'Etat du G.O.U.

B. ETAT D'ALLIANCE DE CLASSES ET INTERVENTIONISTE

(1943-1955)

Dans la mesure où le coup d'Etat militaire du 4 juin 1943 est l'oeuvre effective du G.O.U. (dont le chef de file est le colonel Perón) et que, depuis cette date jusqu'au coup d'Etat militaire du 19 septembre 1955 mené par le général Leonardí contre le gouvernement légal du président général Perón, l'Etat argentin est dominé par les idées pro-industrielles, nationalistes et le mouvement politique de masses connus sous le nom de: péronisme, nous considérons cette période (1943-1955) comme un moment historique unitaire pourtant dialectisé par des contradictions, et des tensions résultant des conflits entre les intérêts des moyens et petits industriels (C.G.E.) et les revendications sociales et économiques du prolétariat (C.G.T.) en alliance avec ces derniers dans ce nouveau "bloc hégémonique" (Niosi:1974).

Maintenant il importe de considérer la composition sociale globale du gouvernement surgi du 4 juin, puisqu'à notre jugement, il s'y rencontre non seulement les embryons du mouvement péroniste mais encore les manifestations plus ou moins évidentes des contradictions qui animent l'oeuvre de ceux qui sont les défenseurs des intérêts des bourgeois industriels (et, "disent-ils", ils sont les avocats de la "Justice Sociale" et des "Droits des travailleurs", pour répéter les slogans de Perón). D'où résulte le nouveau bloc hégémonique intégré par les bourgeois industriels (moyens ou petits) (C.G.E.) en coalition avec le prolétariat (C.G.T.): l'hégémonie économique-politique est assumée par les bourgeois, sous les auspices de l'appareil répressif d'Etat par excellence: l'armée, et de l'appareil idéologique d'Etat à vocation de "cohésion sociale": l'église. De la composition hétérogène du nouveau bloc hégémonique provient son idéologie composite qui va d'une sympathie dissimulée pour le "facisme" jusqu'aux consignes de "teinte nationaliste" partisans d'un développement industriel accéléré et d'une politique sociale basée sur la conciliation de classes dominantes et dominées et sur un Etat qui solutionnerait "d'une façon neutre" les conflits entre elles. C'est de cette idée du "pacte social" que naît l'alliance (en tant que tactique d'accumulation du capital industriel) entre la bourgeoisie moyenne et petite et le prolétariat. Enfin, dans un discours prononcé en 1944 devant une assemblée d'employés de commerce pour leur annoncer le décret de la retraite, Perón, à la fois Secrétaire du Travail et de la Prévision, Ministre de la Guerre et Vice-Président de la Nation, esquisse les lignes politiques suivantes:

"spéculation" avec les contradictions entre les puissances impérialistes pour améliorer les prix des matières premières argentines et attaque à fond contre les retards de la production agricole qui entravent le décollage industriel. Telles sont les grandes positions de la gestion gouvernementale de 1943 à 1955 (Cardenas et alii:1969).

1. Composition sociale et politique du péronisme

Pour Perón, la conquête du pouvoir d'Etat exige un appui de base populaire qui permette d'entreprendre la lutte politique sur tous les fronts y compris l'électoral. Pour obtenir cet appui, il établit des contacts avec les groupes politiques antérieurs, spécialement le radicalisme. L'appui populaire se gagne en donnant des choses concrètes: d'une part, des avantages matériels à travers l'amélioration effective des salaires et, d'autre part, en rendant digne la condition humaine du travailleur surtout celle du lumpen-prolétaire ou semi-prolétaire marginalisés. En ce qui concerne le premier point, on organise le Secrétariat du Travail et de la Prévision, en installant le système de convention collective et les différents "Statuts". En ce qui a trait au second point, avec une profonde pénétration psychologique, on transforme en symboles positifs des statuts traditionnellement considérés comme négatifs: la "chemise" et la "figure du sans-chemise", "l'espadrille" opposée aux livrés, etc.. Le contenu de ces messages capte les destinataires qui se sentent directement concernés pour la première fois (c'est-à-dire les prolétaires, les semi-prolétaires et les lumpen-prolétaires). Alors

Le dynamisme, la vitalité de Perón, son utilisation systématique de la radio lui permettent de transformer les habitudes politiques argentines et d'exercer ainsi une certaine fascination charismatique sur les masses populaires en moins de deux années. Aussi, quand la pression de l'oligarchie traditionnelle et les appareils politiques libéraux arrivent, avec l'aide d'un secteur de l'armée et de la marine, à destituer Perón et à l'emprisonner le 9 octobre 1945, les masses populaires réagissent-elles rapidement pour réclamer de 17 octobre 1945 la liberté de Perón dans un mouvement "spontané" de masses (Germani: 1971: 348-349) (quoique catalysé par Eva Perón et les syndicats). Mouvement populaire qui se développe jusqu'à consacrer ensuite électoralement le leadership de Perón (février 1946) à travers la formule Perón-Quijano. Ce sont les premières élections présidentielles libres depuis 1928, élections dans lesquelles le péronisme s'impose avec 56% des votes à la coalition démocratico-libérale commandée par l'oligarchie traditionnelle.

En 1943 la C.G.T. nationale et unique possède 80.000 affiliés; en 1945, 500.000 et en 1947, 1.500.000, chiffre qui va en augmentant au fil des années. Car dix ans plus tard (1957) la C.G.T. agglutine six millions de travailleurs. Entre 1943 et 1950 se crée la plupart des syndicats ouvriers: il se produit alors de profonds changements dans le mouvement ouvrier à travers le syndicalisme. Dès lors, de par sa politisation et sa conscientisation de classes, la classe ouvrière devient la pièce maîtresse de la politique nationale: aussi aucun gouvernement ne peut-il et ne pourra-t-il l'ignorer.

L'activité syndicale, qui s'exprime dans la presse quotidienne, occupe des colonnes importantes dans les journaux. Les dirigeants ouvriers ("l'aristocratie ouvrière", selon Lénine) sont des hommes nouveaux qui viennent, beaucoup d'entre eux, de l'Intérieur et quelques-uns sont d'anciens péons ruraux. Par conséquent, ils n'apportent pas dans leur conscience une clarté théorique des buts que leur classe sociale (le prolétariat) doit poursuivre, mais ils portent en eux un sentiment national ferme: c'est ce qui facilite l'unité ouvrière à la fois autour de la C.G.T. et du mouvement "national-populaire" péroniste (Belloni: 1960:62).

Le Secrétariat du Travail et de la Prévision, devenu ensuite Ministère, (dont le premier ministre est un travailleur de l'industrie de la vitre, José María Freire) facilite des assesseurs pour l'organisation systématique de la C.G.T. Par exemple, quand les patrons de la C.G.E. se montrent réticents pour appliquer les nouvelles conquêtes sociales (augmentation des salaires, etc.), le Ministère du Travail et de la Prévision du gouvernement Péroniste leur demande (aux patrons) de les pratiquer. Il est également certain que le manque d'esprit de lutte de la part du patronat vient de ce que les entreprises possèdent un grand marché intérieur en expansion et qu'ils ne veulent pas arrêter la production par des grèves ouvrières de protestation. En outre, ce manque d'esprit de lutte patronal vient de ce que le marché intérieur s'amplifie précisément à cause du plus grand pouvoir d'achat des masses prolétariennes qui, avec de bons

salaires, peuvent acheter davantage.

La caractéristique essentielle du syndicalisme qui débute en 1945 et qui le différencie de la période antérieure, est son absence de combativité de classe. C'est que l'esprit de lutte ouvrier est émoussé par le paternalisme du gouvernement protecteur de Perón qui concède des conquêtes faciles au prolétariat. La politique sociale de Perón tient quelque peu du "bonapartisme" (c'est-à-dire, un Etat qui serait le défenseur de toutes les classes sociales).

Mais si cette politique sociale paternaliste est possible dans un moment de prospérité économique, à la faveur du superavit de la balance commerciale dû à la diminution des importations à la fin de la deuxième Guerre Mondiale, il est mystificateur de la prendre comme conduite permanente. Car, quand la récession économique (1949, 1951 et 1952) se fait sentir, la réalité de l'exploitation capitaliste (appuyée sur le pacte social-démocrate) montre sa cruauté et le patronat fait voir alors ses ongles et son bec. Alors les ouvriers fourbissent leurs armes de résistance séculaires (grèves de 1949, 1951 et 1952, occupations de fabriques, etc.) et le gouvernement de Perón les réprime: le masque du "bon père" de Perón tombe et son visage bourgeois apparaît. Le "pacte social" se rompt.

Avec l'ascension de José Espejo en 1948 à la Direction Centrale de la C.G.T., cette dernière perd toute autonomie et devient une branche de l'appareil de l'Etat péroniste. Dès lors, les dirigeants

de la C.G.T. ne sont plus les représentants du mouvement ouvrier devant le gouvernement, mais les délégués du gouvernement devant le mouvement ouvrier. En témoignent les cas des dirigeants Vuletich (1954 et Di Pietro (1955).

En somme, une certaine prospérité économique liée à une certaine amélioration des salaires dans les années 1949 et 1950 voire 1951, et le contrôle étatique éliminent en grande mesure les luttes syndicales sans toutefois les annihiler. Alors l'Etat absorbe progressivement les syndicats auxquels il impose une organisation et une direction verticale: d'où naissent une bureaucratisation et une verticalisation du mouvement ouvrier.

L'autre force sociale d'appui à l'Etat péroniste est la nouvelle bourgeoisie industrielle (moyenne et petite) qui est d'ailleurs prépondérante dans le nouveau bloc hégémonique. Pour soutenir sa politique de redistribution de revenus et en même temps pour maintenir l'accumulation du capital l'Etat péroniste applique des méthodes nouvelles. Il compte sur les réserves de devises et le transfert de revenus du secteur rural au secteur industriel. L'Etat devient en ce sens interventioniste (Nioso 1976:45-46). Le premier Plan quinquennal crée des entreprises industrielles mixtes et nationales. C'est ainsi que la loi n° 13.653 de 1949 élabore et installe le régime légal des entreprises publiques nationales dont les quatre groupes sont:

- 1) la Dirección General de Fabricaciones Militares (D.G.F.M.) qui dépend du Secrétariat de la Guerre (production d'armes, d'explosifs et de produits chimiques),
 - 2) la Dirección Nacional de Fabricaciones e Investigaciones Aeronáuticas (D.I.N.F.I.A.) qui relève du Ministère de l'Aéronautique (fabrication d'avions et d'automobiles en association avec l'entreprise américaine KAISER et fabrications de tracteurs en collaboration avec l'entreprise italienne FIAT),
 - 3) les Astilleros y Fábricas Navales del Estado (A.F.N.E.), sous la tutelle du Ministère de la Marine (construction et réparation de la flotte et production d'explosifs pour la marine de guerre),
 - 4) la Dirección Nacional de Industrial del Estado (D.I.N.I.E.), qui gère les entreprises allemandes nationalisées des branches métallurgique, chimique, électrique et textile).
- SOMISA et ATANOR (sociétés mixtes) constituent d'autres entreprises étatiques fondées en 1946 et 1947.

L'intervention de l'Etat (capitalisme d'Etat) se poursuit dans les mesures suivantes: nationalisation des chemins de fer britanniques, le contrôle de change, le transfert de revenus de l'activité agro-pastorale à l'industrielle à travers l'Instituto Argentino de Promoción del Intercambio (IAPI), le maintien de la législation protectionniste des industries locales, le développement du crédit industriel privé. Telles sont les caractéristiques de la "politique économique" du gouvernement péroniste, quoique Dagum (1981:79) soutienne l'inexistence d'une telle politique économique sous le

gouvernement de Perón, à cause de la "profonde contradiction entre les objectifs énoncés et la politique appliquée" (Dagum: 1981: ibidem, 79).

En outre, la politique péroniste de redistribution de revenus permet, d'une certaine façon, de surmonter la précoce stagnation commerciale que provoque le processus de substitution d'importations, amorcé dans les années trente. Du point de vue des intérêts ouvriers, le gouvernement réalise une politique d'augmentation de salaire et une amélioration des conditions générales de vie qui, d'une part, sont en rapport avec l'alliance de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat industriels et, d'autre part, s'expliquent en termes d'élargissement du marché intérieur pour les biens de consommation que l'industrie locale fabrique. Effectivement l'augmentation du niveau des revenus se traduit, comme on le voit plus haut, dans une plus grande consommation de vêtements, d'articles ménagers, etc. On utilise, pour accentuer les tendances du processus de substitution, donc pour la promotion industrielle (tableau n° 14) tant au niveau du type de production - industries légère et moyenne - qu'à celui de la localisation de celles-ci dans un espace territorial de grandes activités commerciales (Buenos-Aires), on utilise, disons-nous, des mesures concrètes comme la distribution de permis d'importation selon les changes officiels, les tarifs douaniers protectionnistes et le crédit industriel privé, etc. comme les instruments les plus efficaces, pour développer la nouvelle bourgeoisie industrielle nationale.

2. Action réciproque entre le péronisme et l'Etat

Il nous échet maintenant de jeter un coup d'oeil quelque peu critique sur les relations réciproques entre l'idéologie politique du péronisme et le pouvoir d'Etat. En premier lieu, le "projet" péroniste de création d'une "bourgeoisie nationale" (projet qu'on retrouve au Brésil avec Vargas et au Chili avec Ibañez) est un corollaire de l'orientation introvertie de l'économie. On suppose que si les entrepreneurs argentins remplacent les étrangers, la dépendance diminue ou disparaît. Pour aider les entrepreneurs nationaux à surgir, à croître et à se consolider le péronisme crée divers mécanismes économico-financiers et prend des mesures étatiques concrètes. La création de la Banque Industrielle est peut-être le plus important des nouveaux mécanismes mais pas l'unique (il faut se rappeler du I.A.P.I.). Pour les mesures concrètes, on établit des tarifs douaniers protectionnistes à des niveaux jamais utilisés jusqu'ici en période de grande disponibilité de devises et de régimes de changes différentiels: ce qui diminue le coût des biens d'équipement importés. L'aide directe dissimulée sous les permis de changes est aussi employée fréquemment. D'autre part, quand l'enclave étrangère est hors d'atteinte des nouveaux entrepreneurs nationaux, l'Etat même achète les actifs et assume la gestion de ces entreprises étrangères (nationalisation des chemins de fer, des téléphones, du gaz, du transport urbain, des firmes chimiques, etc.)..

"Desgraciadamente lo que se olvida es que la situación de dependencia

o independencia económica de un país es un problema vinculado a lo que se produce, a cómo se lo produce, a quién y cómo se vende esa producción, a lo que se compra y cómo se lo compra, a quién y cómo se financian los diferentes procesos productivos y comerciales, a la estructura económica, en una palabra, y no solamente a la nacionalidad de los titulares de las empresas" (Roulet et Sabato: 1971:216). La formation d'une "bourgeoisie nationale" aguerrie, compétitive et imbue des valeurs nationalistes au sein d'une structure économique-financière capitaliste dépendante, est condamnée à l'échec. C'est en ce sens que les nouvelles révélations de Potash (1969) prennent toute leur signification. En effet, Potash dénonce les négociations secrètes du gouvernement de Perón avec les corporations nord-américaines.

En deuxième lieu, la politique de plein emploi et de redistribution de revenu est un corollaire de l'orientation de la politique sociale de consensus qui requiert le maintien et l'élargissement de la base d'appui politique. La politique de pleine occupation des ressources disponibles, (spécialement les humaines) et la croissance et la consolidation du marché interne qui sont ses résultats, permettent, le péronisme l'espère, d'assurer l'expansion de l'économie pour prodiguer de meilleures opportunités à toutes les classes sociales. Ce schéma fonctionne brillamment, pendant que les conditions externes de l'économie l'habilitent et, quand apparaissent les restrictions insurmontables de la balance de paiements, il est abandonné progressivement dans les faits, bien qu'on le maintienne sur le plan des valeurs, en forme de plus en plus symbolique.

En troisième lieu, la croissance de l'Etat et la diversification de ses rôles traduisent deux faits différents mais pourtant en relation avec les deux premières orientations basiques signalées plus haut. D'une part, l'Etat péroniste remplit une fonction active pour maintenir le plein emploi en incorporant à l'administration publique (nationale, provinciale et municipale) ou aux entreprises étatiques les chômeurs que ne peut absorber le secteur privé. D'autre part, l'Etat péroniste incorpore de nouvelles activités ou augmente d'une façon notoire quelques-unes qui s'y prêtent. Et il le fait, tant au niveau des activités strictement de redistribution comme: assurance sociale, santé, habitation, éducation, sport, etc..., qu'au niveau de celles qu'il assume dans sa tentative de nationaliser l'économie argentine à travers l'achat d'entreprises étrangères, pour la création de nouvelles entreprises publiques.

3. Limites de la substitution d'importations et crise de l'Etat péroniste

La substitution d'importations, en ne modifiant pas profondément la structure productrice argentine, atteint promptement ses limites. A ce niveau, nous rencontrons quelques facteurs qui marquent les limites du processus de substitution: la rareté d'investissements dans le secteur des biens de capital qui dérivent d'une industrie de basse productivité et de hauts coûts de production et le manque de développement d'industries basiques. Cette situation crée rapidement

une plus grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur parce que croissent les besoins de biens d'équipement et de biens intermédiaires pour la production (spécialement les combustibles) (Tableau n° 15); il faut y ajouter la nécessité de renouveler les biens de capital détériorés et surtout une infrastructure qui est inadéquate. La demande interne, pour sa part, demeure relativement stable et, eu égard à l'absence de transformations sociales profondes, elle ne dépasse pas les limites antérieures au processus de substitution: ainsi s'épuisent les possibilités d'expansion.

Alors la production locale très coûteuse peut seulement survivre grâce au maintien de la protection étatique. La dépendance externe se manifeste à nouveau du côté des devises, provoquant un nouvel étranglement de la croissance économique.

L'agriculture et l'élevage, sources habituelles de devises sont incapables d'en proportionner les quantités nécessaires. Les exportations, en effet, restent plus ou moins stationnaires alors que les importations augmentent d'année en année.

De son côté, la crise de l'Etat péroniste se déchaîne avec l'épuisement de la conjoncture nationale et internationale qui permet au péronisme d'émerger en tant que mouvement d'alliance de classes. Sur le plan international, le haut prix et la demande soutenue des articles alimentaires, qui se prolongent avec la Guerre de Corée, arrivent brusquement

à leurs fins. D'autre part, la rivalité entre les grandes puissances se définit rapidement en faveur des Etats-Unis d'Amérique qui, au commencement de la décennie de 1950, reconstitue son hégémonie mondiale et commence à faire sentir sa prédominance sur les Etats latino-américains. Dans cette nouvelle situation disparaît, pour le péronisme, la possibilité de négocier avec deux ou trois nations impérialistes (caractéristique de la période de guerre qui provoque un superavit de la balance commerciale).

Sur le plan national, on assiste à la désintégration du "bloc hégémonique" de l'étape péroniste et à la diminution de la marge de manoeuvre de l'état pour maintenir l'adhésion de la classe ouvrière au "projet politique" du dit bloc. La réduction des bénéfices du commerce d'articles alimentaires (tableau n° 16) et la grave crise agricole de 1950-1952 démontrent la faiblesse du secteur agro-exportateur, incapable de continuer à soutenir le développement industriel avec les devises qu'il engendre (à travers le I.A.P.I.). Ces deux facteurs poussent les propriétaires terriens capitalistes et pré-capitalistes dans l'opposition (lutte intra-classe).

En outre, une fois épuisé le processus de substitution d'importations, l'industrie qui souffre non seulement de manque de biens d'équipement mais encore de la stagnation de la demande, ne peut plus supporter la politique sociale ambivalente caractéristique du péronisme: accumulation du capital et redistribution de revenus. Alors deviennent fréquents les conflits sociaux (inter-classes) entre la

classe ouvrière et la moyenne et petite bourgeoisie industrielle: face à ces affrontements, l'Etat péroniste est incapable de pratiquer sa politique habituelle d'arbitrage. Cette situation sociale explosive et conflictuelle caractérise la crise d'hégémonie du péronisme.

D'une part, la pression de la classe ouvrière qui commence à sentir le poids de l'inflation et donc de l'exploitation capitaliste à outrance, se traduit par de grandes grèves comme celles des ouvriers métallurgiques et ferroviaires (lutte inter-classes). La réponse gouvernementale à cette situation est constituée par les Congrès de la Productivité et les stimulations pour baisser la consommation. D'autre part, la répression gouvernementale aux secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier ne lui fait pas capter toutefois l'appui des bourgeois industriels. En outre, dès 1951 l'Etat péroniste entre en conflit avec des secteurs militaires oligarchiques auxquels il doit faire des concessions progressives. De son côté, l'Eglise subit des attaques répétées du gouvernement péroniste au point qu'elle arrive à excommunier Perón en juin 1955. Enfin la crise d'hégémonie de l'Etat péroniste et sa faiblesse croissante stimulent la résurgence des partis politiques de la petite bourgeoisie, spécialement le radicalisme, qui, essayant de redorer leur blason, rentrent en coalition avec les conservateurs et commencent à combattre le péronisme à partir des positions considérées comme "progressistes" (lutttes intra-classes).

Dans sa logique socio-économique d'industrialisation, l'Etat péroniste emprunte l'unique voie de sortie qui lui semble encore viable:

sans changer le système il ouvre les portes aux investissements étrangers pour mettre en marche à nouveau la croissance industrielle. La "Ley de Radicación de capitales" 14.222/1953 et les contrats pétroliers reflètent un changement de position globale par rapport aux Etats-Unis d'Amérique avec lesquels le gouvernement péroniste ne négocie pas depuis un certain temps d'une façon formelle, officielle. Cependant, cette politique est difficilement réalisable par un Etat aussi faible et qui vit si intensément ses contradictions de classes irréconciliables. Ce sont ces contradictions antagonistes de classes (artificiellement médiatisées et adoucies par l'alliance de classes péroniste), plus que le soulèvement militaire même, qui précipitent la chute de l'Etat péroniste le 16 septembre 1955. (68)

Chapitre IV

ETAT EN VOIE DE DEVELOPPEMENTISATION

OU DEVELOPPEMENTISTE A LA CEPAL

(1955-1958)

La "Révolution libératrice" entre 1955 et 1958 et le commencement du frondizisme (1958-1959) marque un nouveau moment dans la trajectoire historique de la lutte des classes dans la formation sociale capitaliste dépendante de l'Argentine. En effet, la nouvelle forme de la dépendance, généralement appelée dépendance technologico-industrielle, qui a comme principale protagoniste la firme multinationale, commence à surgir au lendemain même du coup d'Etat militaire de septembre 1955, connaît un ralentissement et resurgit d'une façon vigoureuse avec le frondizisme. Cette nouvelle forme de la dépendance que Michalet dénomme "internationalisation de la production" (phénomène nouveau amorcé à partir de 1955) comprend deux caractéristiques principales. "En premier lieu, la déterritorialisation des activités manufacturières s'effectue généralement vers des économies moins développées. Pour les Etats-Unis, il suffit que l'investissement soit effectué hors du territoire national... La deuxième caractéristique tient au fait que le déplacement des activités industrielles - qui peut affecter des secteurs entiers - correspond évidemment à une extension de l'industrialisation dans les pays-hôtes mais sous le contrôle des économies d'origine. C'est là un trait essentiel qui entraîne la remise en cause du schéma

traditionnel de l'économie internationale⁽¹⁾. En effet, les modalités du transfert des activités industrielles peuvent être analysées comme un élargissement de l'espace économique des économies nationales au-delà des frontières politiques." (Michalet: 1976:17-18).

1. Développement du capitalisme par la voie monopoliste dépendante

La chute du péronisme consommée (en tant que gouvernement et non en tant que mouvement politique de masses), il s'affirme à nouveau le développement du capitalisme par la voie monopoliste dépendante au détriment des postulats de la "voie autonome". Les deux fractions des classes dominantes (bourgeoisies agraire et industrielle) se proposent d'approfondir la voie dépendante en s'intégrant davantage à l'impérialisme. Ces deux fractions de classes non monopolistes dans leur majorité ne voient pas d'autre voie de "développement" et s'efforcent de s'adapter au processus développementiste⁽⁶⁹⁾. Le développement du capitalisme dépendant s'approfondit en incorporant activement à l'économie argentine et dans la législation qui en résulte le capital monopoliste international et en poussant soudainement à l'opposition l'ensemble de la classe ouvrière: ce qui rompt l'alliance de classes, le "pacte socio-économique" antérieur. La politique de favoritisme du capital monopoliste étranger, des bourgeoisies agraires et industrielles se fait au détriment des revenus des prolétaires. Toutefois dans le conglomerat d'intérêts contradictoires qui se cristallise dans la "Révolution Libératrice", un secteur de la

camarilla gouvernementale (intégré par le président Lonardi, le ministre Costa et le général Bengoa) en accord avec certains dirigeants ouvriers de la C.G.T., s'efforce de rééditer l'accord entre l'armée et la classe ouvrière. Mais leur position est faible car la polarisation des intérêts des classes dominantes et dominées se manifeste de temps à autre par les baisses salariales et les grèves. D'ailleurs les deux fractions de la bourgeoisie (terrienne et industrielle), dans lesquelles prédomine la fraction agraire, reconstituent leur domination en comptant sur l'appui de la petite bourgeoisie que leur apporte l'Union Civique Radicale.

Pour faire face à la crise économique aiguë née de la stagnation industrielle, on adopte des plans de stabilité monétaires, des restrictions salariales et une réduction des dépenses de l'Etat. A long terme, on essaie de stimuler la production agro-pastorale qu'on considère comme la source possible de devises afin de réanimer l'industrie. En ce sens, on supprime le contrôle des changes et la commercialisation officielle et on accourt brusquement à des dévaluations qui opèrent un transfert immédiat de revenus aux activités agraires. Face aux investissements internationaux, il s'esquisse une politique favorable qui débouche sur l'entrée de l'Argentine au Fonds Monétaire Internationale (FMI) et à la Banque Internationale de Reconstruction et Fomentation (BIRF). Alors pour l'Etat s'impose comme solution globale à la crise économique une pleine ouverture vers le capital international qui, à partir de 1950, s'affirme en Amérique Latine et, à travers des investissements directs, profite des marchés locaux et contrôle leur croissance (Murkse:1968). Alors une fois éliminées les restrictions à l'importation, on visualisé un nouveau

processus de substitution qui se centralise dans la production de biens intermédiaires qui requiert une technologie plus avancée. L'absence d'une base technologique interne fait que les nouvelles substitutions exige l'importation d'une technologie plus complexe. C'est ainsi que l'option se porte sur une politique d'ouverture aux investissements étrangers directs. La législation qui les règle commence à se libéraliser à la fin de 1955. Déjà en 1955 la circulaire n° 2324 de la Banque Centrale permet les investissements de capital sous la forme de machinerie nouvelle. Ce régime est remplacé en 1957 par une autre circulaire n° 2881 de la Banque Centrale appelée de rééquipement industriel qui autorise l'importation d'équipements soit avec l'obtention de crédit externe soit comme investissement étranger. En ce qui a trait au contrôle des fonds des firmes multinationales, la Banque Centrale dispose dans cette période de leur progressive libéralisation.

2. Etat nettement développementaliste à la CEPAL (le frondizisme) et ses forces sociales

"L'Union Civique Radicale Intransigeante, appuyée par le péronisme et le Parti Communiste triomphe aux élections du mois de février 1958" (Niosi: 1976:83). Frondizi assume ainsi le premier mai 1958 la première magistrature de l'Etat argentin. "Dans le secteur agraire, les principaux bénéficiaires de l'intervention de l'Etat sont les grands propriétaires fonciers (70) qui reprennent le contrôle des parcelles louées

et retrouvent leurs rentes et/ou leurs gains augmentés; dans l'industrie manufacturière des grandes entreprises surtout les firmes étrangères opérant dans le pays" (Niosi: 1976:87)⁽¹⁾. En 1958 on constate une croissance économique et un plein emploi de la capacité industrielle à cause des augmentations salariales décrétés en mai et par suite d'une politique de crédit en expansion. (Ferrer: 1971:242-258 et Alschuler (1979:22).

A la fin de 1958 le gouvernement de Frondizi, l'Etat développementiste, farouche partisan du grand capital (agraire et industriel) dicte la loi 14.780 qui réglemente les investissements/étrangers pour attirer des capitaux vers les branches modernes de la production manufacturière surtout les automobiles et les machines, la pétrochimie et la métallurgie. Cette législation qui favorise ouvertement le capital étranger n'est autre que la manifestation législative des postulats économiques du développementisme.⁽⁷¹⁾

croient fermement dans la possibilité d'une industrialisation plus rapide ainsi que dans la correction du déséquilibre de la balance de paiements, à partir d'une injection massive de capital étranger en Argentine. Car, selon ce nouveau bloc au pouvoir, qui ne considère que ses intérêts de classes dominantes (la récession de 1959, la croissance inégale de 1960 et 1961 et la contraction de 1962 en témoignent largement) selon, disons-nous, ce nouveau bloc au pouvoir intégré par les grandes bourgeoisies agraire et industrielle liées au capital multinational, le bas niveau d'épargne interne ne permet pas de réaliser ce processus d'industrialisation rapide

à partir du grand capital national. Les buts de la loi 14.780 se complètent avec ceux de la loi 14.781/1958 de "Promotion Industrielle" dont l'article n° 2 stipule comme objectifs:

- 1) l'équilibre de la balance de paiements avec l'extérieur,
- 2) le profit des ressources actuelles et potentielles du pays,
- 3) la décentralisation industrielle,
- 4) le perfectionnement, l'élargissement et la diversification de la production industrielle,
- 5) la promotion technologique dans la fabrication,
- 6) et les nécessités de la Défense nationale, la santé et la sécurité publique. (Cimillo et alii: 1973:76-77).

Cette loi et les décrets 11.917 et 11.919 qui l'accompagnent situent les entreprises nationales par rapport aux étrangères dans une situation de subordination, dans la mesure où le grand capital étranger est créateur et dispose de technologie plus avancée. Avec le frondizisme la formation sociale capitaliste de l'Argentine expérimente une nouvelle forme plus subtile de dépendance et pourtant plus profonde, gouvernée par les grands capitaux multinational et national et connue sous le nom de dépendance technologico-industrielle où les masses prolétariennes brillent par leur absence et leur surexploitation... En 1958 "el proceso de centralización del capital en la industria manufacturera se explica por el distinto ritmo de acumulación - reflejado en las tasas diferenciales de los sectores industriales - juntamente con el pasaje de determinadas ramas hacia un mayor grado de oligopolización, debido fundamentalmente a la presencia en ellas de empresas extranjeras que desplazan, por diferencias de productividad, a las empresas marginales. La centralización, además, se refuerza con el proceso de desnacionalización" (Cimillo et alii: 1973:136).

CONCLUSION

En dernière analyse, nous confirmons notre hypothèse de base, en affirmant que les divers "blocs au pouvoir" et "blocs hégémoniques" concrétisent la capitalisation dépendante et dominée de la formation sociale argentine, selon les conjonctures de crise nationales (lutttes inter et intra-classes) et internationale (conflits inter-impérialistes). En effet, une triple observation du mouvement réel de ce processus de capitalisation nous montre, d'une part, qu'il n'est pas systématiquement prévu, dans la mesure où il subit des modifications économiques dues aux crises mondiales (1890, 1914-1918, 1930, 1939-1945, 1955) qui le font passer de la forme libérale agro-exportatrice à la forme industrielle de substitution d'importations, de cette dernière au capitalisme d'Etat et de cet ultime au développementisme, d'autre part, qu'il n'est pas monolithique parce qu'il affronte des oppositions économique-politiques et idéologiques des classes dominées, au niveau des syndicats ouvriers et des partis anarchiste, socialiste, et communiste (lutte inter-classes), qui l'obligent, de par l'alliance des classes dominantes et dominées, à changer les formes étatiques (de libérale-oligarchique à libérale-démocratique, d'oligarchique à l'alliance péroniste) et enfin qu'il n'est pas totalement conscient parce qu'il est traversé, jalonné par des tensions, des contradictions non-antagonistes des fractions de classes dominantes et régnautes (lutte intra-classes), dans le but de s'approprier une plus grande part de plus-value... En somme, c'est dans ce développement en spirale de la formation sociale capitaliste argentine que se situent les différentes contradictions

des classes et des fractions de classes dominantes et dominées, exploiteuses et exploitées, bref, toute l'histoire de la lutte des classes argentines entre 1880 et 1958. (72)

Et cette lutte des classes, qui informe l'état argentin (en tant que le lieu de condensation matérielle des relations de forces entre les classes sociales), se déploie, "se dialectise" dans différents moments historiques. En effet, entre 1880 et 1916, l'état libéral d'organisation nationale, intégré par le bloc au pouvoir des capitalistes marchands, les propriétaires fonciers (pré-capitalistes et capitalistes) et les petits industriels, cet état libéral oligarchique et aristocratique élabore et essaie d'appliquer un plan de développement capitaliste basé sur l'immigration massive, l'importation de capitaux et de techniques multinationaux, la colonisation agraire, la promotion de formes de production "modernes" et l'implantation d'un réseau adéquat de transports. Ce plan économique se complète, au niveau idéologico-politique, avec l'institutionnalisation de l'éducation universelle et obligatoire et la création d'un État libéral national (amorcée en 1912 par la sanction de la loi Roque Saenz Peña du suffrage universel). En somme, l'autocratie organisatrice, par l'intermédiaire de ce plan, consomme l'intégration de l'Argentine dans la division internationale du travail comme pays producteur de matières premières et comme nation capitaliste dépendante surtout du capital britannique. C'est face à la concrétion de ce plan national pro-impérialiste et dans la conjoncture de crise de 1890 que s'organisent les protestations des autres fractions des classes dominantes du bloc contre la prédominance des intérêts des capitalistes marchands,

les engraisseurs et les commerçants, liés au capital étranger (britannique, français, nord-américain, allemand, en ordre d'importance): lutte intra-classes. C'est dans cette logique de contestation oligarchique, pour l'accaparement d'une plus large part de plus-value, qu'apparaît le radicalisme, défenseur des intérêts des propriétaires fonciers grands et moyens en coalition avec la classe petite bourgeoise qui, née de la différenciation sociale favorisée par le capitalisme en ascension, exige une certaine participation politique. Cette union des fractions de classes dominantes (propriétaires fonciers grands et moyens, petite bourgeoisie rurale et urbaine contre les capitalistes marchands du parti autonomiste national ou du parti libéral) se renforce tactiquement par l'entrée au radicalisme d'Yrigoyen de certains secteurs du prolétariat et du lumpenprolétariat et concourt ainsi à la démocratisation libérale de la scène politique traditionnellement oligarchique et aristocratique (premier "bloc hégémonique"), laquelle démocratisation est défendue aussi officiellement par la faction socialiste (parti-socialiste) du prolétariat représentée par Alfredo Palacios élu député en 1904.

Alors sous la pression des forces sociales du radicalisme, des revendications économiques et politiques des partis socialiste, anarchiste et communiste (lutter-inter-classes), l'oligarchie et l'aristocratie organisatrices appellent aux élections en 1916. Et le radicalisme en tant que mouvement national-populaire, gagne les élections et fait émerger pour la première fois de larges secteurs des masses populaires et la petite bourgeoisie comme forces politiques à vocation d'hégémonie. Symboliquement (et même factuellement, à cause de la législation

sociale du radicalisme d'Yrigoyen) l'usure du pouvoir oligarchique et aristocratique "pur", ébauchée par la présence parlementaire de Palacios, commence.

Pourtant le radicalisme (1916-1930), à cause de sa composition sociale hétéroclite et sa forte tendance oligarchique (en témoignent les répressions sauvages des protestations ouvrières), le radicalisme ne modifie ni les appareils et ni le pouvoir d'Etat, et encore moins ne se propose de restructurer la "totalité sociale concrète" en fonction du bien-être matériel et spirituel des masses populaires. Aussi son réformisme produit-il une législation sociale paternaliste (d'ailleurs sous la pression du mouvement ouvrier en révolte continue depuis la fin de 19^e siècle: luttes inter-classes) et la Réforme Universitaire propre à préparer les cadres techniques exigés par la rationalité et la bureaucratie capitalistes.

Même ce réformisme social et un certain nationalisme du radicalisme apparaissent, aux yeux de l'oligarchie foncière et de l'aristocratie financière, comme des menaces à leur pouvoir économique-politique lié au capital étranger. Le coup d'Etat militaire de 1930 porté contre le gouvernement d'Yrigoyen manifeste la crise d'hégémonie des classes dominantes traditionnelles et rétablit l'équilibre des forces totalement en leur faveur, dans la première étape du processus de substitution d'importations (1930-1943), de l'économie "introvertie".

C'est le retour en puissance des capitalistes marchands, des propriétaires fonciers et des moyens et petits industriels (nouveau bloc). Le Traité Roca-Runciman (1932) marque l'apogée du pouvoir d'État des propriétaires fonciers et de capitalistes marchands et le Plan Pinedo (1940) celle des moyens et petits industriels nationalistes; tout cela va au détriment des masses prolétariennes constamment en rébellion contre leur surexploitation. Face à une certaine récession industrielle due à la prédominance politique et économique de l'oligarchie foncière, un groupe d'officiers en coalition avec l'église et les moyens et petits industriels "nationalistes" procèdent à un coup d'état (1943).

Alors la deuxième étape du processus de substitution d'importations (1943-1955) débute avec ce coup d'état du G.O.U. qui amène au pouvoir, comme forces sociales hégémoniques, l'église, les moyens et petits industriels alliés au prolétariat. Toutefois ce nouveau bloc hégémonique en alliance avec la C.G.T. n'arrive pas à diminuer en rien la puissance traditionnelle de l'oligarchie foncière et de l'aristocratie financière, malgré le discours idéologique et la législation sociale paternaliste du plus grand mouvement national-populiste argentin: le péronisme.

L'alliance de classes péroniste et son interventionisme étatique se maintiennent jusqu'au moment où la balance commerciale conditionne un superavit. En 1955 la balance commerciale accuse un grand déficit: alors commence une récession économique; l'interventionisme étatique pour promouvoir la production industrielle (à travers le I.A.P.I.)

n'est plus possible, l'industrie nationale est en crise. Les conflits inter-classes (entre bourgeoisie et prolétariat industriels) deviennent plus aigus. Les appareils d'Etat (armée et police) répriment les protestations ouvrières: l'Etat péroniste est incapable maintenant de pratiquer la "médiation" sociale... Le pacte socio-économique se rompt. En outre, les forces socio-politiques comme l'église et la marine, les propriétaires fonciers et la petite bourgeoisie du radicalisme donnent l'assaut à l'Etat péroniste en crise. Et c'est le coup d'Etat militaire de 1955 qui réalise la cohésion de cette protestation oligarchique, aristocratique, ecclésiastique, et petite bourgeoise en s'intitulant la "Révolution Libératrice".

En fait, à travers la Révolution Libératrice (1955-1958), s'affirme à nouveau le pouvoir oligarchique et aristocratique traditionnel laïc et religieux, lié au capital étranger (que Perón attaque oratoirement et avec lequel il pactise parfois) et en coalition avec la petite bourgeoisie surtout commerciale du radicalisme. C'est la présence hégémonique de l'oligarchie foncière et de l'aristocratie financière traditionnelles (associée mineures de l'impérialisme) qui explique la nature réelle et "fonctionnelle" de l'Etat militaire en voie de développementisation (1955-1958) et de l'Etat développementiste (1958) de Frondizi (ce dernier termine son mandat en 1962). Alors dans cet Etat développementiste règnent les grands capitaux national et multinational au détriment du travail salarié. Alors les luttes inter-classes (entre le capital et le travail ouvrier salarié) et les conflits intra-classes (entre le petit capital et le grand) vont en crescendo. Il se produit

progressivement une concentration économique majeure, à la faveur du néocolonialisme, stade suprême de l'impérialisme, et, par voie de conséquence, il se donne une polarisation graduelle des classes sociales en conflit (Annexe).

Notes

- 1) C'est nous qui soulignons.
- 2) Nous définissons la méthode dialectique dans la deuxième partie de l'Introduction.
- 3) Ici nous nous contentons de citer ces quelques auteurs parmi les plus significatifs et certains de leurs ouvrages. Car la bibliographie sur les phénomènes du "développement" et du "sous-développement" est vaste.

Furtado, Celso: "Dialéctica del desarrollo (Diagnóstico de la crisis del Brasil), Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1969 - "El mito del desarrollo económico y el futuro del Tercer Mundo", Ediciones Periferia, Colección Estados Unidos y América Latina, Buenos Aires, 1974.

Gunder Frank, André: "Sociología del desarrollo y sub-desarrollo de la sociología - El desarrollo del sub-desarrollo", Editorial Anagrama, Barcelona, 1971.

Cardoso, Fernando Henrique y Faletto, Enzo: "Dependencia y desarrollo en América Latina", Ediciones Siglo XXI, Buenos Aires, 1974.

Jaguaribe, Hélio: "Desarrollo económico y desarrollo político", Editorial Universitaria de Buenos Aires, Buenos Aires, 1969.

Amin, Samir: "Le développement inégal", Editions de Minuit, Paris, 1975 - "La acumulación en escala mundial (crítica de la teoría del subdesarrollo)" - Ediciones Siglo XXI, Buenos Aires, 1975.

En outre, il ne nous échappait pas méthodologiquement d'arriver à une conceptualisation spécifique du "développement". Notre introduction en fournit la raison, étant donné que c'est dans celle-là que nous définissons le "développement capitaliste dépendant".

- 4) Naturellement ici l'auteur (et il s'agit simplement d'une ébauche de critique, vu que notre investigation se voudrait historico-dialectique et de type empirique, donc non épistémologique), l'auteur, disons-nous, gagnerait en profondeur et en clarté s'il spécifiait les transformations à apporter et dans les conditions socio-économiques et dans les institutions juridico-politiques pour réaliser cette "société démocratique pluraliste" (sic).
- 5) Sauf dans le cas des nations sous le régime de la démocratie populaire comme Cuba, l'Albanie, l'Angola, etc...; s'il y a "conciliation", elle s'opère toujours dans le sens des intérêts des économies dominantes capitalistes!

- 6) Nous insistons particulièrement sur les hypothèses de Gunder Frank eu égard à leur importance politique passée et actuelle en Amérique Latine et dans le Tiers-Monde en général.
- 7) C'est d'ailleurs dans cette optique que Celso Furtado écrit: "El trabajo de Raúl Prebisch, economista argentino, preparado para la Conferencia de la CEPAL de mayo 1949 - "El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas" - planteó en términos originales el problema de la dependencia externa y el del papel de la industrialización y de la sustitución de importaciones en el cuadro del desarrollo regional... En América Latina, el diagnóstico de los problemas del subdesarrollo está vinculado a la toma de conciencia del fenómeno de la dependencia externa..." ("La economía latinoamericana desde la conquista ibérica hasta la Revolución Cubana", Editores Siglo Veintiuno, Mexico, 1973, p. 185). Nous allons toujours citer dans la langue (espagnol, français) du texte dont nous nous servons.
- 8) Hernandez, José: Martin Fierro, Editorial Losada, Decimocuarta Edición, Buenos Aires, 1972, p. 221.
- 9) Nous affirmons tout de suite que ce n'est ni le lieu ni le moment de nous engager dans les subtilités épistémologiques de la différenciation entre la logique dialectique et la méthode dialectique ...
- 10) Ici nous faisons référence directement à la méthode dialectique et non à la théorie dialectique, parce que "la méthode est à la fois extérieure et intérieure à la théorie, c'est-à-dire qu'elle vit au coeur de la théorie, la supporte et est enveloppée par elle tout en ayant été l'instrument de sa genèse" (Godelier: 1980:71).
- 11) C'est justement Athanase Joja qui établit les vrais attributs de la pensée concrète (la logique dialectique), en ces termes: "El pensamiento concreto consiste en la consideración y captación de los fenómenos en auto-relación y en sus hetero-relaciones, en relación con la multiplicidad de sus propias características y aspectos intercondicionales, en su movimiento y desarrollo, en la multiplicidad y condicionamiento recíprocos con otros fenómenos o grupos de fenómenos... El pensamiento lógico concreto reclama una lógica de lo concreto" (Joja: 1969:90-91). Notre pensée, inspirée de la méthode dialectique, trouve le concret sensible ~~et~~ le concret pensé respectivement dans la réalité historique et le concept dialectique des "classes sociales".
- 12) Nous utilisons la différenciation gnoséologique qu'établit Fossaert entre "le niveau" qui est "historiquement déterminé et inscrit dans le réel social" et "l'instance" qui est une "procédure d'investigation propre à la représentation du réel social" (Fossaert: 1977:30).

- 13) Nous rétablissons la citation complète des deux propositions de Marx dont nous nous servons ici: "Le concret est concret parce que c'est la synthèse de multiples déterminations, par conséquent, unité du divers. Il apparaît dans la pensée comme processus de synthèse, comme résultat, non comme point de départ, quoique ce soit le vrai point de départ et, par conséquent, le point de départ aussi de l'intuition et de la représentation" (Marx:1971:21).
- 14) "Les hommes ne se contentent pas de produire collectivement les biens (les valeurs d'usage) nécessaires à leur subsistance; ils produisent (et reproduisent) aussi les rapports sociaux dans le cadre desquels ils produisent (matériellement), échangent, communiquent, vivent; sur cette base ils produisent également des oeuvres (institutionnelles et culturelles) qui servent de "ciment" aux rapports sociaux et à leur organisation relativement stable; ils produisent enfin leur histoire et leur historicité, devenir dont le cours leur a échappé jusqu'à présent en majeure partie, marquant ainsi la dimension d'aliénation inhérente à la production au sens large." (Bühr et Heinrich, ibidem: 36)
- 15) De la "division sociale du travail" découle justement "l'organisation sociale du travail" dont parle Lénine cité plus haut.
- 16) Dans notre exposé nous prendrons soin d'utiliser la catégorie niveau quand nous nous référons aux luttes de classes, pour bien montrer leur caractère concret, réel, dans le sens de Fossaert.
- 17) Ipso facto, nous rejetons la conception instrumentale de l'état qui en fait un outil aux mains d'une classe déterminée et qui confond donc les appareils de l'état avec le pouvoir d'état.
- 18) Nous ferons allusion, dans notre exposé, à trois types d'appareils d'état (alors qu'Althusser en considère deux: les appareils répressifs et les appareils idéologiques): i) les appareils répressifs (gouvernement, police, armée et tribunaux). ii) les appareils idéologiques (l'Eglise, les partis politiques, les syndicats, à l'exception des partis et syndicats révolutionnaires, les écoles et, dans une certaine mesure, la famille). iii) les "appareils économiques" (Banque de la Nation, Commission de la Banque Hypothécaire, Institut Agricole de Promotion Industrielle: IAPI, Commission des Finances, Institut de Planification, etc...) (Poulantzas: 1978:179:199).

Quoiqu'on puisse distinguer les appareils du pouvoir, à aucun moment il n'est possible de créer une coupure entre les deux. Car les appareils ne sont pas "désincarnés", c'est-à-dire qu'ils ne peuvent fonctionner sans qu'ils ne soient pénétrés par le pouvoir, "agis" par lui, investis. Et le pouvoir, sans son incarnation dans les appareils, reste presque lettre morte, devient quasi inefficace. Cette faible efficacité ou concrétion du pouvoir d'Etat se manifeste surtout dans les moments de "crise organique" (Poulantzas) du "bloc au pouvoir".

- 19) Bettelheim (1976: 40-41), Godelier (1980:91) et Fossaert. (1977:26-28).
- 20) C'est que Meillassoux arrive à affirmer que l'expression "mode de production n'a pas chez Marx un véritable statut scientifique" (Meillassoux: 1975:146), à cause de la "fluidité" de son sens dans les écrits marxistes.
- 21) Miguelez (1979:8-9), Castex (1977:33-43) et Poulantzas. (1978:28-30)
- 22) Marx (1971:27-28), Poulantzas (1976:19), Miguelez (1979:13-15) et Rey (1976:179).
- 23) Marx (1971:28), Bühr et Heinrich (1979:37), Rubin (1974:106).
- 24) Dans "Préliminaires à l'étude du capital monopoliste dans certaines formations sociales latino-américaines" (Samedy:1980) nous y faisons allusion.
- 25) C'est Rosa Luxemburg qui réalise un apport substantiel (et peut-être, pour la première fois, aussi précis) en ce qui concerne la problématique du processus d'accumulation capitaliste inégale, au niveau des relations entre nations. Ce qui est d'ailleurs un antécédent significatif aux travaux de Sweezy et Baran sur les voies de sorties de l'excédent économique et ses effets dès l'espace industriel central jusqu'aux régions de nécessaire incorporation au système capitaliste mondial.
- 26) Cité par Eduardo Galeano dans son intéressant ouvrage intitulé "Las venas abiertas de América Latina" (1974:308-309). C'est l'importance du poste politique de Chateaubriand qui nous pousse à citer cet auteur.
- 27) Ibidem, p. 308. Ici il faudrait signaler que ce processus de dépendance latino-américaine au 19^e siècle et au début du 20^e siècle connaît au moins deux exceptions avec l'économie et la politique paraguayenne nationaliste de Francisco Solano López (1858-1860) et celles (un peu violentes) du général, président vénézuélien, Cipriano Castro (1901 - 1902). En tout cas, l'exploitation directe des ressources naturelles latino-américaines par des compagnies multinationales engendre ce qu'on appelle "l'économie d'enclave"...
- 28) Rofman et Romero (1974:120)
- 29) Ford, A.G. "El patron oro: 1880-1890. Inglaterra y Argentina", Buenos-Aires, 1966.
- 30) Le capital anglais, qui monopolise depuis 1857 le secteur des chemins de fer, augmente ses investissements, dans cette activité. En effet, de 9.432 kms de voie ferrée construits en 1890 nous passons à 12.475 kms en 1891 et à 27.944 kms en 1910, par exemple (Scobie:1968:209).

- 31) Ces pourcentages traduisent non seulement la dépendance de l'Argentine mais encore les progrès du capital nord-américain qui, dans la logique de la lutte interimpérialiste avec l'Angleterre en Amérique Latine, tend à devenir hégémonique. D'ailleurs, déjà au Parlement argentin en 1909, les députés conservateurs, Carlos et Manuel Carlés, accusent le "yankee beef trust" de "fonder un empire à l'intérieur de notre République" (Manigat: 1973:332). Cette politique économique "impériale" des Etats-Unis s'inscrit dans la réinterprétation et la pratique impérialistes de la doctrine de Monroe qui, à partir de 1891, transformera peu à peu, l'Amérique Latine "en chasse gardée des Nord-Américains à l'exclusion de l'Europe" (Manigat (ibidem). En témoignent les "démonstrations navales et interventions militaires à motivation ou finalité punitive, préventive, stratégique, financière ou de police réalisées par les Etats-Unis" (Manigat: 1973:337) entre 1891 et 1934: "1891, Chili et Haïti; 1895, Nicaragua; 1898, Porto Rico et Cuba; 1899, Nicaragua; 1902, Vénézuéla; 1903, République dominicaine et Colombie; 1904, République dominicaine et Guatemala; 1906-1909, Cuba; 1907, République dominicaine; 1909-1910, Nicaragua; 1910, Honduras; 1911, Honduras; 1912, Nicaragua, Cuba, République dominicaine; Nicaragua (1912-1925 et 1926-1933); Haïti (1915-1934) et République dominicaine (1916-1926)". (Manigat: 1973:337-339). C'est, en somme, l'application systématique du "corollaire Théodore Roosevelt" (exprimé en avril 1903 dans son discours de Chicago et dans son message du 6 décembre 1904 au Congrès Yankee) à la doctrine de Monroe (la politique du big stick).
- 32) Nous rappelons que l'état est pris dans le sens de condensation matérielle des rapports de force entre les classes dominantes et dominées.
- 33) Cette triple évolution leur permet de passer du mode de production féodal (pour les pays européens) et du mode de production esclavagiste (pour les Etats-Unis d'Amérique du Nord) au mode de production capitaliste qui structure la division sociale (et nationale) du travail salarié avec ses deux classes fondamentales et antagonistes: la bourgeoisie et le prolétariat, et leurs respectives fractions, couches et catégories sociales, liées et/ou opposées dans leurs pratiques économiques, politiques et idéologiques correspondantes...
- 34) Ce marché capitaliste mondial, basé sur la division internationale du travail (nations hautement industrialisées centrales/nations périphériques productrices de matière premières), idéologiquement (strictu sensu, c'est-à-dire cachant, déformant la réalité) présente et défend, par l'intermédiaire de ses théoriciens et ses hommes d'affaires bourgeois, la thèse des "avantages comparatifs". Alors qu'en fait, il débouche, dans et par la dynamique fétichisée des relations de domination impérialiste, sur le "développement du sous-développement" (Gunder Frank) capitaliste et humain des pays producteurs et exportateurs de matières premières. Toutefois, il est à remarquer que "tout pays industriel" n'est pas nécessairement impérialiste, dans la mesure où le Canada, l'Australie, l'Argentine des années 50-60, etc... sont des pays industrialisés non impérialistes!

- 35) Selon Hilferding, le capital financier est la fusion du capital industriel avec le capital bancaire (Hilferding: 1973:253-254). Lénine appelle "oligarchie financière" la nouvelle classe sociale issue de cette fusion bipartite (Lénine: 1980:252). Toutefois, de son côté Marx (1976:214) dénomme "aristocratie financière" la fraction de la bourgeoisie représentée par les banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires de mines, de forêts et de terre.
- 36) D'où découlent la compréhension de l'expansion du système "universel" libéral ou démocratico-bourgeois européen, au niveau des pratiques économique, politique et idéologique, et la lecture impérialiste des Etats-Unis d'Amérique de la doctrine de Monroe...
- 37) On pourrait se référer aussi au plan continental, latino-américain, où s'opère le même processus: par exemple, au Mexique, au Chili, en Uruguay, en Colombie et au Brésil les schèmes de la civilisation occidentale et chrétienne sont intériorisés et mis partiellement en pratique, selon les intérêts matériels et spirituels des classes dominantes respectives qui pourtant doivent faire face aux assauts répétés des contestations des classes dominées. Donc ces schèmes ne peuvent être appliqués mécaniquement parce que, d'une part, ils sont "réinterprétés" (Bastide: 1972:46-68) par les classes dominantes et dominées en conflit dans les formations sociales latino-américaines et que, d'autre part, ils s'adaptent progressivement au rythme hétérogène du développement des forces productives de chaque formation sociale...
- 38) Carlos Pellegrini (président de 1890-1898), grand défenseur de l'industrialisation du pays, écrit dans son journal: "Lo elemental es no hostilizar al capital extranjero. Venga éste de donde venga, el hecho es que quiere incorporarse como un factor poderoso en el progreso nacional, y nuestro deber es tratarle como a un aliado, no como un enemigo(1). Por mucho tiempo necesitaremos del concurso de los financistas de Europa. Y no será ciertamente con leyes y ordenanzas agresivas que conseguiremos su concurso" (Peña: 1973:15)(1). Ainsi nous pouvons comprendre, de par la pensée d'un des grands dirigeants de l'époque (1880-1916), comment les lois nationales sont favorables non seulement aux activités du capital multinational mais encore à la technique (et à sa rationalisation qui provient de la science occidentale et à l'immigration étrangère, les deux appendices logiques qui couronnent l'adoption des schèmes du modus vivendi capitaliste... Nous y reviendrons d'ailleurs.
- 39) Quoique Sarmiento et Alberdi, représentants de l'aile nationaliste des classes dominantes, veuillent dans leurs écrits faire de l'Argentine "une grande puissance à l'instar des Etats-Unis d'Amérique" (Sarmiento)... Dans la pratique sociale globale, c'est le "projet pro-impérialiste" qui domine et règne, contesté toutefois, au cours de la crise de 1890

et d'autres années, par des fractions des classes dominantes (radicalistes de Bernardo d'Irigoyen) et dominées (la petite et moyenne paysannerie en 1912 et les ouvriers des frigorifiques en grève, etc...).

- 40) Avant 1880, plus ou moins nous pouvons considérer la structure économique-sociale et politique Argentine dominée par le capital commercial de Buenos-Aires (et son expression politique: le parti "mitriste") et l'oligarchie foncière de l'intérieur de type pré-capitaliste, paternaliste (son expression économique: le travail rural familial et celui de prestation personnelle payé en bons ou en nature; son expression politique: le "caudillisme" provincial, avec, par exemple, Facundo Quiroga dans la Rioja). C'est d'ailleurs cette divergence d'intérêts matériels et spirituels des classes dominantes de Buenos-Aires et de l'intérieur qui engendre un conflit connu sous le nom de lutte entre "la civilisation" (Buenos-Aires) et la "barbarie" (l'intérieur), selon la presse anglaise et française des années 1858 et 1861; ce que rapporte Alberdi dans sa correspondance (Peña: op. cit. p. 22)... Plus tard, certains hommes politiques et économistes argentins arrivent à taxer la centralisation économique-politique du "grand Buenos-Aires" de colonialisme interne" par rapport aux provinces de l'intérieur. Cependant il faut se rappeler que 1880 est la date de l'unification nationale sous la présidence de Roca et avec un gouvernement fédéral dont la capitale est Buenos-Aires...
- 41) Les provinces du Littoral sont: Buenos-Aires, Santa Fé, Entre Rios et Corrientes... L'aristocratie et l'oligarchie financières sont à la fois nationales et étrangères....
- 42) L'intérieur se dit par rapport au Littoral et est constitué par les dix-huit autres provinces (sans compter la Tierra del Fuego).
- 43) Le "bloc au pouvoir" est intégré naturellement par des membres de la bourgeoisie compradora, de l'aristocratie et de l'oligarchie financières et des propriétaires fonciers pré-capitalistes, dans la mesure où l'état conserve directement son caractère de classe. Car il n'y a pas de séparation entre le pouvoir économique, le pouvoir politique et/ou idéologique (séparation qui, à la rigueur, se donne dans les pays de capitalisme avancé)... Par exemple, les présidents Rosas, Roca, etc... sont de grands propriétaires fonciers parce que militaires (généraux). En effet, on concède, selon le grade militaire, une certaine quantité d'hectares de terre (durant et après la "Campagne du Désert" de 1833 avec le général Rosas jusqu'en 1883 avec le général Roca, laquelle campagne d'extermination de l'indien "barbare" et d'incorporation de terre au "territoire national" est entièrement liée au processus d'articulation progressive de l'agriculture et de l'élevage argentins aux nécessités du marché (mondial et surtout britannique) de viande et de céréales.

- 44) L'article 25 de la Constitution dispose que "no podrá restringir, limitar ni gravar con impuesto alguno la entrada en el territorio argentino de los extranjeros que traigan por objeto labrar la tierra, mejorar las industrias e introducir y enseñar las ciencias y las artes".
- 45) Par l'appauvrissement et la dépossession des moyens et petits paysans endettés (Scobie: 1968:116-117 et Bagu: 1969:23).
- 46) Il s'agit des quatre grandes firmes de commercialisation des céréales, liées étroitement au commerce mondial: Bunge y Born, Dreyfus, Weil Brothers et Huni y Wormser (Scobie: 1968:120).
- 47) C'est cette oligarchie foncière pré-capitaliste qui tire sa "rente territoriale" (Gutelman) des tributs en nature des "deux-moitiés" et des métayers qui sont des fermiers (de type pré-capitaliste).
- 48) Naturellement la "Société Rurale" symbolise les intérêts des deux grandes catégories sociales rurales. C'est presque une tautologie...
- 49) Cité par Lebedinsky (1967:53).
- 50) La croissance capitaliste, (l'expression "plus de capitalisme" le dit) provient de la "reproduction élargie" du capital constant par rapport à une diminution marquée du capital variable. D'ailleurs il y a comme résultat une augmentation de la productivité et de la plus-value. Ici nous parlons, en général, des activités capitalistes agro-pastorales, sans essayer d'entrer dans la différence essentielle entre l'agriculture et l'élevage dont, par exemple, l'une (l'agriculture) exige plus de main-d'oeuvre salariée (capital variable) que l'autre (l'élevage), et ce, en termes absolus, etc...
- 51) "Les chemins de fer constituent le bilan des branches maîtresses de l'industrie capitaliste, de l'industrie houillère et sidérurgique, le bilan et les indices les plus évidents du développement du commerce mondial et de la civilisation démocratique bourgeoise" (1) (Lénine: 1980:182).
- 52) Le "Cri d'Alcorta" de 1912 est d'abord le rejet systématique du contrat injuste de fermage, lequel contrat consiste à cultiver la parcelle de terre (afferinée durant trois ans) avec du lin, du blé ou d'autres céréales et à la remettre ensuite, plantée en luzerne, à l'éleveur. Le "Cri d'Alcorta" c'est aussi le refus systématique de la fixation (de la part des compagnies politiques) arbitraire et injuste des prix des produits de l'exploitation agro-pastorale de la petite paysannerie ("Los chacareros").

- 53) Grela, Placido: "El Grito de Alcorta: historia de la rebelión campesina de 1912, "Editorial Solar/Hachette, Buenos Aires, 1958.
- 54) Nous disons et répétons "exploitation agro-pastorale", non seulement pour signifier l'existence séparée des activités agricoles (lato sensu) et pastorales, mais encore pour marquer leur coexistence dans la même moyenne ou grande ferme ("estancia") ou la même petite exploitation familiale ("chacra"), selon Giberti: "En un mismo campo, alambrado por medio, pacían animales y prosperaban cultivos" (Giberti: 1970:185). C'est ce qu'on appelle "exploitation mixte"...
- 55) Il s'agit ici des activités scolaires primaires, commerciales (commerce rudimentaire, de détails) et industrielles (les industries de la canne-à-sucre, du vin, de la bière et de la farine en rapport étroit avec l'agriculture).
- 56) Naturellement cette mixture gnoseologique mi-féodale, mi-capitaliste se doit d'abord au processus de désacralisation du Moyen-Age féodal, occidental et chrétien lequel processus est amorcé par la Réforme Bourgeoise Protestante de Luther et de Calvin continué par le rationalisme athée encyclopédique de Diderot et d'Alembert et appliqué en sciences sociales "pures" par Comte et Durkheim. Cette mixture provient aussi de (et est liée à) la lutte effrénée de la bourgeoisie contre les seigneurs féodaux pour imposer sa vision globale (scientifisante et technifiante) du monde, pour asseoir son hégémonie idéologique (lato sensu)...
- 57) Il est question des industries de la construction (bois, ciment, fer, etc...), de produits alimentaires destinés à la consommation locale (vin, sucre, bière, farine), des chaussures et des industries métallurgiques, textile, frigorifiques et de lavage de laine (les matières premières de ces deux dernières: viande et laine, sont en général exportées).
- 58) Cette masse prolétarienne européenne, imbuée d'expériences syndicales et de luttes, participera activement aux côtés des ouvriers argentins aux revendications économiques (grèves) et politiques (leur représentation au sein du gouvernement par le premier député socialiste, élu en 1904, Alfredo Palacios)...
- 59) Ici seulement nous introduisons cette expression "existence potentielle ou virtuelle" pour les classes dominées rurales et urbaines, dans la mesure où, d'une part, cette existence se donne au niveau économique, selon Marx et Engels, et que, d'autre part, leur constitution réelle en s'appréhende, d'après les mêmes auteurs (1976:120), à partir de leur organisation en parti politique à vocation d'hégémonie. Alors que nous n'établissons pas ces différenciations existentielles et "constitutionnelles" pour "le bloc au pouvoir" déjà constitué en partis politiques (parti libéral et autres partis que nous allons étudier) et en classes dominante et régnante.

- 60) Cette loi est la traduction historique de "l'action réciproque" (catégorie de la dialectique).
- 61) La politique créole signifie le caudillismo (leadership charismatique, la fraude et l'improvisation).
- 62) Cependant c'est dans l'Etat du "pacte social", péroniste (1943-1955) qu'on trouve une certaine participation parlementaire et syndicale (populiste) des masses prolétariennes..
- 63) Il est à remarquer toutefois que l'interventionisme étatique amorcé sous le radicalisme continue dans les années trente et s'approfondit sous le gouvernement péroniste, surtout avec la création du I.A.P.I. (1946).
- 64) Cette politique de caractère anti-cyclique trouve son origine intellectuelle dans la pensée de Keynes, rapidement diffusée et adoptée en Europe et aux Etats-Unis où le New Deal du président Roosevelt reprend beaucoup de ses aspects. On arrive même à affirmer qu'en Argentine se produit la première application systématique de ce modèle de politique économique.
- 65) Ce sont des groupes nationalistes, particulièrement FORJA (Force d'Orientation Radicale de la Jeune Argentine), qui dénoncent cette situation et créent un grand mouvement d'opinion contre le Traité de Londres (Traité Roca-Runciman).
- 66) Déjà en 1931 Raúl Prebisch propose un plan de protection douanière et de promotion industrielle. Les nombreuses mesures partielles adoptées en 1931 et 1940 (protection, drawback, crédit industriel et préférence dans les licitations aux produits argentins) se complètent avec une stimulation à la construction et aux travaux publics (sous le gouvernement de Justo, on construit une bonne partie de la voie routière): avec les routes nouvellement tracées et les nouveaux ponts construits on cherche à réactiver le marché Intérieur.
- 67) Les pressions et jeux politiques du parti conservateur visent à la prochaine rénovation présidentielle et à la préparation frauduleuse de la candidature de Robustiano Patrón Costas.
- 68) Il existe un pléthore de typifications du péronisme qui vont du "bonapartisme" en passant par le "nazisme" jusqu'au "facisme" (Vega:1974). Pour nous, le péronisme en tant que mouvement politique d'alliance de classes s'appréhende spécifiquement à partir du développement particulier des forces productives argentines et du rythme lent ou accéléré de la lutte des classes entre 1943 et 1955. Notre analyse approximative du péronisme s'ingénie à le capter dans ses particularités historiques, économiques, politiques et idéologiques, en un mot, dans son déploiement social global...

- 69) La position de la C.G.E. (Confédération Générale Economique) dans son Rapport Economique de 1955 stipule que "es necesario fomentar el ingreso de capital extranjero en la medida en que no se pueda hacer frente a las necesidades con las disponibilidades del país".
- 70) Comme expression du compromis de classe de l'Union Civique Radicale Intransigeante avec les grands propriétaires fonciers, l'Etat développementiste sanctionne la loi 14.451/1958 qui, accompagnée d'un projet de loi agraire d'un caractère "colonisateur", facilite le développement du latifundium en ces termes: "las tierras deben ser cultivadas por quienes son capaces de hacerlas producir y por quienes en el manejo de los cultivos y del suelo agrícola aplican los procedimientos de la técnica moderna" (Kohen: 1969:245) (1).
- 71) Le développementisme, en tant que pratique économique-politique, se rencontre au Brésil avec Kubitschek (1956-1960) et au Venezuela avec Bétancourt dans son deuxième mandat (1958-1963).
- 72) Nous nous servons du matérialisme historique pour essayer de dévoiler le mouvement réel de la lutte des classes argentines tout en n'ignorant pas le débat autour de son "statut scientifique". En outre, il est vrai qu'il existe autour du matérialisme historique, une polémique qui peut se résumer dans deux courants épistémologiques précis. En effet, d'aucuns (le premier courant) considèrent le matérialisme historique comme une ontologie: à ce niveau, nous pouvons citer Lucien Goldmann (Marxisme et Sciences humaines, Gallimard, Paris, 1970) et Adolfo Sánchez Vazquez (Filosofía de la praxis, Editorial Grijalbo, México, 1972). D'autres (le deuxième courant) voient dans le matérialisme historique une méthode d'approximation cognitive à la réalité humano-sociale: dans cette optique nous trouvons les travaux de Georg Lukacs (Histoire et conscience de classe, Editions de Minuit, Paris, 1974), d'Athanase Joja (La lógica dialéctica y las ciencias, Juarez Editor, Buenos-Aires, 1969) et de Maurice Godelier (Rationalité et irrationalité en économie, Tome II, Petite Collection Maspéro, Paris, 1980). Pour notre part, nous nous rallions à la dernière perspective dans le cadre de notre thèse de maîtrise.

Zone de la viande et de la céréale:

Origine de la propriété du sol (hectares):

Superficie concédée en
propriété par l'état⁽¹⁾

(presque toute, dans la
zone de la viande et de
la céréale):

Jusqu'en 1903:

32.447.045

Superficie totale⁽¹⁾

de la zone de la viande
et de la céréale, en
exploitation:

56.000.000

SOURCE: Message du Président Julio A. Roca de 1904, cité
par Bagú (1969:8).

Distribution géographique des étrangers
(1869-1960)

Années	Zone métropolitaine de Buenos-Aires*	Provinces de Córdoba Buenos Aires Entre Ríos Mendoza Sante Fe La Pampa	Reste du pays	Total
1869	52	38%	10%	100%
1895	39	52%	9%	100%
1914	42	48%	10%	100%
1947	51	35%	14%	100%
1960	57	27%	16%	100%

SOURCE: Recensement national Argentin.

* Inclut la population du secteur rural de l'aire.

Etrangers de vingt et plus d'années d'âge
 par chaque cent personnes du même âge, dans la population totale
 des trois zones du pays.

1869-1947

Années	Ville de Buenos-Aires	Provinces de Cordoba Buenos-Aires Entre Rios Mendoza La Pampa	Reste du pays
1869	67	-	-
1895	74	44	11
1914	72	51	20
1947	37	23	16

Sources: Recensements nationaux

Immigrants d'outremer par branche d'activité principale,
agricole ou non agricole, et par situation professionnelle

avec occupation ou sans

1857-1954

Périodes	Avec occupation		Situation professionnelle	
	agricole	non agricole	avec occupation	sans occupation
1857-1870	76	24	64	36
1871-1890	73	27	68	32
1891-1910	48	52	73	27
1911-1924	30	70	66	34
1934-1939	39	61	44	56
1940-1945	20	80	44	56
1946-1954	41	59	38	62

SOURCE: Direction nationale de statistique

N.B. Les données statistiques jusqu'en 1916 nous montrent la proportion d'étrangers qui s'adonne aux activités agricoles et qui a tendance d'ailleurs à diminuer à cause de l'accaparement latifundiste des terres par l'oligarchie foncière. En outre, les données entre 1925 et 1934 ne sont pas disponibles.

Importations de machines agricoles

1890-1910

Années	Moissonneuses	Trilleuses	Années	Moissonneuses	Trilleuses
1890	1.045	43	1901	5.882	274
1891	1.382	47	1902	8.093	167
1892	4.908	328	1903	13.135	434
1893	9.034	338	1904	14.572	745
1894	9.633	1.569	1905	14.492	909
1895	2.723	299	1906	20.739	1.136
1896	3.054	93	1907	17.334	490
1897	1.985	31	1908	18.772	969
1898	5.872	22	1909	13.672	1.576
1899	11.058	152	1910	18.513	807
1900	6.094	228			

(Chiffres du "Bulletin mensuel de statistique du Ministère de l'Agriculture et de l'Annuaire du Département de Statistique de la République Argentine".

Population

Années	Urbaine	Rurale
1869	26,4%	73,6%
1895	37,4%	62,6%
1914	52,7%	47,3%
1943 ¹	61,1%	38,0%
1947 ²	62,5%	37,5%
1960 (estimation)	65,0%	35,0%

1. Chiffres du "Recensement scolaire de la Nation". Pour les obtenir on considère comme population urbaine celle qui vit dans les villes de plus de 2.000 habitants.
2. Selon les chiffres du Quatrième Recensement Général de la Nation.

Etendue de la voie ferrée, capitaux, charges
transportées et profits

(1857-1913)

Années	Etendue km	Capital	Charges transportées	Profits
		\$ or.	tonnes	\$ or
1857	10	285.108	2.257	6.737
1860	39	741.033	s/d	2.890
1870	732	18.835.703	274.501	1.146.317
1880	2.313	62.964.486	772.717	3.488.232
1890	9.254	346.493.054	5.420.782	8.463.636
1900	16.767	551.515.980	12.659.831	17.324.264
1910	27.713	1.099.700.353	32.561.520	42.000.933
1913	33.478	1.358.849.967	42.916.636	52.724.416

Source: "El desarrollo de los ferrocarriles argentinos desde su comienzo hasta fines de 1913", dans l'Annuaire de la Direction Générale de la Statistique, correspondant à l'année 1913, Buenos-Aires, 1914, pages 865 et suivantes.

Etrangers dans quelques catégories occupationnelles
et économiques des secteurs secondaires et tertiaires pour
100 personnes de chaque catégorie, 1895 et 1914

Catégories occupationnelles et économiques	1895	1914
Propriétaires d'industrie*	81	66
Propriétaires de commerce*	74	74
Personnel (ouvriers employés) de commerce *	57	53
Personnel (ouvriers et employés) d'industrie *	60	50
Professionnels libéraux**	53	45
Personnes occupées dans des industries artisanales et domestiques**	18	27
Employés publics**	30	18
Employés de commerce**	63	51
Travailleurs du service domestique**	25	38

Sources: * II et III Recensements Nationaux: recensements spéciaux

** II et III Recensements Nationaux: recensements de population

Etrangers dans quelques catégories occupationnelles
et économiques du secteur primaire, pour 100 personnes de chaque
catégorie, 1914*

Catégories occupationnelles et économiques	Etrangers pour chaque cent personnes de chaque catégorie
Propriétaires de biens fonciers en général	10
Propriétaires des exploitations pastorales	22
Fermiers des exploitations pastorales	34
Administrateurs, directeurs, gérants (y compris propriétaires et fermiers) des exploitations pastorales	44
Administrateurs, directeurs, gérants (y compris propriétaires et fermiers) des exploitations agricoles	57

Source: III Recensement National

* Exclu la ville de Buenos Aires

Nombre de grèves et d'ouvriers affectés par elles

Années	Nombre de grèves	Ouvriers affectés	Grèves avec le plus grand nombre d'ouvriers
1907	231	169.017	87.500
1908	118	11.561	5.900
1909	138	4.762	548
1910	298	18.806	2.585
1911	102	27.992	10.000
1912	99	8.992	2.800
1913	95	23.698	s/d

Source: Bulletin du Département national du Travail, Buenos-Aires, page 619, Pour 1913, Ibidem, n° 28, pages 67 et suivantes, le 31 août 1914.

Causes des grèves

Causes	1907	1908	1909	1910	1911	1912	Total	%
a) Salaires								
augmentations	49	22	45	174	28	19	337	34,2
autres questions	18	9	17	1	8	18	71	7,2
b) Horaires								
modification	30	3	2	-	4	1	40	4,1
diminution	16	18	20	27	5	15	101	10,2
c) Organisation								
réadmission	46	33	28	70	30	22	229	23,2
expulsion	27	17	12	4	11	3	74	7,5
solidarité	18	2	9	1	5	2	37	3,8
d) Autres causes								
travail à forfait	5	1	-	-	2	-	8	0,8
contrats	4	1	-	-	6	-	11	1,1
e) Causes diverses	18	12	5	21	9	13	78	7,9

Source: Bulletin du Département National du Travail, Buenos Aires, page 619.

Pour 1913, Ibidem, n° 21, page 620, le 31 août 1914.

Résultats des grèves

(1907-1912)

Résultats	Nombre de grèves	%
Favorable	310	31,4
Partiel	104	10,7
Négatif	572	57,9

Source: Bulletin du département national du Travail, Buenos-Aires,
page 619. Pour 1913. Ibidem, n° 21, pages 620 et 621. Le
31 août 1914.

Capitaux étrangers investis en Argentine en 1926

Pays	Millions de dollars
Grande-Bretagne	2.100
Etats-Unis	600
France	425
Allemagne	375
Hollande	150
Belgique	135
Espagne	60
Suède-Norvège	25
Italie	25
Autres	15
	<hr/> 3.910

Source: V. Sommi, Les capitaux allemands en Argentine, Buenos-Aires, 1949

Indices de la production manufacturière
(pesos constants)

	1937	1943	1948	1955
Aliments et boissons	100	119	107	112
Textiles	100	229	303	320
Produits chimiques	100	190	220	290
Métaux (en excluant machineries)	100	75	149	255
Machineries et accessoires électriques	100	115	307	687
Véhicules et machineries (en excluant les électriques)	100	158	346	277
Total	100	130	167	188

Source: Banque Centrale de la République de l'Argentine.
Bulletin Statistique pour les années 1937, 1943, 1948
et 1955.

Variations dans la composition des importations

Périodes.	Importations totales	Biens de consommation	Machineries et équipements productifs	Matières premières combustibles et produits intermédiaires
1925/29	100	37,0	21,8	41,2
1935/39	100	33,7	19,0	47,3
1940/44	100	30,5	9,9	59,6
1945/49	100	23,9	24,3	51,8
1950/54	100	12,7	21,0	66,3
1955	100	9,7	16,4	73,9

Source: CEPAL, Le développement économique de l'Argentine
Partie II, page 162.

Compte courant de balance de paiements

(en millions de dollars)

Année	Marchandises		Solde
	Exportations	Importations	
1955	928,6	1,172.6	-244,0

Source: Cimillo et alii, op. cit., p. 174.

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA DYNAMIQUE CONCRETE
DES LUTTES DE CLASSES DANS LE PROCESSUS DE CAPITALISATION DEPENDANTE
ET DOMINEE EN ARGENTINE (1880-1958)

- I) 1880-1916: Etat libéral et autocratique d'organisation nationale intégré par un "bloc au pouvoir".
- a) Composantes du bloc: classe politique parasitaire, grands capitalistes marchands, grands capitalistes bancaires, grands propriétaires agro-pastoraux capitalistes et pré-capitalistes et moyens industriels.
- b) Crise organique (lutttes intra-classes dominantes et régnautes): D'où: renouvellement de gouvernements autocratiques (1880, 1886, 1890, 1892, 1895, 1898, 1904, 1906, 1909, 1914).
- c) Crise d'hégémonie entre 1912-1916, c'est-à-dire imbrication des lutttes intra-classes dominantes (déjà signalées) et des lutttes inter-classes dominantes et dominées (grèves des ouvriers agricoles et industriels, Cri d'Alcorta, Création de la Fédération Agraire Argentine). D'où en 1916 le triomphe électoral du radicalisme et l'émergence du premier "bloc hégémonique".
- II) 1916-1930: Etat libéral-démocratique, le radicalisme en tant que "bloc hégémonique".
- a) Parties intégranttes du bloc: classe politique parasitaire traditionnelle, grands capitalistes

bancaires, grands propriétaires terriens capitalistes et pré-capitalistes, moyens industriels et petite bourgeoisie urbaine et rurale en alliance avec des fractions réduites du prolétariat rural et urbain.

- b) Crise d'hégémonie: imbrication des luttes intra-classes dominantes et régnautes (Réforme Universitaire, loi anti-trust de 1927, nationalisation d'une partie des ressources pétrolières, etc...) et des luttes inter-classes dominantes et dominées (grèves des ouvriers industriels (Semaine Tragique) et agricoles (Tragédie de la Patagonie) sauvagement réprimées. D'où: la chute du radicalisme en 1930 et l'émergence d'un nouveau "bloc au pouvoir".

III) 1930-1943: Etat oligarchique constitué par un nouveau "bloc au pouvoir".

- a) Composantes du bloc: classe politique parasitaire, grands capitalistes marchands, grands capitalistes bancaires, grands et petits propriétaires terriens capitalistes et pré-capitalistes, anciens moyens industriels, nouveaux grands, moyens et petits industriels.
- b) Crise organique (luttes intra-classes dominantes et régnautes): D'où: rénovation des gouvernements oligarchiques: présidences successives d'Uriburu, Justo, Ortiz et Castillo.

c) Crise d'hégémonie: imbrication des luttes intra-classes dominantes et régnantes (opposition du Parti Démocrate Progressiste et de l'Union Civique Radicale des petits propriétaires terriens au Traité Roca-Ruciman défendant les intérêts des grands propriétaires terriens, rejet du Plan Pinedo (défendant les intérêts des nouveaux grands et moyens industriels) de la part du P.D.P. et de la U.C.R.), des luttes intra-classes dominées (nouvelle aristocratie ouvrière industrielle versus prolétariat industriel) et des luttes inter-classes dominantes et dominées (recrudescence des grèves prolétariennes entre 1939 et 1942). D'où: le coup d'état du G.O.U. pour installer un nouveau "bloc hégémonique" entre 1943 et 1955.

IV) 1943-1955 : Etat d'alliance de classes ("bloc hégémonique") et interventioniste.

- a) Composantes du nouveau "bloc hégémonique": moyens et petits industriels (C.G.E.) en alliance avec la classe ouvrière urbaine et rurale (C.G.T.).
- b) Crise d'hégémonie: imbrication des luttes intra-classes dominantes et régnantes (I.A.P.I. défendant les intérêts de la C.G.E. et, d'une certaine façon, par l'augmentation des salaires, ceux de la classe ouvrière pour essayer de "consolider" le "bloc hégémonique", I.A.P.I., disons-nous,

versus "Société Rurale" représentant les grands et moyens propriétaires terriens) et des luttes inter-classes (grèves des ouvriers: C.G.T. versus C.G.E.)..
 D'où: le coup d'état de 1955 pour installer un nouveau "bloc au pouvoir".

V) 1955-1958 : Etat en voie de développementisme ou développementiste à la CEPAL intégré par un nouveau "bloc au pouvoir".

- a) Composition du bloc: grands propriétaires terriens capitalistes et grands industriels.
- b) Crise d'hégémonie: imbrication des luttes intra-classes dominantes et régnautes (grand capital agricole et industriel versus moyen et petit capital agricole et industriel) et des luttes inter-classes dominantes et dominées (recrudescence des grèves ouvrières: travail versus capital).

BIBLIOGRAPHIE

- ALSCHULER, L.R.: The struggle of Argentina within the new international division of labor, Notes de Recherches. Groupe d'études en Développement international, Université d'Ottawa, I.C.I. 1979).
- ALTHUSSER, L.: Ideología y aparatos ideológicos de estado. Ed. Nueva Vision, Buenos Aires, 1974.
- AMIN, S.: Le développement inégal, Les Editions de Minuit, Paris, 1973.
- ANDRADA, O.: Palacios, Historia de América n° 17, Centro Editor de América Latina. Bs. As., 1972.
- BAGU, S.: Evolución histórica de la estratificación social en la Argentina, Instituto de Investigaciones económicas y sociales, Universidad Central de Venezuela, 1969.
- BASTIDE, R.: Antropología aplicada, Amorrortu Editores, Bs. As., 1972
- BELLONI, A.: Del anarquismo al peronismo, Editor Peña Lillo, Bs. As., 1960
- BENETTI, C.: L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés, Editions Anthropos, Paris, 1974.
- BETTELHEIM, Ch.: Calcul économique et formes de propriété, Editions Maspéro, Paris, 1976.
- BIHR, A. et HEINRICH, J.M.: La néo-social-démocratie, Ed. le Sycomore, Paris, 1979.
- BOUKHARINE, N.I.: El imperialismo y la economía mundial Cuadernos de Pasado y Presente, n° 21, Córdoba, 1971.
- CARDENAS, G. et alii: El peronismo, Carlos Pérez Editor, Bs. As. 1969.
- CARDOSO, F.H. et FALETTO, E.: Dependencia y desarrollo en América Latina, Ediciones Siglo XXI, Bs. As., 1974.
- CASTEX, P.: Voie chilienne au socialisme et luttes paysannes, Editions Maspéro, Paris, 1977.
- CAVILLIOTTI, M.H.: Yrigoyen: la causa contra el régimen en la Argentina, Historia de América, n° 6, Centro Editor de América Latina, Bs. As., 1971.
- CIMILLO, E. et alii: Acumulación y centralización del capital en la industria argentina, Editorial Tiempo Contemporaneo, Bs. As., 1973
- COLEMAN, O.E.: Luchas interburguesas en el agro argentino: la crisis de la carne en el 20, Serie Estudios 12, Centro de investigaciones en ciencias sociales, Bs. As.

- COMTE, A.: Cours de philosophie positive 5^e éditions, 6 vol. Schleicher Frères Editeurs, Paris, 1907-1908.
- CONDE, R.C. et GALLO, E.: La formación de la Argentina moderna, Editorial Paidós, Bs. As., 1967
- CUNEO, D.: La Reforma Universitaria, Biblioteca Ayacucho, Caracas.
- DAGUM, C. et alii: Développement agricole dépendant et mouvements paysans en Amérique Latine, Editions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1981
- DE ANDRADE, R.: Militarisme et classes sociales en Amérique Latine, Cahier de recherche, Département de sociologie, Université d'Ottawa, 1977
- DELICH, F.: Tierra y conciencia campesina en Tucumán, Ediciones Signos, Buenos Aires, 1970.
- DORFMAN, A.: Historia de la Industria Argentina, Buenos Aires, Hachette, 1942
- DOS SANTOS, Th.: Dependencia y cambio social, CESO, Universidad de Chile, Santiago de Chile, 1970.
- DUVERGER, M.: Institutions politiques et droit constitutionnel, P.V.F., Paris, 1978.
- ENGELS, F.: L'Anti-Dühring, Editorial Claridad, Buenos Aires, 1970. - Dialectique de la nature, Editions Sociales, Paris, 1975.
- FERRER, A.: La economía argentina, Fondo de cultura económica, Mexico-Buenos Aires, 1971.
- FORD, A.G.,: El patron oro: 1880-1890. Inglaterra y Argentina, Buenos Aires, 1966
- FOSSAERT, R.: La société: une théorie générale, Tome I, Editions du Seuil, Paris, 1977. - La société: les classes, Tome 4, Editions du Seuil, Paris, 1980.
- FURTADO, C.: Dialectica del desarrollo (Diagnostico de la crisis del Brasil), Fondo de Cultura Economica, México, 1969.- La economía latinoamericana desde la conquista ibérica hasta la Revolución Cubana. Editores Siglo XXI, Mexico, 1973. - El mito del desarrollo económico y el futuro del Tercer Mundo, Ediciones Periferia, Colección Estados Unidos y América Latina, Buenos Aires, 1974. - Politique économique de l'Amérique Latine, Editions Sirey, Paris 1970. - Théorie du développement économique, PUF, Paris, 1976.

- GALEANO, E.: Las venas abiertas de América Latina , Siglo XXI, Bs. As. 1974.
- GERMANI, G.: Política y sociedad en una época de transición , Edit. Paidós, Buenos Aires 1971.
- GILBERTI, H.: Historia económica de la ganadería argentina Solar/Hachette, Bs. As. 1970.
- GODELIER, M.: Rationalité et irrationalité en économie , Tome II, Petite collection Maspéro, Paris 1980.
- GOLDMANN, L.: Marxisme et sciences humaines , Collection Idées, Paris, 1970.
- GRAMSCI, A.: Gramsci dans le texte , Editions sociales, Paris, 1977.
- GRANOU, A.: Capitalisme et mode de vie , Paris, 1972, Ed. du Cerf.
- GRELA, P.: El Grito de Alcorta: Historia de la rebellion campesina de 1912 , Ed. Solar/Hachette, Bs. As., 1958
- GUNDER FRANK, A.: Sociología del desarrollo y subdesarrollo de la sociología - El desarrollo del sub-desarrollo , Editorial Anagrama, Barcelona, 1971.
- GURVITCH, G.: Dialectique et sociologie , Edit. Flammarion, Paris, 1977.
- GUTELMAN, M.: Structures et réformes agraires , Petite Collection Maspéro, Paris, 1979.
- HABERMAS, J.: La technique et la science comme idéologie , Edit de Noël/Gauthier, Paris, 1973.
- HEGEL, G.W.F.: Morceaux Choisis, Vol. 1, Ed. Gallimard, Paris, 1969
- HERNANDEZ J.: Martín Fierro , Ed. Losada, Decimocuarta Ed., Bs. As., 1972.
- HILFERDING, R.: El capital financiero , Edit. Tecnos, Madrid, 1973.
- HORSBAWN, E.J.: Las revoluciones burguesas , Tome 2, Edic. Guadarrama, Madrid, 1974.
- HOBSON, J.A.: Imperialism, a study , University of Michigan Press, 1965.
- JAGUARIBE, H.: Desarrollo Económico y desarrollo político , Editorial Universitaria de Buenos-Aires (EUDEBA), 1969.
- JAKUBOWSKI, F.: Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire , EDI, Paris, 1976.
- JOJA, A.: La lógica dialéctica y las ciencias , Juarez Editor, Bs. As., 1969.
- KOHEN, A.: Clases sociales y programas agrarios , Editorial Quipo, Bs. As., 1968.
- KOSIK, K.: Dialéctica de lo concreto , Editorial Grijalbo, México, 1967.

- LAHITTE, E.: Informe de 1915, Boletín del Ministerio de Agricultura de la nación, Bs. As., 1916.
- LEBEDINSKY, M.: Historia de la ganadería, Editorial Quipo, Bs. As., 1967
- LENINE, V.I.: El desarrollo del capitalismo en Rusia, Ediciones Estudios, Bs. As. 1973.- Oeuvres choisies, Editions du Progrès, Moscou, 1980.
- LUXEMBOURG, Rosa: Accumulación de capital, Editorial Grijalbo, México, 1967.
- MANIGAT, L.F.: Evolution et révolutions: l'Amérique Latine au XX^e siècle (1889-1929), Editions Richelieu, Paris, 1973.
- MARX, K.: Introducción a la economía política, Cuadernos de Pasado y Presente, Córdoba, 1976. - Miseria de la filosofía, Edit. Cartago, Buenos Aires, 1973. - Le capital, Tome I, Editions Sociales, Paris, 1976.
- MARX, K. et ENGELS, F.: Oeuvres Choiesies, Tome I, Editions du Progrès, Moscou, 1976.
- MEILLASSOUX, C.: Femmes, greniers et capitaux, Maspéro, Paris, 1975.
- MASSE, B.: La clase obrera a principios de siglo, Ediciones Nueva Vision Bs. As. 1973.
- MICHALET, A.: Le capitalisme mondial, P.U.F., Paris, 1976.
- MIGUELEZ, R.: La transformación des formations sociales, cahier de recherche, Département de sociologie, Université d'Ottawa, 1979
- MURMIS, M. et PORTANTIERO, J.C.: Estudios sobre los orígenes del peronismo., Siglo XXI, Bs. As., 1970.
- NIOSI, J.: Les entrepreneurs dans la politique argentine, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976.- Le Péronisme: Sociologie et Sociétés, Vol VI, 2, Nov. 1974.
- MURKSE, R.: Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés et structures du commerce international et développement économique, Edit. Cujas, Paris, 1968.
- ODDONE, J.: La burguesía terrateniente argentina, Edit. Lebera, Bs. As., 1932.
- PEÑA, M.: Alberdi, Sarmiento, el 90": límites del nacionalismo en el Siglo XIX, Ediciones Fichas, Bs. As. 1973.- Masas, caudillos y élites: la dependencia de Yrigoyen a Perón, Ediciones Fichas, Bs. As., 1973.
- PERALTA RAMOS, M.: Etapas de Acumulación y alianzas de clases en la Argentina (1930-1970), Siglo XXI, Bs. As., 1972.

- PLA, A.J.: La burguesía nacional en América Latina, Centro Editor de América Latina, Bs. As., 1971
- POTASH, R.: The army and politics in Argentina (1945-1962) Perón to Frondizi, Standford University Press, 1980.
- POULANTZAS, N.: Sobre el estado capitalista, Edit. Laia, Barcelona, 1974. - Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, Collections Points, Paris, 1976. - L'état, le pouvoir et le socialisme, PUF, Paris, 1978.
- REY, P. Ph.: Alliances de classes, Edit. Maspéro, Paris, 1976.
- ROFMAN, A.B. et ROMERO, L.A.: Sistema socioeconómico y estructura regional en la Argentina, Amorrortu editores, Bs. As., 1974.
- ROULET, J.E. et SABATO, J.F.: Estado y administración pública en la Argentina, Polémica n° 78, Bs. As., 1971.
- RUBIN, I.: El fétichismo de la mercancía, Cuadernos de Pasado y Presente, Córdoba, 1974.
- SAMEDY, JBM: Préliminaires à l'étude du capital monopoliste dans certaines formations sociales latino-américaines, Recherche, Université d'Ottawa, Sociologie, 1980
- SÁRMIENTO, F.D.: Facundo, Biblioteca Ayacucho, Caracas, 1977.
- SCOBIE, J.R.: Revolución en las Pampas: historia social del trigo argentino: 1860-1910, Edit. Solar/Hachette, 1968.
- SMITH, P.: Carne y política en la Argentina, Ed. Paidós, Bs. As., 1968.
- SWEEZY, P.: El capital monopolista, Cuadernos de Pasado y Presente, Córdoba, 1967.
- VEGA, L.M.: Autopsie de Perón, Ed. Duculot, Belgique, 1974.
- VERGOPOULOS, K. et AMIN, S.: La Question Paysanne et le capitalisme, Edit. Anthropos, Paris, 1974.
- VIÑAS, I.: Tierra y clase obrera, Ed. Achaval Solo, Bs. As., 1973.